

d) pour le suivi d'un traitement de lésions cervico-vaginales ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2013.

**Art. 3.** Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales,  
Mme L. ONKELINX

d) voor de follow-up van de behandeling van cervix letsels ».

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2013.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 januari 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen,  
Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

[2013/24046]

17 DECEMBRE 2012. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 9 janvier 2013, à la page 686, il y a lieu de lire dans l'article 22, version néerlandophone, « Het koninklijk besluit van 19 september 2008 » au lieu de « Het koninklijk besluit van 25 april 2002 ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

[2013/24046]

17 DECEMBER 2012. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling en de vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 2013, op bladzijde 686, dient men te lezen, in artikel 22, Nederlandse versie, « Het koninklijk besluit van 19 september 2008 » in plaats van « Het koninklijk besluit van 25 april 2002 ».

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2012/206893]

Extrait de l'arrêt n° 144/2012 du 22 novembre 2012

Numéros du rôle : 4563, 4592, 4608, 4613, 4625 et 4627 / 4589 / 4614 / 4618 et 4621 / 4619 / 4620, 4622, 4624 et 4628 / 4626 / 4673, 4674, 4675, 4678, 4682, 4683, 4706, 4707 et 4708

*En cause* : les recours en annulation totale ou partielle du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, introduits par Marie-Noëlle Solvay et autres, et les questions préjudicielles relatives aux articles 6 à 9 et 14 à 17 du même décret, posées par le Conseil d'Etat.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents R. Henneuse et M. Bossuyt, des juges E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels et P. Nihoul, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président R. Henneuse,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. A. *Objet des recours en annulation et des questions préjudicielles*

1. a) Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 25 novembre 2008 et parvenue au greffe le 26 novembre 2008, Marie-Noëlle Solvay, demeurant à 1310 La Hulpe, chaussée de Bruxelles 115, a introduit un recours en annulation du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, et, à titre subsidiaire, des articles 1<sup>er</sup> à 4 et 16 à 18 de ce décret (publié au *Moniteur belge* du 25 juillet 2008, deuxième édition).

b) Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 23 décembre 2008 et parvenue au greffe le 24 décembre 2008, un recours en annulation du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 précité et, à titre subsidiaire, des articles 1<sup>er</sup> à 4 et 16 à 18 de ce décret, a été introduit par l'ASBL « Le poumon vert de La Hulpe », dont le siège social est établi à 1310 La Hulpe, rue des Combattants 90, Jacques Solvay de la Hulpe, demeurant à 1310 La Hulpe, chaussée de Bruxelles 115, et Jean-Marie Solvay de la Hulpe, demeurant à 1310 La Hulpe, chaussée de Bruxelles 115.

c) Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 14 janvier 2009 et parvenue au greffe le 15 janvier 2009, l'ASBL « La Hulpe, Notre Village », dont le siège social est établi à 1310 La Hulpe, avenue Roi Baudouin 19, a introduit un recours en annulation des articles 16 et 17 du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 précité.

d) Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 21 janvier 2009 et parvenue au greffe le 22 janvier 2009, Alix Walsh, demeurant à 1310 La Hulpe, chaussée de Bruxelles 117, a introduit un recours en annulation du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 précité et, à titre subsidiaire, des articles 1<sup>er</sup> à 4 et 16 à 18 de ce décret.

e) Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 26 janvier 2009 et parvenue au greffe le 27 janvier 2009, André Philips, demeurant à 1081 Bruxelles, avenue de Jette 45, a introduit un recours en annulation du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 précité et, à titre subsidiaire, des articles 16 et 17 de ce décret.

f) Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 26 janvier 2009 et parvenue au greffe le 27 janvier 2009, l'ASBL « les Amis de la forêt de Soignes », dont le siège social est établi à 1030 Bruxelles, rue Jan Blockx 14, a introduit un recours en annulation des articles 1<sup>er</sup> à 4 et 16 à 18 du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 précité.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 4563, 4592, 4608, 4613, 4625 et 4627 du rôle de la Cour, ont été jointes.

2. Par arrêt n° 188.742 du 11 décembre 2008 en cause de l'ASBL « Association des Riverains et Habitants des Communes proches de l'Aéroport, B.S.C.A. (Brussels South Charleroi Airport) », Grégoire Stassin et André Gilliard contre la Région wallonne, partie intervenante : la SA « Société Wallonne des Aéroports » (en abrégé « SOWAER »), dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 22 décembre 2008, le Conseil d'Etat a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 8 du décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général,

- en ce qu'il ratifie l'arrêté ministériel du 25 juillet 2005 relatif au permis unique délivré à la SA SOWAER pour l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud (aérogare (3 000 000 passagers/an), parking-voitures (1 600 emplacements au sol et 1 000 emplacements étagés), voiries d'accès à ces parkings, chaussées aéronautiques, parkings-avions liés à l'aérogare, station d'épuration des eaux, bâtiments techniques, parc pétrolier (stockage de 2 420 m<sup>3</sup> de kérosène et 30 m<sup>3</sup> de carburant routier) et ouverture de nouvelles voiries communales) et

- exclut que ce permis, délivré par le Gouvernement wallon, puisse, comme les autres permis délivrés par une autorité administrative, faire l'objet d'un contrôle complet de légalité par le Conseil d'Etat sur le recours en annulation d'un intéressé, spécialement quand ce recours a été introduit avant l'entrée en vigueur de ce décret,

- viole-t-il les règles répartitrices de compétence entre l'Etat, les communautés et les régions et

- viole-t-il les articles 10, 11, 13 et 23 de la Constitution, examinés seuls ou en combinaison, ainsi que ces articles combinés avec les articles 8 et 9 de la Convention faite à Aarhus, le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement ainsi qu'avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ? ».

Cette affaire est inscrite sous le numéro 4589 du rôle de la Cour.

3. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 22 janvier 2009 et parvenue au greffe le 23 janvier 2009, Paul Fastrez et Henriette Fastrez, demeurant à 1040 Bruxelles, avenue de l'Armée 73, ont introduit un recours en annulation du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 précité et, à titre subsidiaire, des articles 1<sup>er</sup> à 4 et 14 de ce décret.

Cette affaire est inscrite sous le numéro 4614 du rôle de la Cour.

4. a) Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 23 janvier 2009 et parvenue au greffe le 26 janvier 2009, un recours en annulation des articles 1<sup>er</sup> à 6 du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 précité a été introduit par Jean-Pierre Olivier, demeurant à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Château d'Eau 22, Pierre Deneve, demeurant à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue Vingt Ponts 59/A, Paul Thiry, demeurant à 4400 Flémalle, rue des Béguines 34, Antoine Boxus, demeurant à 4460 Bierset, avenue de la Gare 92, et Willy Roua, demeurant à 4460 Bierset, avenue de la Gare 83.

b) Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 26 janvier 2009 et parvenue au greffe le 27 janvier 2009, le Gouvernement flamand a introduit un recours en annulation des mots « de Liège-Bierset » et du point a) dans l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et de l'article 6 du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 précité.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 4618 et 4621 du rôle de la Cour, ont été jointes.

5. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 26 janvier 2009 et parvenue au greffe le 27 janvier 2009, l'ASBL « Inter-Environnement Wallonie », dont le siège social est établi 5000 Namur, boulevard du Nord 6, a introduit un recours en annulation des articles 1<sup>er</sup> à 4 et 18 du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 précité.

Cette affaire est inscrite sous le numéro 4619 du rôle de la Cour.

6. a) Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 26 janvier 2009 et parvenues au greffe le 27 janvier 2009, des recours en annulation du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 précité et, à titre subsidiaire, des articles 1<sup>er</sup> à 4 et 18 de ce décret, ont été introduits respectivement par la SA « Sartau », dont le siège social est établi à 4050 Chaudfontaine, rue de la Béole 52, par l'ASBL « Charleroi South Air Pur », dont le siège social est établi à 6120 Nalinnes, rue Pétrias 109, et Pierre Grymonprez, demeurant à 6120 Nalinnes, rue des Sept Petites 24, par la SA « Agrebois », dont le siège social est établi à 1200 Bruxelles, avenue de Broqueville 99, et Yves de le Court, demeurant à 1600 Sint-Pieters-Leeuw, Hoogstraat 151, et par Philippe Grisard de la Rochette, demeurant à 4870 Trooz, rue Bay Bonnet 18.

b) Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 26 janvier 2009 et parvenue au greffe le 28 janvier 2009, un recours en annulation du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 précité et, à titre subsidiaire, de l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de ce décret a été introduit par Nicole Laloux, demeurant à 4052 Beaufays, route de l'Abbaye 112, François Gevers, demeurant à 4870 Trooz, clos Bois-Lemoine 3, Annabelle Denoël-Gevers, demeurant à 4870 Trooz, Clos Bois-Lemoine 41, Marc Traversin, demeurant à 4870 Trooz, clos Bois-Lemoine 4, Joseph Melard et Chantal Michiels, demeurant à 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Centenaire 18, Thierry Regout, demeurant à 4870 Trooz, clos Bois-Lemoine 27, René Canfin, demeurant à 4632 Magnée-Fléron, rue Résidence Air Pur 32, Georges Lahaye et Jeanine Postelmans, demeurant à 4632 Soumagne, rue du Centenaire 22, Christophe Dehousse et Christine Lahaye, demeurant à 4632 Soumagne, rue du Centenaire 5, Jean-Marc Lesoinne, demeurant à 4632 Cerexhe-Heuseux, rue Nonfays 13, Jacques Teheux et Anne-Marie Larock, demeurant à 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Fawtay 2, Bernadette Mestdag, demeurant à 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Fawtay 25, Jean-François Seraffin et Françoise Mahoux, demeurant à 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Fawtay 16, Ferdinand Wallraf et Mariel Jeanne, demeurant à 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Fawtay 7, Agnès Fortemps, demeurant à 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Fawtay 5, Georges Seraffin et Jeannine Melen, demeurant à 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Fawtay 15A, et l'ASBL « Groupement Cerexhe-Heuseux/Beaufays », dont le siège social est établi à 4052 Beaufays (Chaudfontaine), rue des Grosses Pierres 55.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 4620, 4622, 4623, 4624 et 4628 du rôle de la Cour, ont été jointes.

7. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 26 janvier 2009 et parvenue au greffe le 27 janvier 2009, un recours en annulation des articles 1<sup>er</sup> à 4, 15 et 18 du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 précité a été introduit par l'ASBL « Action et Défense de l'Environnement de la vallée de la Senne et de ses Affluents », dont le siège social est établi à 1421 Braine-l'Alleud, rue du Try 40, l'ASBL « Réserves Naturelles RNOB », dont le siège social est établi à 5000 Namur, rue du Wisconsin 3, Stéphane Banneux, demeurant à 1440 Braine-le-Château, rue Nicolas Baudine 18-20, et Zénon Darquenne, demeurant à 1440 Braine-le-Château, rue Nicolas Baudine 8.

Cette affaire est inscrite sous le numéro 4626 du rôle de la Cour.

8. a) Par arrêts n<sup>os</sup> 191.951 et 191.950 du 27 mars 2009 en cause respectivement de Guido Durllet et autres et de Antoine Boxus et Willy Roua contre la Région wallonne, partie intervenante : la « Société régionale wallonne du Transport », dont les expéditions sont parvenues au greffe de la Cour le 3 avril 2009, le Conseil d'Etat a posé les questions préjudicielles suivantes :

« 1. L'article 6 du décret du Parlement wallon du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général peut-il, sans méconnaître les articles 10, 11 et 23 de la Constitution, autoriser le Parlement wallon à ratifier l'arrêté ministériel du 13 septembre 2006 accordant un permis d'urbanisme à la Société régionale wallonne du Transport pour l'allongement de la piste de l'aéroport de Liège-Bierset, sans examiner le fond du dossier et la régularité de la procédure administrative ?

2. L'article 6 du décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, en ce qu'il ratifie en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, l'arrêté ministériel du 13 septembre 2006 accordant un permis d'urbanisme à la Société régionale wallonne du Transport pour l'allongement de la piste de l'aéroport de Liège-Bierset, et exclut que ce permis, délivré par le Gouvernement wallon, puisse, comme les autres permis délivrés par une autorité administrative, faire l'objet d'un contrôle complet de légalité par le Conseil d'Etat sur le recours en annulation d'un intéressé, spécialement quand ce recours a été introduit avant l'entrée en vigueur de ce décret,

- viole-t-il les règles répartitrices de compétence entre l'Etat, les communautés et les régions et

- viole-t-il les articles 10, 11, 13 et 23 de la Constitution, examinés seuls ou en combinaison, ainsi que ces articles combinés avec les articles 8 et 9 de la Convention faite à Aarhus, le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement et l'article 10*bis* de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive du Conseil n<sup>o</sup> 97/11/CE du 3 mars 1997 et par la directive du Parlement européen et du Conseil n<sup>o</sup> 2003/35/CE du 26 mai 2003 ainsi qu'avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ? ».

b) Par arrêts n<sup>os</sup> 191.953 et 191.952 du 27 mars 2009 en cause respectivement de Philippe Daras et Bernard Croiselet et de Paul Fastrez et Henriette Fastrez, contre la Région wallonne, partie intervenante : la SA « Infrabel », dont les expéditions sont parvenues au greffe de la Cour les 3 et 6 avril 2009, le Conseil d'Etat a posé les questions préjudicielles suivantes :

« 1. L'article 14 du décret du Parlement wallon du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, peut-il, sans méconnaître les articles 10, 11 et 23 de la Constitution, autoriser le Parlement wallon à ratifier en ce qui concerne le réseau RER ainsi que les dépendances, accès et dessertes qui s'y rapportent, l'arrêté ministériel du 9 février 2006 relatif au permis unique délivré à la SNCB pour la construction et l'exploitation des troisième et quatrième voies sur la ligne Infrabel 124 Bruxelles (Charleroi) sur les communes de Waterloo, Braine-l'Alleud et Nivelles, sans examiner le fond du dossier et la régularité de la procédure administrative ?

2. L'article 14 du décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, en ce qu'il ratifie en ce qui concerne le réseau RER ainsi que les dépendances, accès et dessertes qui s'y rapportent, l'arrêté ministériel du 9 février 2006 relatif au permis unique délivré à la SNCB pour la construction et l'exploitation des troisième et quatrième voies sur la ligne Infrabel 124 Bruxelles-Charleroi sur les communes de Waterloo, Braine-l'Alleud et Nivelles et exclut que ce permis, délivré par le Gouvernement wallon, puisse, comme les autres permis délivrés par une autorité administrative, faire l'objet d'un contrôle complet de légalité par le Conseil d'Etat sur le recours en annulation d'un intéressé, spécialement quand ce recours a été introduit avant l'entrée en vigueur de ce décret,

- viole-t-il les règles répartitrices de compétence entre l'Etat, les communautés et les régions et

- viole-t-il les articles 10, 11, 13 et 23 de la Constitution, examinés seuls ou en combinaison, ainsi que ces articles combinés avec les articles 8 et 9 de la Convention faite à Aarhus, le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement et l'article 10*bis* de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive du Conseil n<sup>o</sup> 97/11/CE du 3 mars 1997 et par la directive du Parlement européen et du Conseil n<sup>o</sup> 2003/35/CE du 26 mai 2003 ainsi qu'avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ? ».

c) Par arrêt n<sup>o</sup> 192.092 du 31 mars 2009 en cause de l'ASBL « Association des Riverains et Habitants des Communes proches de l'Aéroport, B.S.C.A. (Brussels South Charleroi Airport) » et Bernard Page contre la Région wallonne, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 8 avril 2009, le Conseil d'Etat a posé les questions préjudicielles suivantes :

« 1. L'article 7 du décret du Parlement wallon du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, peut-il, sans méconnaître les articles 10, 11 et 23 de la Constitution, autoriser le Parlement wallon à ratifier en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, le permis d'urbanisme du 16 septembre 2003 délivré par le fonctionnaire délégué de la DGATLP de Charleroi à la SA SOWAER tendant à l'exécution des travaux de voûtement du Tintia et la modification du relief du sol dans la partie nord-est de la zone aéroportuaire, sans examiner le fond du dossier et la régularité de la procédure administrative ?

2. L'article 7 du décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, en ce qu'il ratifie en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, le permis d'urbanisme du 16 septembre 2003 délivré par le fonctionnaire délégué de la DGATLP de Charleroi à la SA SOWAER tendant à l'exécution des travaux de voûtement du Tintia et la modification du relief du sol dans la partie nord-est de la zone aéroportuaire et exclut que ce permis, délivré par le Gouvernement wallon, puisse, comme les autres permis délivrés par une autorité administrative, faire l'objet d'un contrôle complet de légalité par le Conseil d'Etat sur le recours en annulation d'un intéressé, spécialement quand ce recours a été introduit avant l'entrée en vigueur de ce décret,

- viole-t-il les règles répartitrices de compétence entre l'Etat, les communautés et les régions et

- viole-t-il les articles 10, 11, 13 et 23 de la Constitution, examinés seuls ou en combinaison, ainsi que ces articles combinés avec les articles 8 et 9 de la Convention faite à Aarhus, le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement et l'article 10*bis* de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive du Conseil n<sup>o</sup> 97/11/CE du 3 mars 1997 et par la directive du Parlement européen et du Conseil n<sup>o</sup> 2003/35/CE du 26 mai 2003 ainsi qu'avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ? ».



d) Par arrêt n° 192.091 du 31 mars 2009 en cause de l'ASBL « Association des Riverains et Habitants des Communes proches de l'Aéroport, B.S.C.A. (Brussels South Charleroi Airport) » et autres contre la Région wallonne, partie intervenante : la SA « Société Wallonne des Aéroports », dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 8 avril 2009, le Conseil d'Etat a posé les questions préjudicielles suivantes :

« 1. L'article 9 du décret du Parlement wallon du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, peut-il, sans méconnaître les articles 10, 11 et 23 de la Constitution, autoriser le Parlement wallon à ratifier en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, l'arrêté ministériel du 27 juillet 2005 relatif au permis d'environnement délivré à la SA SOWAER pour l'exploitation de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud, sans examiner le fond du dossier et la régularité de la procédure administrative ?

2. L'article 9 du décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, en ce qu'il ratifie en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, l'arrêté ministériel du 27 juillet 2005 relatif au permis d'environnement délivré à la SA SOWAER pour l'exploitation de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud et exclut que ce permis, délivré par le Gouvernement wallon, puisse, comme les autres permis délivrés par une autorité administrative, faire l'objet d'un contrôle complet de légalité par le Conseil d'Etat sur le recours en annulation d'un intéressé, spécialement quand ce recours a été introduit avant l'entrée en vigueur de ce décret,

- viole-t-il les règles répartitrices de compétence entre l'Etat, les communautés et les régions et

- viole-t-il les articles 10, 11, 13 et 23 de la Constitution, examinés seuls ou en combinaison, ainsi que ces articles combinés avec les articles 8 et 9 de la Convention faite à Aarhus, le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement et l'article 10*bis* de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive du Conseil n° 97/11/CE du 3 mars 1997 et par la directive du Parlement européen et du Conseil n° 2003/35/CE du 26 mai 2003 ainsi qu'avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ? ».

e) Par arrêt n° 192.193 du 2 avril 2009 en cause de l'ASBL « Action et Défense de l'Environnement de la vallée de la Senne et de ses Affluents » et autres contre la Région wallonne, partie intervenante : la SCRL « Intercommunale du Brabant wallon », dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 14 mai 2009, le Conseil d'Etat a posé les questions préjudicielles suivantes :

« 1. L'article 15 du décret du Parlement wallon du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, en ce qu'il ratifie l'arrêté ministériel du 19 juin 2008 relatif au permis unique délivré à la SCRL Intercommunale du Brabant wallon pour la construction et l'exploitation de la station d'épuration du Hain de 92000 E.H. sur la commune de Braine-le-Château se fonde-t-il sur des motifs qui peuvent relever de la catégorie des motifs d'intérêt général suffisamment impérieux que pour justifier, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, que le Parlement wallon intervienne dans la procédure individuelle de délivrance du permis unique, donnant à ce permis la valeur d'un acte législatif, et, le cas échéant, qu'une exception soit apportée, dans ce cas d'espèce, au principe de la séparation des pouvoirs au détriment ou non des personnes qui contestent en justice le projet ?

2. L'article 15 du décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général peut-il, sans méconnaître les articles 10, 11 et 23 de la Constitution, autoriser le Parlement wallon à ratifier le permis unique du 19 juin 2008 sans examiner, le cas échéant, le fond du dossier et notamment les critiques de légalité des requérantes formulées dans le recours pendant devant le Conseil d'Etat ?

3. L'article 15 du décret du Parlement wallon du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, en ce qu'il ratifie l'arrêté ministériel du 19 juin 2008 relatif au permis unique délivré à la SCRL Intercommunale du Brabant wallon pour la construction et l'exploitation de la station d'épuration du Hain de 92000 E.H. sur la commune de Braine-le-Château et exclut que ce permis, délivré par le Gouvernement wallon, puisse, comme les autres permis délivrés par une autorité administrative, faire l'objet d'un contrôle complet de légalité par le Conseil d'Etat sur le recours en annulation d'un intéressé, spécialement quand ce recours a été introduit avant l'entrée en vigueur de ce décret,

- viole-t-il les règles répartitrices de compétence entre l'Etat, les Communautés et les Régions, et

- viole-t-il les articles 10, 11, 13 et 23 de la Constitution, examinés seuls ou en combinaison, ainsi que ces articles combinés avec les articles 8 et 9 de la Convention faite à Aarhus, le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement et l'article 10*bis* de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive du Conseil n° 97/11/CE du 3 mars 1997 et par la directive du Parlement européen et du Conseil n° 2003/35/CE du 26 mai 2003 ainsi qu'avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ? ».

f) Par arrêt n° 192.192 du 2 avril 2009 en cause de l'ASBL « Le poumon vert de La Hulpe » et autres contre la Région wallonne, parties intervenantes : la SA « Codic Belgique » et la société de droit américain « Federal Express European Services Inc. », dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 14 mai 2009, le Conseil d'Etat a posé les questions préjudicielles suivantes :

« 1. L'article 16 du décret du Parlement wallon du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, en ce qu'il ratifie l'arrêté ministériel du 7 juillet 2008 relatif au permis d'environnement délivré à la SA Codic Belgique pour l'exploitation de son centre administratif et de formation comportant diverses installations techniques sur un bien sis à La Hulpe, chaussée de Bruxelles 135, se fonde-t-il sur des motifs qui peuvent relever de la catégorie des motifs d'intérêt général suffisamment impérieux que pour justifier, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, que le Parlement wallon intervienne dans la procédure individuelle de délivrance du permis d'environnement relatif à un projet privé, donnant à ce permis la valeur d'un acte législatif, et, le cas échéant, qu'une exception soit apportée, dans ce cas d'espèce, au principe de la séparation des pouvoirs au détriment ou non des personnes qui contestent en justice le projet ?

2. L'article 16 du décret du Parlement wallon du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général peut-il, sans méconnaître les articles 10, 11 et 23 de la Constitution, autoriser le Parlement wallon à ratifier le permis d'environnement du 7 juillet 2008 sans examiner, le cas échéant, le fond du dossier de la demande de permis et notamment la compatibilité du projet avec le classement du site sur lequel il doit s'implanter, alors que cette question a justifié la suspension de l'exécution du permis d'environnement ?

3. L'article 16 du décret du Parlement wallon du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, en ce qu'il ratifie l'arrêté ministériel du 7 juillet 2008 relatif au permis d'environnement délivré à la SA Codic Belgique pour l'exploitation de son centre administratif et de formation comportant diverses installations techniques sur un bien sis à La Hulpe, chaussée de Bruxelles 135, et exclut que ce permis, délivré par le Gouvernement wallon, puisse, comme les autres permis délivrés par une autorité administrative, faire l'objet d'un contrôle complet de légalité par le Conseil d'Etat sur le recours en annulation d'un intéressé, spécialement quand ce recours a été introduit avant l'entrée en vigueur de ce décret,

- viole-t-il les règles répartitrices de compétence entre l'Etat, les Communautés et les Régions, et  
 - viole-t-il les articles 10, 11, 13 et 23 de la Constitution, examinés seuls ou en combinaison, ainsi que ces articles combinés avec les articles 8 et 9 de la Convention faite à Aarhus, le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement et l'article 10bis de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive du Conseil n° 97/11/CE du 3 mars 1997 et par la directive du Parlement européen et du Conseil n° 2003/35/CE du 26 mai 2003 ainsi qu'avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ? ».

g) Par arrêt n° 192.197 du 2 avril 2009 en cause de l'ASBL « Le poumon vert de La Hulpe » et autres contre la Région wallonne, parties intervenantes : la SA « Codic Belgique » et la société de droit américain « Federal Express European Services Inc. », dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 14 mai 2009, le Conseil d'Etat a posé les questions préjudicielles suivantes :

« 1. L'article 17 du décret du Parlement wallon du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, en ce qu'il ratifie l'arrêté ministériel du 4 juin 2008 relatif au permis d'urbanisme délivré à la SA Codic Belgique portant sur la construction d'un centre administratif et de formation comportant diverses installations techniques sur un bien sis à La Hulpe, chaussée de Bruxelles 135, se fonde-t-il sur des motifs qui peuvent relever de la catégorie des motifs d'intérêt général suffisamment impérieux que pour justifier, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, que le Parlement wallon intervienne dans la procédure individuelle de délivrance du permis d'urbanisme relatif à un projet privé, donnant à ce permis la valeur d'un acte législatif, et, le cas échéant, qu'une exception soit apportée, dans ce cas d'espèce, au principe de la séparation des pouvoirs au détriment ou non des personnes qui contestent en justice le projet ?

2. L'article 17 du décret du Parlement wallon du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général peut-il, sans méconnaître les articles 10, 11 et 23 de la Constitution, autoriser le Parlement wallon à ratifier le permis d'urbanisme du 4 juin 2008 sans examiner, le cas échéant, le fond du dossier et notamment la compatibilité du projet avec le bon aménagement des lieux en présence d'un plan de secteur apparemment illégal et la compatibilité avec les dispositions législatives relatives aux effets du classement du site, alors que ces constats ont conduit à la suspension de l'exécution du permis délivré par le collège communal ?

3. L'article 17 du décret du Parlement wallon du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, en ce qu'il ratifie l'arrêté ministériel du 4 juin 2008 relatif au permis d'urbanisme délivré à la SA Codic Belgique portant sur la construction d'un centre administratif et de formation comportant diverses installations techniques sur un bien sis à La Hulpe, chaussée de Bruxelles 135, et exclut que ce permis, délivré par le Gouvernement wallon, puisse, comme les autres permis délivrés par une autorité administrative, faire l'objet d'un contrôle complet de légalité par le Conseil d'Etat sur le recours en annulation d'un intéressé, spécialement quand ce recours a été introduit avant l'entrée en vigueur de ce décret,

- viole-t-il les règles répartitrices de compétence entre l'Etat, les Communautés et les Régions, et  
 - viole-t-il les articles 10, 11, 13 et 23 de la Constitution, examinés seuls ou en combinaison, ainsi que ces articles combinés avec les articles 8 et 9 de la Convention faite à Aarhus, le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement et l'article 10bis de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive du Conseil n° 97/11/CE du 3 mars 1997 et par la directive du Parlement européen et du Conseil n° 2003/35/CE du 26 mai 2003 ainsi qu'avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ? ».

Ces affaires, inscrites sous les numéros 4673, 4674, 4675, 4678, 4682, 4683, 4706, 4707 et 4708 du rôle de la Cour, ont été jointes.

#### B. Procédure

Par ordonnance du 18 février 2010, la Cour a joint toutes les affaires.

Par arrêt interlocutoire n° 30/2010 du 30 mars 2010, publié au *Moniteur belge* du 11 juin 2010, la Cour a

- décrété le désistement du recours dans l'affaire n° 4623;

- posé à la Cour de justice de l'Union européenne les questions préjudicielles suivantes :

- « 1. Les articles 2, point 2, et 9, paragraphe 4, de la Convention d'Aarhus 'sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement' doivent-ils être interprétés conformément aux précisions apportées par le Guide d'application de cette Convention ?

2. a) L'article 2, point 2, de la Convention d'Aarhus doit-il être interprété comme excluant du champ d'application de ladite Convention des actes législatifs tels que les autorisations urbanistiques ou environnementales accordées conformément à la procédure instaurée aux articles 1<sup>er</sup> à 4 du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 'relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général' ?

b) L'article 2, point 2, de la Convention d'Aarhus doit-il être interprété comme excluant du champ d'application de ladite Convention des actes législatifs tels que les ratifications d'autorisations urbanistiques ou environnementales contenues aux articles 5 à 9 et 14 à 17 du même décret ?

c) L'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, de la directive 85/337/CEE 'concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement' doit-il être interprété comme excluant du champ d'application de ladite directive des actes législatifs tels que les autorisations urbanistiques ou environnementales accordées conformément à la procédure instaurée aux articles 1<sup>er</sup> à 4 du même décret ?

d) L'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, de la directive 85/337/CEE doit-il être interprété comme excluant du champ d'application de ladite directive des actes législatifs tels que les ratifications d'autorisations urbanistiques ou environnementales contenues aux articles 5 à 9 et 14 à 17 du même décret ?

3. a) Les articles 3, paragraphe 9, et 9, paragraphes 2, 3 et 4, de la Convention d'Aarhus et l'article 10bis de la directive 85/337/CEE doivent-ils être interprétés comme s'opposant à une procédure, telle que celle qui est instaurée aux articles 1<sup>er</sup> à 4 du même décret, en vertu de laquelle le législateur décretaal délivre des autorisations urbanistiques et environnementales qui sont préparées par une autorité administrative et qui ne peuvent faire l'objet que des recours visés en B.6 et B.7 devant la Cour constitutionnelle et les juridictions de l'ordre judiciaire ?

b) Les articles 3, paragraphe 9, et 9, paragraphes 2, 3 et 4, de la Convention d'Aarhus et l'article 10bis de la directive 85/337/CEE doivent-ils être interprétés comme s'opposant à l'adoption d'actes législatifs tels que les ratifications avec effet rétroactif contenues aux articles 5 à 9 et 14 à 17 du même décret, qui ne peuvent faire l'objet que des recours visés en B.6 et B.7 devant la Cour constitutionnelle et les juridictions de l'ordre judiciaire ?

4. a) L'article 6, paragraphe 9, de la Convention d'Aarhus et l'article 9, paragraphe 1, de la directive 85/337/CEE doivent-ils être interprétés comme s'opposant à une procédure, telle que celle qui est instaurée aux articles 1<sup>er</sup> à 4 du même décret, en vertu de laquelle un décret qui délivre des autorisations urbanistiques ou environnementales ne doit pas contenir lui-même tous les éléments permettant de contrôler que ces autorisations sont fondées sur une vérification préalable adéquate, effectuée conformément aux exigences de la Convention d'Aarhus et de la directive 85/337/CEE ?

b) L'article 6, paragraphe 9, de la Convention d'Aarhus et l'article 9, paragraphe 1, de la directive 85/337/CEE doivent-ils être interprétés comme s'opposant à l'adoption d'actes législatifs tels que les ratifications contenues aux articles 5 à 9 et 14 à 17 du même décret, qui ne contiennent pas eux-mêmes tous les éléments permettant de contrôler que ces autorisations sont fondées sur une vérification préalable adéquate, effectuée conformément aux exigences de la Convention d'Aarhus et de la directive 85/337/CEE ?

5. L'article 6, paragraphe 3, de la directive 92/43/CEE 'concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages' doit-il être interprété comme permettant à une autorité législative d'autoriser des projets tels que ceux qui sont visés aux articles 16 et 17 du même décret, alors même que l'étude d'incidences réalisée à leur propos a été jugée lacunaire par le Conseil d'Etat, statuant selon la procédure d'extrême urgence, et contredit par un avis de l'autorité de la Région wallonne en charge de la gestion écologique du milieu naturel ?

6. En cas de réponse négative à la question précédente, l'article 6, paragraphe 4, de la directive 92/43/CEE doit-il être interprété comme permettant de considérer comme une raison impérative d'intérêt public majeur la réalisation d'une infrastructure destinée à héberger le centre administratif d'une société privée et à y accueillir un grand nombre de travailleurs ? ».

Par arrêt du 16 février 2012 dans l'affaire n° C-182/10, la Cour de justice de l'Union européenne a répondu aux questions.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. La Cour est saisie de plusieurs recours en annulation et questions préjudicielles relatifs à la compatibilité du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 « relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général » avec notamment les articles 10, 11 et 23, alinéa 3, 4°, de la Constitution, lus ou non en combinaison avec plusieurs dispositions de droit international et du droit de l'Union européenne.

Certains articles du décret du 17 juillet 2008 précité font à la fois l'objet de recours en annulation et de questions préjudicielles.

*Quant au décret attaqué*

B.2.1. Les articles 1<sup>er</sup> à 4 du décret du 17 juillet 2008 instaurent une procédure *sui generis* au terme de laquelle le législateur décréte se réserve le pouvoir de délivrer les permis d'urbanisme, les permis d'environnement et les permis uniques relatifs à certaines catégories d'actes et de travaux limitativement énumérées à l'article 1<sup>er</sup> du décret.

B.2.2.1. Tels qu'ils étaient libellés avant le décret du 20 janvier 2011 « modifiant le décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général », ces articles disposaient :

« Article 1<sup>er</sup>. Les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés pour l'octroi des permis d'urbanisme, des permis d'environnement et des permis uniques relatifs aux actes et travaux qui suivent :

1° les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux de Liège-Bierset et de Charleroi-Bruxelles Sud qui suivent :

a) en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset :

- l'extension de la zone fret nord pour les parkings-avions et les futurs halls de fret;
- la voirie de contournement et le taxiway sud;
- l'implantation du quatrième réservoir du parc pétrolier;
- la gare TGV fret;
- l'extension du parking-voitures au sud de l'autoroute;
- le futur bâtiment de bureaux;

b) en ce qui concerne l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud :

- l'allongement de la piste, en ce compris la construction des bretelles d'accès et la prolongation du taxiway nord entre celles-ci;

- la tour de contrôle et le radar;
- l'extension des parkings-avions;
- l'aménagement des aires de dégivrage;
- la liaison routière R3-aéroport;
- la voirie périphérique et le taxiway sud;
- l'extension de l'aérogare;
- l'extension des parkings-voitures;
- la gare et les infrastructures ferroviaires;

2° en exécution de l'accord de coopération du 11 octobre 2001 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale relatif au plan d'investissement pluriannuel 2001-2012 de la S.N.C.B., les actes et travaux sur le territoire de la Région wallonne qui se rapportent au réseau RER;

3° dans le cadre de la mise en œuvre du schéma de développement de l'espace régional (troisième partie, point 1.4) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999, les actes et travaux qui se rapportent aux modes structurants de transport en commun pour Charleroi, Liège, Namur et Mons;

4° les chaînons manquants routiers et fluviaux sur le territoire de la Région wallonne du réseau transeuropéen de transport visé dans la Décision n° 884/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 modifiant la Décision n° 1692/96/CE sur les orientations communautaires pour le développement du réseau transeuropéen de transport.

Art. 2. Lorsque les actes et travaux énumérés à l'article 1<sup>er</sup> sont visés à l'article 84 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, le permis est délivré par le Gouvernement ou son délégué selon les modalités et les conditions fixées à l'article 127 du même Code, en ce compris celles du § 3 dudit article.

Lorsque les actes et travaux énumérés à l'article 1<sup>er</sup> concernent un établissement au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il est fait application de l'article 13, alinéa 2, dudit décret.

Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, la demande de permis dont soit l'accusé de réception, soit l'introduction est antérieure à l'entrée en vigueur du présent décret, poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur à cette date.

Art. 3. Dans les quarante-cinq jours de son octroi, le Gouvernement présente au Parlement wallon le permis d'urbanisme, le permis d'environnement ou le permis unique relatif aux actes et travaux visés à l'article 1<sup>er</sup>. Les permis visés à l'article 2, alinéa 3, sont présentés au Parlement dans les quarante-cinq jours de leur réception par le Gouvernement.



Le Parlement wallon ratifie le permis présenté dans les soixante jours à dater du dépôt du dossier de permis sur le Bureau du Parlement wallon. Lorsqu'aucun décret de ratification n'est approuvé dans le délai précité, le permis est réputé non octroyé.

Les délais visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont suspendus entre le 16 juillet et le 15 août.

Le permis ratifié par le Parlement wallon est exécutoire à dater de la publication au *Moniteur belge* du décret et le permis est envoyé par le Gouvernement conformément aux dispositions du même Code ou du décret du 11 mars 1999.

Art. 4. Lorsqu'une demande de permis porte sur une modification mineure d'un permis ratifié par le Parlement wallon, cette demande suit les règles de droit commun du même Code ou du même décret ».

L'article 1<sup>er</sup> du décret attaqué a été modifié partiellement par le décret du 20 janvier 2011 précité, qui en a réduit le champ d'application. Cette modification est sans incidence en l'espèce.

B.2.2.2. A ce jour, la procédure prévue par les articles 1<sup>er</sup> à 4 du décret du 17 juillet 2008 a été appliquée par les actes suivants :

- le décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 « ratifiant [lire : octroyant] le permis unique délivré pour la mise en œuvre de l'antenne de Gosselies du métro léger de Charleroi, en application du décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général » (*Moniteur belge* du 20 novembre 2008);

- le décret de la Région wallonne du 12 février 2009 « ratifiant [lire : octroyant] le permis délivré pour la construction d'une route de type RGG (E420) entre Frasnés-lez-Couvin et Brûly (contournement de Couvin et liaison Couvin-Brûly) en application du décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général » (*Moniteur belge* du 20 février 2009);

- le décret de la Région wallonne du 3 avril 2009 « ratifiant [lire : octroyant] le permis d'urbanisme délivré pour la construction de la jonction "Parc-Sud" du métro léger de Charleroi en application du décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général » (*Moniteur belge* du 16 avril 2009), ce décret faisant l'objet d'un recours en annulation pendant devant la Cour (affaire n° 4687);

- l'article 129 du décret-programme de la Région wallonne du 22 juillet 2010 « portant des mesures diverses en matière de bonne gouvernance, de simplification administrative, d'énergie, de logement, de fiscalité, d'emploi, de politique aéroportuaire, d'économie, d'environnement, d'aménagement du territoire, de pouvoirs locaux, d'agriculture et de travaux publics » (*Moniteur belge* du 20 août 2010) qui dispose que « le permis unique délivré le 12 mai 2010 par arrêté ministériel à la Direction des voies hydrauliques de Liège pour un complexe d'écluses reliant le canal Albert à la Meuse néerlandaise et au canal Juliana via le canal de Lanaye à 4600 Visé (4ème écluse de Lanaye) est ratifié »;

- le décret de la Région wallonne du 20 janvier 2011 « ratifiant [lire : octroyant] le permis d'urbanisme délivré le 16 juillet 2010 par arrêté du fonctionnaire délégué à la SA Infrabel pour la construction d'un bâtiment de voyageurs et l'aménagement des abords de la gare RER - ligne 124, à 1410 Waterloo » (*Moniteur belge* du 26 janvier 2011); ce décret a fait l'objet d'un recours en annulation rejeté par la Cour par son arrêt n° 100/2012 du 9 août 2012;

- le décret de la Région wallonne du 5 juillet 2012 « ratifiant [lire : octroyant] le permis unique délivré le 30 mai 2012 par arrêté ministériel à la SA SNCB Holding pour la démolition de la gare existante, la construction et l'exploitation de la nouvelle gare multimodale de Mons » (*Moniteur belge* du 13 juillet 2012, deuxième édition).

B.2.3. Les articles 5 à 17 du décret du 17 juillet 2008 ont pour objet de ratifier des permis déjà octroyés.

B.2.4. Ces articles disposent :

« Art. 5. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, l'arrêté ministériel du 25 août 2005 relatif au permis d'environnement délivré à la SA SAB pour l'aéroport de Liège-Bierset.

Art. 6. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, l'arrêté ministériel du 13 septembre 2006 accordant un permis d'urbanisme à la Société régionale wallonne des Transports pour l'allongement de la piste de l'aéroport de Liège-Bierset.

Art. 7. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, le permis d'urbanisme du 16 septembre 2003 délivré par le fonctionnaire délégué de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de Charleroi à la SA SOWAER tendant à l'exécution de travaux de voûtement du Tintia et la modification du relief du sol dans la partie nord-est de la zone aéroportuaire.

Art. 8. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, l'arrêté ministériel du 25 juillet 2005 relatif au permis unique délivré à la SA SOWAER pour l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud (aérogare (3000.000 passagers/an), parkings-voitures (1600 emplacements au sol et 1000 emplacements étagés), voiries d'accès à ces parkings, chaussées aéronautiques, parkings-avions liés à l'aérogare, station d'épuration des eaux, bâtiments techniques, parc pétrolier (stockage de 2420 m<sup>3</sup> de kérosène et 30 m<sup>3</sup> de carburant routier) et ouverture de nouvelles voiries communales).

Art. 9. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, l'arrêté ministériel du 27 juillet 2005 relatif au permis d'environnement délivré à la SA SOWAER pour l'exploitation de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud.

Art. 10. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, le permis d'urbanisme du 17 juillet 2007 délivré par le fonctionnaire délégué de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de Charleroi à Belgocontrol (ILS) ayant pour objet le changement et le déplacement du Glide Path, l'installation d'une antenne DME et FFM ainsi que le remplacement de l'antenne 'localiser' de l'ILS 25.

Art. 11. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, le permis d'urbanisme du 31 janvier 2008 délivré par le fonctionnaire délégué de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de Charleroi à la SA SOWAER tendant à l'extension du taxiway Nord, comprenant la création de nouvelles chaussées aéronautiques d'une superficie de 94000 m<sup>2</sup> (prolongation du nouveau taxiway jusqu'au seuil 07), la construction de bretelles d'accès à la piste, la construction d'une raquette de retournement, la nouvelle route de service à l'intérieur du site aéroportuaire d'une superficie de 5500 m<sup>2</sup> et la déviation de la rue Santos Dumont sur un tronçon de 200 m de long.

Art. 12. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, le permis d'urbanisme du 14 mars 2008 délivré par le fonctionnaire délégué de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de Charleroi à la SA SOWAER tendant à l'exécution de travaux techniques d'implantation, pose et raccordement de l'ensemble des matériels constituant l'adaptation en Catégorie III de l'approche 25 et des voies de circulation associées.

Art. 13. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- en ce qui concerne le réseau RER ainsi que les dépendances, accès et dessertes qui s'y rapportent, l'arrêté ministériel du 19 avril 2005 relatif au permis unique délivré à la S.N.C.B. pour la construction et l'exploitation des troisième et quatrième voies sur la ligne Infrabel 161 Bruxelles-Namur entre La Hulpe et Ottignies-Louvain-la-Neuve.

Art. 14. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- en ce qui concerne le réseau RER ainsi que les dépendances, accès et dessertes qui s'y rapportent, l'arrêté ministériel du 9 février 2006 relatif au permis unique délivré à la S.N.C.B. pour la construction et l'exploitation des troisième et quatrième voies sur la ligne Infrabel 124 Bruxelles-Charleroi sur les communes de Waterloo, Braine-l'Alleud et Nivelles.

Art. 15. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- l'arrêté ministériel du 19 juin 2008 relatif au permis unique délivré à l'intercommunale IBW pour la construction et l'exploitation de la station d'épuration du Hain de 92 000 EH (équivalents habitants), sur la commune de Braine-le-Château.

Art. 16. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- l'arrêté ministériel du 7 juillet 2008 relatif au permis d'environnement délivré à la SA Codic Belgique ayant pour objet l'exploitation d'un centre administratif et de formation comportant diverses installations techniques sur un bien sis à La Hulpe, chaussée de Bruxelles 135.

Art. 17. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- l'arrêté ministériel du 4 juin 2008 relatif au permis d'urbanisme délivré à la SA Codic Belgique portant sur la construction d'un centre administratif et de formation comportant diverses installations techniques sur un bien sis à La Hulpe, chaussée de Bruxelles 135 ».

B.2.5. Le décret est entré en vigueur, en vertu de son article 18, le jour de sa publication au *Moniteur belge*, soit le 25 juillet 2008.

#### *Quant aux affaires jointes*

B.3.1. Dans les affaires n<sup>os</sup> 4620, 4622, 4624 et 4628, plusieurs personnes physiques et morales ont introduit un recours tendant, à titre principal, à l'annulation de l'intégralité du décret attaqué.

Les parties requérantes dans les affaires n<sup>o</sup> 4620, la SA « Sartau », et n<sup>o</sup> 4624, Philippe Grisard de la Rochette, sont propriétaires de terrains qui sont situés à proximité du tracé de la liaison autoroutière entre Cerexhe-Heuseux et Beaufays. Ces terrains sont visés par des arrêtés ministériels d'expropriation justifiée par la réalisation de cette liaison.

Les seize premières parties requérantes dans l'affaire n<sup>o</sup> 4628 résident à proximité du tracé de la liaison autoroutière entre Cerexhe-Heuseux et Beaufays. La dix-septième partie requérante dans cette affaire, l'ASBL « Groupement Cerexhe-Heuseux-Beaufays », a pour objet social de lutter notamment contre la réalisation de cette liaison autoroutière.

La première partie requérante dans l'affaire n<sup>o</sup> 4622, l'ASBL « Charleroi South Air Pur », a pour objet social de défendre la qualité de vie des habitants de la périphérie sud de Charleroi. La seconde partie requérante dans cette même affaire, Pierre Grymonprez, est domiciliée à proximité du tracé pressenti du tronçon de l'E420 assurant la sortie au sud de Charleroi.

B.3.2. Dans l'affaire n<sup>o</sup> 4619, l'ASBL « Inter-Environnement Wallonie » poursuit l'annulation des articles 1<sup>er</sup> à 4 et 18 du décret attaqué.

B.3.3.1. Les recours introduits dans les affaires jointes n<sup>os</sup> 4618 et 4621 visent à l'annulation des articles 1<sup>er</sup> à 4 du décret attaqué ainsi que de ses articles 5 et 6, qui ratifient respectivement l'arrêté ministériel du 25 août 2005 accordant un permis d'environnement visant à exploiter l'aéroport de Liège-Bierset et l'arrêté ministériel du 13 septembre 2006 accordant un permis d'urbanisme en vue de l'allongement de la piste principale de l'aéroport de Liège-Bierset.

Dans l'affaire n<sup>o</sup> 4618, les parties requérantes sont toutes riveraines de l'aéroport de Liège-Bierset. Dans l'affaire n<sup>o</sup> 4621, le recours est introduit par le Gouvernement flamand.

B.3.3.2. Dans les affaires n<sup>os</sup> 4673 et 4674, des questions préjudicielles ont en outre été posées à la Cour par le Conseil d'Etat dans le cadre de recours en annulation introduits par plusieurs riverains de l'aéroport de Liège-Bierset à l'encontre de l'arrêté ministériel du 13 septembre 2006 ratifié par l'article 6 précité.

B.3.4.1. Dans l'affaire n<sup>o</sup> 4626, plusieurs personnes physiques et morales ont introduit un recours tendant à l'annulation des articles 1<sup>er</sup> à 4, 15 et 18 du décret attaqué.

Les parties requérantes dans cette affaire sont, d'une part, deux associations sans but lucratif dont l'objet social est, pour l'ASBL « Réserves Naturelles RNOB », « la protection et la restauration du patrimoine naturel et la promotion de leur nécessité, [...] dans les Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale [...] » et, pour l'ASBL « Action et Défense de l'Environnement de la vallée de la Senne et de ses Affluents » (ADESA), en particulier, la protection de l'environnement à ces endroits et, d'autre part, deux personnes physiques, Stéphane Banneux et Zénon Darquenne, riverains d'un site situé en bordure du Hain à Braine-le-Château, sur lequel le Gouvernement wallon, par arrêté du 19 juin 2008, a autorisé l'Intercommunale du Brabant wallon (IBW) à construire et exploiter une station d'épuration.

L'article 15 du décret attaqué ratifie l'arrêté du 19 juin 2008 précité. Celui-ci avait lui-même été précédé de deux permis uniques : le premier, délivré le 25 août 2005, fut suspendu par l'arrêt n<sup>o</sup> 165.319 du 30 novembre 2006 du Conseil d'Etat (qui jugea sérieux le moyen critiquant la motivation du caractère exceptionnel de la dérogation au plan de secteur, au regard de l'article 114 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie-CWATUPE) et retiré le 24 mai 2007; le second, délivré ce même jour, fut annulé par l'arrêt n<sup>o</sup> 183.934 du 6 juin 2008 du Conseil d'Etat (qui censura l'absence de délibération préalable du conseil communal sur les questions de voirie).



B.3.4.2. Dans l'affaire n° 4706, des questions préjudicielles ont en outre été posées à la Cour par le Conseil d'Etat dans le cadre d'un recours en annulation introduit par les mêmes parties à l'encontre de l'arrêté ministériel du 19 juin 2008 ratifié par l'article 15 du décret attaqué.

B.3.5.1. Dans les affaires n°s 4563, 4592, 4608, 4613 et 4627, plusieurs personnes physiques et morales ont introduit un recours tendant à l'annulation des articles 1<sup>er</sup> à 4 et 16 à 18 du décret attaqué.

Les personnes physiques requérantes sont domiciliées à La Hulpe, où elles résident effectivement à titre principal. Le site d'implantation du projet couvert par les permis qui font l'objet d'une ratification par les articles 16 et 17 du décret est sis à La Hulpe, en bordure immédiate de deux zones « Natura 2000 », dont la forêt de Soignes, comprenant des sites d'habitat prioritaires, et à proximité de l'immeuble où les personnes physiques sont domiciliées.

La première association requérante, l'ASBL « Le poumon vert de La Hulpe », a notamment pour objet la protection de l'environnement. La deuxième association requérante, l'ASBL « La Hulpe, notre village », poursuit notamment la préservation du « patrimoine exceptionnel que constitue la commune de La Hulpe » tandis que la troisième association requérante, l'ASBL « les Amis de la forêt de Soignes », a, entre autres, pour objectif de sauvegarder le caractère naturel et paysager de la forêt de Soignes, son écosystème, sa faune et sa flore.

Les permis ratifiés ont été accordés à la SA « Codic Belgique » pour la construction d'un immeuble de bureaux destiné à héberger le centre administratif de la société « FedEx », société de transport de courrier express, pour l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique et le sous-continent indien et à y accueillir 700 travailleurs.

B.3.5.2. Dans les affaires n°s 4707 et 4708, des questions préjudicielles ont en outre été posées à la Cour par le Conseil d'Etat dans le cadre de recours en annulation introduits auprès du Conseil d'Etat par l'ASBL « Le poumon vert de La Hulpe » ainsi que par plusieurs personnes physiques à l'encontre des permis ratifiés par les articles 16 et 17 du décret attaqué.

B.3.6. Dans les affaires n°s 4589, 4682 et 4683, la Cour est saisie de questions préjudicielles posées par le Conseil d'Etat dans le cadre de recours en annulation introduits par l'« Association des Riverains et Habitants des Communes proches de l'Aéroport, B.S.C.A. (Brussels South Charleroi Airport) », ainsi que par plusieurs personnes physiques à l'encontre du permis d'urbanisme délivré le 16 septembre 2003, de l'arrêté ministériel du 25 juillet 2005 et de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2005, ratifiés respectivement par les articles 7, 8 et 9 du décret attaqué.

Aucun recours en annulation n'a été introduit spécifiquement à l'encontre des articles 7, 8 et 9 précités.

B.3.7.1. Dans l'affaire n° 4614, les consorts Fastrez demandent à la Cour l'annulation des articles 1<sup>er</sup> à 4, ainsi que de l'article 14 du décret attaqué qui ratifie l'arrêté ministériel du 9 février 2006 confirmant et complétant le permis unique délivré à la Société nationale des chemins de fer belges pour la construction et l'exploitation, sur le territoire de trois communes du Brabant wallon, de deux voies ferrées et de parkings dans le cadre de l'aménagement d'un Réseau Express Régional.

B.3.7.2. Dans les affaires n°s 4675 et 4678, des questions préjudicielles ont en outre été posées à la Cour par le Conseil d'Etat dans le cadre de recours en annulation introduits par Philippe Daras, Bernard Croiselet, ainsi que par Paul et Henriette Fastrez à l'encontre du permis ratifié par l'article 14 du décret attaqué.

*Quant à l'ordre d'examen*

B.4. La Cour examine d'abord la recevabilité et le bien-fondé des recours en annulation joints pour les besoins de la présente procédure, avant de répondre aux questions préjudicielles qui lui ont été adressées par le Conseil d'Etat.

*Quant à la recevabilité des recours*

B.5.1. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée; il s'ensuit que l'action populaire n'est pas admissible.

Cet intérêt doit exister au moment de l'introduction de la requête et subsister jusqu'au prononcé de l'arrêt.

B.5.2.1. Dans l'affaire n° 4619, l'ASBL « Inter-Environnement Wallonie » poursuit l'annulation des articles 1<sup>er</sup> à 4 et 18 du décret attaqué. Elle fait notamment grief au législateur décréteur d'avoir méconnu le droit à un recours effectif garanti aux riverains des projets visés par ces dispositions.

Lorsqu'une association sans but lucratif qui n'invoque pas son intérêt personnel agit devant la Cour, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; qu'elle défende un intérêt collectif; que la norme attaquée soit susceptible d'affecter son objet social; qu'il n'apparaisse pas, enfin, que cet objet social n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi.

L'ASBL « Inter-Environnement Wallonie » a pour objet « la défense de l'intégrité et de la diversité des environnements et la promotion d'un milieu de vie de qualité » sur le territoire de la Région wallonne. Cet objet social est particulier et distinct de l'intérêt général.

De surcroît, le Gouvernement wallon ne conteste pas que les dispositions attaquées par cette ASBL puissent affecter défavorablement son objet social.

Le recours dans l'affaire n° 4619 est recevable.

B.5.2.2. Dès lors qu'au moins une des parties requérantes justifie d'un intérêt à l'annulation des articles 1<sup>er</sup> à 4 et 18 du décret attaqué, il n'est pas nécessaire que la Cour se prononce sur la recevabilité des autres recours dirigés contre les articles 1<sup>er</sup> à 4 et 18 du décret attaqué dans la mesure où ces recours allèguent un même moyen dirigé contre l'absence d'un recours effectif.

B.5.3. Dans les affaires n°s 4620 et suivantes, mentionnées en B.3.1, les parties requérantes sollicitent à titre principal l'annulation de l'intégralité du décret attaqué. Il résulte toutefois des données de la cause que celles-ci ne peuvent être défavorablement affectées que par l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret attaqué en ce qu'il permet de délivrer, par la voie législative et selon la procédure décrite aux articles 2 à 4 du même décret, des permis relatifs à la réalisation des chaînons manquants routiers sur le territoire de la Région wallonne.

Les recours dans les affaires n°s 4620, 4622, 4624 et 4628 sont dès lors irrecevables en ce qu'ils visent les articles 5 à 18 du décret attaqué.

B.5.4.1. Dans les affaires n°s 4618 et 4621, mentionnées en B.3.3.1, les parties requérantes sollicitent notamment l'annulation des articles 5 et 6 du décret attaqué.

B.5.4.2. Dans l'affaire n° 4618, les parties requérantes - dont l'intérêt n'est pas contesté par le Gouvernement wallon - sont toutes riveraines de l'aéroport de Liège-Bierset et en subissent les nuisances sonores. Leurs habitations respectives sont toutes reprises dans le plan d'exposition au bruit de cet aéroport.

Les deuxième, troisième et quatrième parties requérantes sont également parties requérantes dans le cadre d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat dirigé contre l'arrêté du 25 août 2005 du ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme de la Région wallonne, modifiant la décision du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Grâce-Hollogne et octroyant à la SA « SAB Aéroport de Liège » un permis d'environnement visant à exploiter l'aéroport de Liège-Bierset. Ce permis est ratifié par l'article 5 du décret attaqué.

Les quatrième et cinquième parties requérantes sont également parties requérantes dans le cadre d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat introduit contre l'arrêté ministériel du 13 septembre 2006 accordant un permis d'urbanisme à la Société régionale wallonne des Transports pour l'allongement de la piste de l'aéroport de Liège-Bierset. Ce permis a été ratifié par l'article 6 du décret attaqué.

Comme le relève à juste titre les parties requérantes, celles-ci sont directement concernées par les articles 5 et 6 du décret attaqué, ainsi que par les articles 1<sup>er</sup> à 4 dudit décret, puisque son article 1<sup>er</sup> prévoit d'ores et déjà la ratification d'autres permis qui seront délivrés dans le cadre du développement de l'aéroport.

B.5.4.3. Dans l'affaire n° 4621, la partie requérante est le Gouvernement flamand, lequel ne doit pas justifier d'un intérêt.

B.5.4.4. Les recours dans les affaires n°s 4618 et 4621 sont recevables.

B.5.5. Dans l'affaire n° 4614, mentionnée en B.3.7.1, les parties requérantes sollicitent notamment l'annulation de l'article 14 du décret attaqué.

Il ressort du libellé de la requête en annulation et du mémoire des parties requérantes ainsi que des pièces qu'elles ont déposées que celles-ci sont domiciliées sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Seule la première d'entre elles dispose de droits sur le terrain dont elles affirment être propriétaires pour justifier leur intérêt.

Ce terrain a fait l'objet d'une demande d'expropriation émanant de la société anonyme de droit public « Infrabel », demande fondée sur la loi du 26 juillet 1962 « relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ».

Par jugement du 6 juillet 2011, le juge de paix de Braine-l'Alleud a, en application de l'article 7, alinéa 2, de la loi du 26 juillet 1962, fait droit à cette demande, après avoir estimé non fondés les moyens formulés par les parties requérantes pris de l'illégalité de l'arrêté royal du 21 février 2011 « déclarant d'utilité publique la prise de possession immédiate de certaines parcelles, nécessaires pour la pose d'une troisième et d'une quatrième voie de la ligne ferroviaire 124 et la construction de nouvelle voirie, situées sur le territoire de la commune de Waterloo ».

Ce jugement a pour effet que le droit de propriété de la première partie requérante est passé, définitivement et sans réserves, de son patrimoine dans celui de l'expropriant (Cass., 24 octobre 2003, *Pas.*, 2003, n° 527).

Ce jugement n'est susceptible d'aucun recours (article 8 de la loi du 26 juillet 1962).

Il résulte de ce qui précède qu'il n'apparaît pas que les parties requérantes sont actuellement voisines du projet immobilier visé par l'article 14 du décret attaqué.

La situation décrite par les parties requérantes n'est dès lors pas susceptible d'être affectée directement et défavorablement par cet article.

Dans cette mesure, leur recours en annulation est irrecevable.

B.5.6. Dans l'affaire n° 4626, mentionnée en B.3.4.1, les parties requérantes sollicitent notamment l'annulation des articles 15 et 18 du décret attaqué. Le Gouvernement wallon ne conteste pas leur intérêt au recours.

Il ressort des pièces déposées par les parties requérantes que, le 14 juillet 2008, celles-ci ont introduit auprès du Conseil d'Etat un recours en annulation et une demande de suspension de l'arrêté ministériel du 19 juin 2008, que l'article 15 du décret du 17 juillet 2008 a pour objet de ratifier.

Cette ratification confère à cet acte administratif une valeur décrétable, et lui donne rétroactivement la nature et la force de la loi, de sorte que sa légalité ne peut plus être contestée devant le Conseil d'Etat.

Lors de l'entrée en vigueur de la disposition attaquée, le Conseil d'Etat n'avait pas encore statué sur ce recours. La situation des parties requérantes est dès lors susceptible d'être affectée directement et défavorablement par l'article 15 du décret du 17 juillet 2008.

Il en va de même de l'article 18 du décret attaqué en ce qu'il met en vigueur l'article 15 et y est donc indissolublement lié.

B.5.7.1. Dans les affaires n° 4563 et suivantes, mentionnées en B.3.5.1, les parties requérantes sollicitent notamment l'annulation des articles 16 et 17 du décret attaqué.

B.5.7.2. Les parties requérantes dans les affaires n°s 4563, 4592, 4613 et 4627 ont introduit auprès du Conseil d'Etat, le 4 juillet 2008, un recours en annulation avec demande de suspension de l'arrêté ministériel du 4 juin 2008 que l'article 17 du décret attaqué a pour objet de ratifier.

Le 9 juillet 2008, les mêmes parties requérantes ont introduit auprès du Conseil d'Etat un recours en annulation avec demande de suspension de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2008 que l'article 16 du décret attaqué a pour objet de ratifier.

Ces ratifications confèrent à ces actes administratifs une valeur décrétable et leur donnent rétroactivement la nature et la force de la loi, de sorte que leur légalité ne peut plus être contestée devant le Conseil d'Etat (Parlement wallon, *Doc. parl.*, 2007-2008, n° 805/1, p. 20).

Le Conseil d'Etat n'a pas encore statué sur ces recours. La situation des parties requérantes est dès lors susceptible d'être affectée directement et défavorablement par les articles 16 et 17 du décret attaqué.

B.5.7.3. La partie requérante dans l'affaire n° 4625 agit en sa qualité de propriétaire d'une villa située à proximité du site visé par les articles 16 et 17 du décret attaqué. Elle indique qu'à ce titre, elle a introduit en date du 8 octobre 2007 un recours administratif, déclaré recevable, contre l'arrêté du collège communal de la commune de La Hulpe accordant à la SA « Codic Belgique » un permis d'environnement. Elle indique également qu'elle s'appretait à introduire un recours au Conseil d'Etat contre l'arrêté ministériel du 7 juillet 2008 lorsque celui-ci a fait l'objet d'une ratification par l'article 16 du décret attaqué.

Bien qu'aucun recours à l'initiative de cette partie requérante ne soit pendant devant le Conseil d'Etat, pour les mêmes motifs que ceux exposés en B.5.7.2, le recours introduit dans l'affaire n° 4625 est recevable.

B.5.7.4. Le recours dans l'affaire n° 4608 est introduit par l'ASBL « La Hulpe, Notre Village ». Dans sa requête, l'ASBL précise que :

« la commune de La Hulpe a développé au fil des ans un patrimoine exceptionnel composé de 2/3 de zones vertes, de quartiers ayant chacun leurs spécificités, soit des constructions denses, soit des quartiers aérés et verts. Ses gestionnaires ont toujours cherché à privilégier un aménagement cohérent du bâti existant et des espaces voiries-trottoirs pour y maintenir une qualité de vie hors du commun ».

L'article 3 des statuts de cette ASBL définit ainsi son objet social :

« L'association a pour objet la préservation de ce patrimoine exceptionnel. Elle veut défendre le maintien d'un habitat villageois prohibant les transformations excessives du patrimoine immobilier existant et en s'opposant à tout projet immobilier ou de toute autre nature dont les caractéristiques risqueraient d'affecter l'environnement, de menacer le patrimoine paysager et de causer des problèmes au niveau de la pollution, de la mobilité et de la circulation automobile. Elle peut également prendre des initiatives visant à promouvoir des projets de valeur au bénéfice des La Hulpois.

L'association a donc pour objet la préservation et la promotion de ce qui constitue le charme de la Commune, à savoir, sa dimension humaine, ses paysages remarquables et son caractère villageois. Elle veut défendre l'image d'un village où il fait bon vivre.

[...]

L'association est également habilitée à établir et à entretenir toute initiative et tout contact avec les autorités administratives, à faire valoir ses observations dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisations relatives à des projets situés à La Hulpe et à introduire ou à participer à toute procédure administrative ou judiciaire, en ce compris devant le Conseil d'Etat ou la Cour constitutionnelle, à l'encontre des autorisations administratives qui seraient délivrées relativement à des projets immobiliers ou autres affectant son objet social.

L'association est, en outre, habilitée à défendre son objet social dans tout litige mettant en jeu la qualité de l'environnement, compris au sens large du terme, ainsi que le développement durable dans la Commune de La Hulpe ».

L'objet social de l'ASBL est particulier et distinct de l'intérêt général. L'ASBL a intérêt à demander l'annulation de dispositions par lesquelles le législateur décrétal a ratifié des actes administratifs pouvant avoir un effet sur le patrimoine qu'elle s'est donné pour but de défendre.

Le recours dans l'affaire n° 4608 est recevable.

B.5.8. Il résulte de ce qui précède que les recours en annulation sont recevables en ce qu'ils visent les articles 1<sup>er</sup> à 4, 5, 6 et 15 à 18 du décret attaqué; les articles 7 à 9 et 14 sont quant à eux uniquement visés par des questions préjudicielles.

*Quant au fond*

*En ce qui concerne le respect des normes de droit international et de droit de l'Union européenne*

B.6.1. Dans chacune des affaires, les parties requérantes prennent un premier moyen de la violation par le législateur décrétal des articles 10, 11 et 23 de la Constitution lus en combinaison avec l'article 3, paragraphe 9, et avec l'article 9, paragraphes 2 à 4, de la Convention d'Aarhus « sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement », ainsi qu'avec l'article 10<sup>bis</sup> de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 « concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ».

Plus particulièrement, il est reproché au décret attaqué de soustraire de manière injustifiée au contrôle du Conseil d'Etat les autorisations urbanistiques et environnementales relatives à une série de projets indéterminés et indéterminables *a priori* (articles 1<sup>er</sup> à 4 dudit décret) ainsi qu'à plusieurs projets spécifiques (articles 5, 6 et 15 à 18 du même décret) pour les soumettre au contrôle de la Cour alors que celle-ci n'offrirait pas de possibilités de recours aussi étendues que celles qui sont ouvertes aux tiers intéressés devant le Conseil d'Etat.

B.6.2. Dans certaines des affaires, il est également demandé à la Cour de se prononcer sur le grief fait au décret attaqué de soustraire de manière injustifiée à l'obligation de motivation les autorisations urbanistiques et environnementales relatives à plusieurs projets spécifiques. Ce faisant, le législateur décrétal aurait méconnu les articles 10, 11 et 23 de la Constitution lus en combinaison avec l'article 6, paragraphe 9, de la Convention d'Aarhus ainsi qu'avec l'article 9, paragraphe 1, de la directive 85/337/CEE précitée.

B.7.1. L'examen de la Cour requiert de distinguer, d'une part, la procédure établie par les articles 1<sup>er</sup> à 4 du décret attaqué, et, d'autre part, les permis spécifiques ratifiés par les articles 5 à 17 du même décret.

B.7.2. En adoptant les articles 1<sup>er</sup> à 4 du décret attaqué, le législateur décrétal se réserve le pouvoir de délivrer, à partir du 25 juillet 2008, date de l'entrée en vigueur du décret attaqué, des autorisations urbanistiques et environnementales relatives aux catégories d'actes et de travaux énumérées à l'article 1<sup>er</sup> du décret attaqué au terme d'une procédure *sui generis*.

Au cours de la phase administrative d'élaboration du permis, précédant la saisine du Parlement wallon, les exigences liées à la consultation du public doivent être respectées conformément aux règles de droit commun élaborées par le législateur décrétal et découlant de la directive 85/337/CEE précitée. En outre, le permis est délivré conformément aux règles générales relatives à l'octroi des permis d'urbanisme, d'environnement ou des permis uniques, sous réserve de l'article 2 du décret attaqué.

Après son octroi par l'autorité administrative compétente, le permis est transmis au Parlement par le Gouvernement dans un délai de quarante-cinq jours à compter de son octroi ou de sa réception. Le Parlement wallon dispose, en principe, de soixante jours pour adopter le permis qui lui est présenté. A défaut, le permis est réputé non octroyé.

B.7.3. Si le permis adopté par le Parlement est « sanctionné et promulgué par le Gouvernement », l'intervention législative a pour effet de conférer valeur législative à l'autorisation délivrée, de telle sorte qu'elle acquiert une valeur hiérarchique équivalente aux dispositions législatives auxquelles le permis en cause était censé se conformer. Il s'ensuit également que le Conseil d'Etat n'est pas en mesure d'exercer son contrôle à l'égard de telles autorisations et que seule la Cour constitutionnelle est compétente pour connaître d'un recours en annulation ou d'une demande de suspension à leur encontre.

B.7.4. Les ratifications contenues aux articles 5 à 17 du décret attaqué confèrent, avec effet rétroactif, une valeur législative à quelques permis spécifiques délivrés par l'autorité administrative. Ces dispositions ont dès lors pour effet de dessaisir le Conseil d'Etat des recours en annulation introduits à l'encontre de ces permis. Seule la Cour constitutionnelle est compétente pour connaître d'un recours en annulation ou d'une demande de suspension à leur encontre.

*En ce qui concerne le contrôle juridictionnel des permis ratifiés*

B.8.1. En vertu des articles 142 de la Constitution et 1<sup>er</sup> de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, la Cour est compétente pour contrôler la conformité des actes à valeur législative avec les règles répartitrices de compétences entre l'Etat fédéral, les communautés et les régions ainsi que leur compatibilité avec les articles du titre II « Des Belges et de leurs droits » et les articles 170, 172 et 191 de la Constitution.



Il s'ensuit que la Cour est notamment compétente pour vérifier si le législateur décréto a méconnu les garanties contenues tant aux articles 10 et 11 de la Constitution, relatifs au principe d'égalité et de non-discrimination, qu'à son article 23, alinéa 3, 4<sup>o</sup>, qui reconnaît le droit à un environnement sain. La Cour est également compétente pour vérifier, lorsqu'elle contrôle des normes ayant force de loi au regard des normes de référence précitées, si les dispositions soumises à son contrôle sont compatibles avec les normes de droit international et les normes du droit européen qui lient la Belgique et dont la violation est invoquée en combinaison avec les dispositions constitutionnelles précitées, comme en l'espèce les articles 3, paragraphe 9, et 9, paragraphes 2 à 4, de la Convention d'Aarhus et l'article 10*bis* de la directive 85/337/CEE.

B.8.2. L'article 3, paragraphe 9, de la Convention d'Aarhus dispose :

« Dans les limites du champ d'application des dispositions pertinentes de la présente Convention, le public a accès à l'information, il a la possibilité de participer au processus décisionnel et a accès à la justice en matière d'environnement sans discrimination fondée sur la citoyenneté, la nationalité ou le domicile et, dans le cas d'une personne morale, sans discrimination concernant le lieu où elle a son siège officiel ou un véritable centre d'activités ».

B.8.3. L'article 9, paragraphes 2 à 4, de la même Convention dispose :

« 2. Chaque Partie veille, dans le cadre de sa législation nationale, à ce que les membres du public concerné

a) ayant un intérêt suffisant pour agir

ou, sinon,

b) faisant valoir une atteinte à un droit, lorsque le code de procédure administrative d'une Partie pose une telle condition,

puissent former un recours devant une instance judiciaire et/ou un autre organe indépendant et impartial établi par loi pour contester la légalité, quant au fond et à la procédure, de toute décision, tout acte ou toute omission tombant sous le coup des dispositions de l'article 6 et, si le droit interne le prévoit et sans préjudice du paragraphe 3 ci-après, des autres dispositions pertinentes de la présente Convention.

Ce qui constitue un intérêt suffisant et une atteinte à un droit est déterminé selon les dispositions du droit interne et conformément à l'objectif consistant à accorder au public concerné un large accès à la justice dans le cadre de la présente Convention. A cet effet, l'intérêt qu'a toute organisation non gouvernementale répondant aux conditions visées au paragraphe 5 de l'article 2 est réputé suffisant au sens de l'alinéa a) ci-dessus. Ces organisations sont également réputées avoir des droits auxquels il pourrait être porté atteinte au sens de l'alinéa b) ci-dessus.

Les dispositions du présent paragraphe 2 n'excluent pas la possibilité de former un recours préliminaire devant une autorité administrative et ne dispensent pas de l'obligation d'épuiser les voies de recours administratif avant d'engager une procédure judiciaire lorsqu'une telle obligation est prévue en droit interne.

3. En outre, et sans préjudice des procédures de recours visées aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, chaque Partie veille à ce que les membres du public qui répondent aux critères éventuels prévus par son droit interne puissent engager des procédures administratives ou judiciaires pour contester les actes ou omissions de particuliers ou d'autorités publiques allant à l'encontre des dispositions du droit national de l'environnement.

4. En outre, et sans préjudice du paragraphe 1<sup>er</sup>, les procédures visées aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus doivent offrir des recours suffisants et effectifs, y compris un redressement par injonction s'il y a lieu, et doivent être objectives, équitables et rapides sans que leur coût soit

prohibitif. Les décisions prises au titre du présent article sont prononcées ou consignées par écrit. Les décisions des tribunaux et, autant que possible, celles d'autres organes doivent être accessibles au public ».

B.8.4. L'article 10*bis* de la directive 85/337/CEE précitée disposait :

« Les Etats membres veillent, conformément à leur législation nationale pertinente, à ce que les membres du public concerné :

a) ayant un intérêt suffisant pour agir, ou sinon

b) faisant valoir une atteinte à un droit, lorsque le droit administratif procédural d'un Etat membre impose une telle condition,

puissent former un recours devant une instance juridictionnelle ou un autre organe indépendant et impartial établi par la loi pour contester la légalité, quant au fond ou à la procédure, des décisions, des actes ou omissions relevant des dispositions de la présente directive relatives à la participation du public.

Les Etats membres déterminent à quel stade les décisions, actes ou omissions peuvent être contestés.

Les Etats membres déterminent ce qui constitue un intérêt suffisant pour agir ou une atteinte à un droit, en conformité avec l'objectif visant à donner au public concerné un large accès à la justice. A cette fin, l'intérêt de toute organisation non gouvernementale, répondant aux exigences visées à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, est réputé suffisant aux fins du point a) du présent article. De telles organisations sont aussi réputées bénéficier de droits susceptibles de faire l'objet d'une atteinte aux fins du point b) du présent article.

Le présent article n'exclut pas la possibilité d'un recours préalable devant une autorité administrative et n'affecte en rien l'obligation d'épuiser toutes les voies de recours administratif avant d'engager des procédures de recours juridictionnel dès lors que la législation nationale prévoit une telle obligation.

Ces procédures doivent être régulières, équitables, rapides et d'un coût non prohibitif.

Afin d'accroître l'efficacité des dispositions du présent article, les Etats membres veillent à ce qu'une information pratique soit mise à la disposition du public concernant l'accès aux voies de recours administratif et juridictionnel ».

B.8.5. La directive 85/337/CEE a été abrogée par l'article 14 de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 « concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ». Toutefois, l'article 11 de cette directive reprend en substance le contenu de l'article 10*bis* de la directive 85/337/CEE précitée puisqu'il dispose :

« 1. Les Etats membres veillent, conformément à leur cadre juridique en la matière, à ce que les membres du public concerné :

a) ayant un intérêt suffisant pour agir, ou sinon

b) faisant valoir une atteinte à un droit, lorsque le droit administratif procédural d'un Etat membre impose une telle condition,

puissent former un recours devant une instance juridictionnelle ou un autre organe indépendant et impartial établi par la loi pour contester la légalité, quant au fond ou à la procédure, des décisions, des actes ou omissions relevant des dispositions de la présente directive relatives à la participation du public.

2. Les Etats membres déterminent à quel stade les décisions, actes ou omissions peuvent être contestés.

3. Les Etats membres déterminent ce qui constitue un intérêt suffisant pour agir ou une atteinte à un droit, en conformité avec l'objectif visant à donner au public concerné un large accès à la justice. A cette fin, l'intérêt de toute organisation non gouvernementale, répondant aux exigences visées à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, est réputé suffisant aux fins du paragraphe 1, point a), du présent article. De telles organisations sont aussi réputées bénéficiaires de droits susceptibles de faire l'objet d'une atteinte aux fins du paragraphe 1, point b), du présent article.

4. Le présent article n'exclut pas la possibilité d'un recours préalable devant une autorité administrative et n'affecte en rien l'obligation d'épuiser toutes les voies de recours administratif avant d'engager des procédures de recours juridictionnel dès lors que la législation nationale prévoit une telle obligation.

Ces procédures doivent être régulières, équitables, rapides et d'un coût non prohibitif.

5. Afin d'accroître l'efficacité des dispositions du présent article, les Etats membres veillent à ce qu'une information pratique soit mise à la disposition du public concernant l'accès aux voies de recours administratif et juridictionnel ».

B.9.1. Ces dispositions européennes et internationales exigent que la légalité des permis entrant dans leur champ d'application soit, en principe, contrôlée, quant au fond et quant à la procédure suivie, par une juridiction ou par tout autre organe indépendant et impartial.

B.9.2. Par son arrêt n° 30/2010, la Cour a interrogé la Cour de justice de l'Union européenne quant à l'interprétation à donner à ces dispositions.

Par son arrêt du 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, la Cour de justice a répondu :

« 45. Il résulte de l'article 2, paragraphe 2, de la convention d'Aarhus, lu en combinaison avec les articles 6 et 9 de celle-ci, ainsi que de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, de la directive 85/337 que ni cette convention ni cette directive ne s'appliquent aux projets adoptés par un acte législatif répondant aux conditions rappelées au point 31 du présent arrêt (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 50).

46. Pour les autres projets, c'est-à-dire ceux qui seraient adoptés soit par un acte qui n'est pas de nature législative, soit par un acte législatif qui ne répondrait pas à ces conditions, il découle du libellé même de l'article 9, paragraphe 2, de la convention d'Aarhus et de l'article 10*bis* de la directive 85/337 que les Etats doivent prévoir la possibilité d'un recours permettant de contester, devant une instance juridictionnelle ou un autre organe indépendant et impartial établi par la loi, la légalité, quant au fond ou à la procédure, des décisions, des actes ou des omissions relevant, respectivement, du champ d'application de l'article 6 de la convention d'Aarhus ou de la directive 85/337 (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 51).

47. Les Etats membres disposent, en vertu de leur autonomie procédurale et sous réserve du respect des principes d'équivalence et d'effectivité, d'une marge de manœuvre dans la mise en œuvre de l'article 9, paragraphe 2, de la convention d'Aarhus et de l'article 10*bis* de la directive 85/337. Il leur revient, en particulier, de déterminer quelle juridiction ou quel organe indépendant et impartial établi par la loi est compétent pour connaître des recours visés par ces dispositions et selon quelles modalités procédurales, pour autant que les dispositions susmentionnées ont été respectées (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 52).

48. L'article 9 de la convention d'Aarhus et l'article 10*bis* de la directive 85/337 perdraient cependant tout effet utile si la seule circonstance qu'un projet est adopté par un acte législatif ne répondant pas aux conditions rappelées au point 31 du présent arrêt avait pour conséquence de le soustraire à tout recours permettant de contester sa légalité, quant au fond ou à la procédure, au sens de ces textes (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 53) ».

B.9.3. Comme il a été indiqué en B.7.3 et B.7.4, le décret attaqué a pour effet que seule la Cour est compétente pour annuler ou suspendre les permis qui y sont visés.

Or, la Cour n'est pas compétente pour exercer un contrôle exhaustif, quant au fond et à la procédure, des actes qui précèdent la ratification ou l'adoption des permis en cause, même à l'égard des règles de droit international et européen contenues dans la Convention d'Aarhus ou dans la directive 85/337/CEE.

Si elle veille, par le biais des articles 10 et 11 de la Constitution, à ce que le législateur respecte son obligation de notification préalable à la Commission européenne, lorsque la violation de cette obligation constitue, au regard du droit de l'Union européenne, un vice de procédure fondamentale, la Cour ne peut étendre les compétences qui lui ont été attribuées par le Constituant et le législateur spécial au-delà d'un tel contrôle formel et exercer elle-même le contrôle substantiel du respect des règles procédurales environnementales qui sont préalables à l'adoption de l'acte législatif attaqué.

B.9.4. L'étendue du contrôle de la Cour constitutionnelle ne peut par conséquent être assimilée à celle du contrôle du Conseil d'Etat, de sorte que la compétence de la juridiction constitutionnelle, telle qu'elle découle de la Constitution et de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, ne suffit pas pour satisfaire aux exigences de contrôle juridictionnel, lorsque les projets entrent dans le champ d'application de la Convention d'Aarhus et de la directive 85/337/CEE.

B.10.1. La catégorie de citoyens auxquels ces permis causent grief est donc traitée différemment des autres citoyens en ce qui concerne la garantie juridictionnelle accordée par l'article 159 de la Constitution, par l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme (notamment dans le cadre des droits garantis par les articles 6, 8 et 14 de celle-ci) et par l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, puisque ces permis ne peuvent plus faire l'objet d'un recours en annulation devant un juge qui dispose, à l'instar du Conseil d'Etat, d'une compétence de contrôle s'étendant tant au fond du permis attaqué qu'à la procédure préalable à son adoption.

Pareille différence de traitement est discriminatoire sauf si elle repose sur un objectif légitime et est raisonnablement justifiée.

B.10.2. Dans l'exposé des motifs du projet de décret, il fut précisé :

« L'objectif poursuivi par les dispositions décrétales en projet relatives aux autorisations régionales est de permettre la ratification par le Parlement wallon de certains permis délivrés par le fonctionnaire délégué ou, conjointement par le fonctionnaire délégué et le fonctionnaire technique ou, sur recours, par le Gouvernement. En effet, on assiste depuis plusieurs années à un intérêt grandissant du Parlement wallon quant au suivi de dossiers qui dépassent l'intérêt local. Les nombreuses questions et interpellations parlementaires posées quant au stade d'instruction des demandes d'autorisations pour divers projets en attestent.

[...]

Si le changement de juridiction compétente devait être perçu comme apportant une différence de traitement entre les riverains selon qu'ils sont concernés par un projet de droit commun ou pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général - *quod non* -, cette différence serait justifiée par la différence objective entre les demandes de permis de droit commun et les demandes de permis pour ce type de projet.

En effet, les projets pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général sont, par hypothèse, différents des projets de droit commun en ce qu'ils sont des projets d'intérêt général. En effet, il existe des critères objectifs qui font qu'un projet est ou n'est pas d'intérêt général et qui sont liés au regard de la Région wallonne à leur caractère social, économique, énergétique, de mobilité, patrimonial ou environnemental.

[...]

La volonté du Gouvernement est d'associer le Parlement wallon à sa politique de développement durable du territoire wallon. Pour ce faire, il entend ne pas limiter le rôle du Parlement wallon, en ce qui concerne la prise de décision relative à des projets, à la seule faculté des questions et interpellations parlementaires. Il s'agit ici d'associer le Parlement wallon à la prise de décision en lui reconnaissant le pouvoir de refuser la ratification de permis délivrés » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2007-2008, n° 805/1, pp. 1 à 7).

Lors des débats en commission, il fut encore précisé :

« Il ne faut pas oublier non plus que le véritable objectif du texte est de sortir de l'ornière procédurale certains dossiers ' englués ', aujourd'hui, au nombre de 13, et peut-être davantage demain.

[...]

M. [...] note l'hiatus entre l'objectif poursuivi présenté dans l'exposé des motifs, d'une part, et tel qu'il apparaît des déclarations répétées du Ministre dans les médias où il est essentiellement question de limiter les recours devant le Conseil d'Etat, d'autre part. Il faut dénoncer là une hypocrisie folle; on a osé écrire dans l'exposé des motifs que ' contrairement à ce qu'avance le CWEDD, il ne s'agit pas par le texte en projet, de viser une diminution du nombre des recours contentieux ' alors que partout dans la presse, il n'est question que de cela : éviter les recours » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2007-2008, n° 805/5, pp. 10 et 16).

Il fut encore souligné que le décret attaqué devait « permettre de retrouver une sérénité dans certains dossiers » (*ibid.*, p. 12) en évitant qu'« à partir du décret CWATUPE ou du décret Environnement, des interprétations par la juridiction saisie de recours [...] mettent en danger l'intérêt général ». Il fut ainsi jugé nécessaire de « stopper cet emballement de procédure où le Conseil d'Etat interprète les décrets de manière outrancière » (*ibid.*, p. 16).

Le ministre précisa encore :

« [...] les contestations ne portent pas tant sur la procédure, mais sur le fait que les contestataires ne veulent pas qu'un permis soit délivré, pour des raisons qui relèvent d'un intérêt personnel. Il cite à cet égard l'exemple de la Vallée du Hain et indique que le contestataire ne veut pas entendre parler d'une telle station d'épuration, raison pour laquelle il cherche n'importe quel motif qui lui permettrait d'empêcher son installation. Il considère qu'il s'agit là d'un combat qui oppose l'intérêt particulier à l'intérêt général. M. le Ministre indique qu'il peut accorder le permis, mais que le Parlement, titulaire naturel de l'intérêt régional, est sans conteste le plus à même pour confirmer l'existence de l'intérêt régional.

[...]

M. le Ministre invite ses contradicteurs à jurer qu'à l'avenir ils n'utiliseront jamais ce projet de décret parce qu'ils n'en auraient pas besoin. Selon M. le Ministre, personne ne peut tenir pareil propos dès lors que, même des mandataires de l'opposition sont intéressés par ce projet de décret, étant conscients du phénomène NIMBY et du fait que l'intérêt général doit être privilégié face à l'intérêt particulier d'une personne » (*ibid.*, pp. 31-32).

B.10.3. Il ressort de ce qui précède qu'en adoptant le décret attaqué, le législateur décretalement avait pour objectif d'associer les parlementaires à l'adoption de certains permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général afin de leur conférer une plus grande légitimité démocratique et de garantir une meilleure sécurité juridique aux chantiers importants qui en constituaient l'objet.

B.11. L'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus dispose que les organes ou institutions agissant dans l'exercice de pouvoirs judiciaires ou législatifs ne peuvent être assimilés à des « autorités publiques » au sens de la Convention.

L'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, de la directive 85/337/CEE précitée disposait :

« La présente directive ne s'applique pas aux projets qui sont adoptés en détail par un acte législatif national spécifique, les objectifs poursuivis par la présente directive, y compris l'objectif de la mise à disposition d'informations, étant atteints à travers la procédure législative ».

L'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, de la directive 2011/92/UE précitée reproduit cette disposition.

B.12.1. Interrogée par la Cour sur la portée des articles 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus et 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, de la directive 85/337/CEE, la Cour de justice a jugé :

« 30. Il découle de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, de la directive 85/337 que, lorsque les objectifs de cette directive sont atteints à travers une procédure législative, y compris celui de la mise à disposition d'informations, ladite directive ne s'applique pas au projet concerné (voir arrêts du 19 septembre 2000, *Linster*, C-287/98, Rec. p. I-6917, point 51, ainsi que *Boxus e.a.*, précité, point 36).

31. Cette disposition soumet à deux conditions l'exclusion d'un projet du champ d'application de la directive 85/337. La première exige que le projet soit adopté en détail par un acte législatif spécifique. Selon la seconde, les objectifs de cette directive, y compris celui de la mise à disposition d'informations, doivent être atteints à travers la procédure législative (voir arrêts du 16 septembre 1999, *WWF e.a.*, C-435/97, Rec. p. I-5613, point 57, ainsi que *Boxus e.a.*, précité, point 37).

32. S'agissant de la première condition, elle implique tout d'abord que le projet soit adopté par un acte législatif spécifique. À cet égard, il convient de relever que les notions de ' projet ' et d' ' autorisation ' sont définies à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, de la directive 85/337. Dès lors, un acte législatif adoptant un projet doit, pour entrer dans le champ d'application de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, de cette directive, être spécifique et présenter les mêmes caractéristiques qu'une telle autorisation. Il doit notamment ouvrir au maître d'ouvrage le droit de réaliser le projet (voir arrêts précités *WWF e.a.*, point 58, ainsi que *Boxus e.a.*, point 38).

33. Le projet doit en outre être adopté en détail, à savoir de manière suffisamment précise et définitive, de sorte que l'acte législatif adoptant celui-ci doit comporter, à l'instar d'une autorisation, après leur prise en compte par le législateur, tous les éléments du projet pertinents au regard de l'évaluation des incidences sur l'environnement (voir arrêts précités *WWF e.a.*, point 59, ainsi que *Boxus e.a.*, point 39). L'acte législatif doit ainsi attester que les objectifs de la directive 85/337 ont été atteints en ce qui concerne le projet concerné (voir arrêts précités *Linster*, point 56, ainsi que *Boxus e.a.*, point 39).

34. Il en résulte qu'un acte législatif ne peut pas être considéré comme adoptant un projet en détail, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, de la directive 85/337, lorsqu'il ne comporte pas les éléments nécessaires à l'évaluation des incidences de ce projet sur l'environnement ou qu'il nécessite l'adoption d'autres actes pour ouvrir au maître d'ouvrage le droit de réaliser le projet (voir arrêts précités *WWF e.a.*, point 62; *Linster*, point 57, ainsi que *Boxus e.a.*, point 40).

35. S'agissant de la seconde condition, il résulte de l'article 2, paragraphe 1, de la directive 85/337 que l'objectif essentiel de cette dernière est de garantir que les projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, notamment en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur localisation, soient, avant l'octroi d'une autorisation, soumis à une évaluation en ce qui concerne leurs incidences sur l'environnement (voir arrêts précités *Linster*, point 52, ainsi que *Boxus e.a.*, point 41).

36. Le sixième considérant de la directive 85/337 précise en outre que l'évaluation doit s'effectuer sur la base de l'information appropriée fournie par le maître d'ouvrage et éventuellement complétée par les autorités et par le public susceptibles d'être concernés par le projet (voir arrêts précités *WWF e.a.*, point 61; *Linster*, point 53, ainsi que *Boxus e.a.*, point 42).



37. Par suite, le législateur doit avoir à sa disposition, au moment de l'adoption du projet, une information suffisante. Il résulte de l'article 5, paragraphe 3, de la directive 85/337 et de l'annexe IV de celle-ci que les informations à fournir par le maître d'ouvrage comportent au minimum une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions, une description des mesures envisagées pour éviter et réduire des effets négatifs importants et, si possible, y remédier, ainsi que les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement (voir arrêts précités *Linster*, point 55, ainsi que *Boxus e.a.*, point 43).

38. Eu égard aux caractéristiques des procédures d'approbation d'un plan en plusieurs phases, la directive 85/337 ne s'oppose pas à ce qu'un même projet soit approuvé par deux actes de droit national, considérés ensemble comme une autorisation, au sens de son article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2 (voir, en ce sens, arrêt du 4 mai 2006, *Commission/Royaume-Uni*, C-508/03, Rec. p. I-3969, point 102). Par conséquent, le législateur peut, lors de l'adoption de l'acte final d'autorisation d'un projet, bénéficier des informations recueillies dans le cadre d'une procédure administrative préalable (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 44).

39. L'existence d'une telle procédure administrative ne saurait cependant avoir pour conséquence qu'un projet puisse être considéré comme adopté en détail par un acte législatif spécifique, conformément à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, de la directive 85/337, si cet acte législatif ne respecte pas les deux conditions rappelées au point 31 du présent arrêt. Ainsi que la Cour l'a jugé au point 45 de l'arrêt *Boxuse.a.*, précité, un acte législatif qui ne ferait que 'ratifier' purement et simplement un acte administratif préexistant, en se bornant à faire état de motifs impérieux d'intérêt général sans l'ouverture préalable d'une procédure législative au fond qui permette de respecter lesdites conditions, ne peut être considéré comme un acte législatif spécifique au sens de cette disposition et ne suffit donc pas pour exclure un projet du champ d'application de la directive 85/337.

40. En particulier, un acte législatif adopté sans que les membres de l'organe législatif aient eu à leur disposition les informations mentionnées au point 37 du présent arrêt ne saurait entrer dans le champ d'application de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, de la directive 85/337 (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 46).

41. Il appartient au juge national de déterminer si ces conditions ont été respectées. À cet effet, il doit tenir compte tant du contenu de l'acte législatif adopté que de l'ensemble de la procédure législative qui a conduit à son adoption et notamment des actes préparatoires et des débats parlementaires (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 47).

[...]

43. Il convient donc de répondre à la deuxième question que l'article 2, paragraphe 2, de la convention d'Aarhus et l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, de la directive 85/337 doivent être interprétés en ce sens que ne sont exclus des champs d'application respectifs de ces textes que les projets adoptés en détail par un acte législatif spécifique, de manière à ce que les objectifs desdits textes aient été atteints par la procédure législative. Il appartient au juge national de vérifier que ces deux conditions ont été respectées en tenant compte tant du contenu de l'acte législatif adopté que de l'ensemble de la procédure législative qui a conduit à son adoption et notamment des actes préparatoires et des débats parlementaires. À cet égard, un acte législatif qui ne ferait que 'ratifier' purement et simplement un acte administratif préexistant, en se bornant à faire état de motifs impérieux d'intérêt général sans l'ouverture préalable d'une procédure législative au fond qui permette de respecter lesdites conditions, ne peut être considéré comme un acte législatif spécifique au sens de cette disposition et ne suffit donc pas pour exclure un projet des champs d'application respectifs de cette convention et de cette directive » (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.* précité).

B.12.2. Il ressort de cet arrêt qu'aux fins de pouvoir déterminer si un projet qui a fait l'objet d'un acte législatif entre ou non dans le champ d'application des exigences de contrôle juridictionnel quant au fond ou à la procédure, prévues par l'article 10*bis* de la directive 85/337/CEE et rappelées en B.9.1 et B.9.2, le juge national doit vérifier si le projet respecte ou non les conditions d'application de l'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus, et de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, de la directive précitée, telles qu'elles ont été fixées par la Cour de justice.

Les exigences de contrôle juridictionnel ne s'imposent en effet qu'à l'égard des projets adoptés soit par un acte qui n'est pas de nature législative, soit par un acte législatif qui ne répondrait pas aux conditions de l'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus et de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, de la directive précitée (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, point 46); les actes législatifs spécifiques répondant aux conditions de l'arrêt *Solvay* précité, point 31, échappent quant à eux aux exigences de contrôle juridictionnel précitées.

B.12.3. Il ressort de l'arrêt *Solvay e.a.* précité que, pour satisfaire aux conditions de l'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus et de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, de la directive précitée, le projet doit, tout d'abord, être adopté en détail, de manière suffisamment précise et spécifique, par un acte législatif présentant les mêmes caractéristiques qu'une autorisation et permettant au maître de l'ouvrage de réaliser le projet, le législateur ayant pris en compte tous les éléments du projet pertinents au regard de l'évaluation des incidences sur l'environnement (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, points 32-33).

Par ailleurs, doivent être atteints les objectifs de la directive en matière d'évaluation des incidences sur l'environnement, notamment en ce qui concerne la mise à disposition d'informations par le maître de l'ouvrage, éventuellement complétées par les autorités et le public; pour ce faire, le législateur doit avoir eu à sa disposition, au moment de l'adoption du projet, une information suffisante, comprenant au minimum (1) une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions, (2) une description des mesures envisagées pour éviter et réduire des effets négatifs importants et, si possible, y remédier, ainsi que (3) les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement (CJUE, 16 février 2012, *Solvay e.a.*, points 35-37).

A cet égard, le législateur peut bénéficier des informations recueillies dans le cadre de la procédure administrative préalable (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, point 38), mais ne peut se limiter à « ratifier » purement et simplement un acte administratif préexistant, en se bornant à faire état de motifs impérieux d'intérêt général sans l'ouverture préalable d'une procédure législative au fond qui permette de respecter lesdites conditions (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, point 39).

B.13. Si, en principe, la Cour n'a pas la compétence de vérifier, fût-ce par le biais de son contrôle de compatibilité avec les articles 10 et 11 de la Constitution, la procédure parlementaire au terme de laquelle un acte législatif a été adopté, force est de constater que, dans le cas présent, la compétence de tenir compte « tant du contenu de l'acte législatif adopté que de l'ensemble de la procédure législative qui a conduit à son adoption et notamment des actes préparatoires et des débats parlementaires » (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, point 41) découle de la nécessité de déterminer le champ d'application des exigences du droit de l'Union européenne mentionnées en B.9.1 et B.9.2.

Ce contrôle ne peut donc être assimilé ni à un contrôle matériel ni à un contrôle procédural de constitutionnalité de dispositions législatives, mais constitue un examen préalable, imposé par le droit de l'Union européenne, de la qualification de l'acte législatif attaqué.

*En ce qui concerne les articles 5 à 17 du décret attaqué*

B.14.1. Comme la Cour l'a relevé dans son arrêt n° 30/2010, l'adoption des articles 5 à 17 du décret attaqué n'a donné aux parlementaires qu'un rôle limité. Il ressort des travaux préparatoires du décret attaqué que leur vote ne pouvait remettre en cause l'existence des permis litigieux, indépendamment de la ratification opérée. Il était du reste interdit aux parlementaires de procéder à une nouvelle instruction de la demande de permis, ou de modifier celui-ci (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2007-2008, n° 805/5, p. 36). Il leur était uniquement demandé de se prononcer sur l'existence d'un « intérêt régional » ou d'un « intérêt majeur » pour la Région wallonne (*ibid.*, pp. 6 et 31).

Il apparaît des travaux préparatoires que les parlementaires se sont manifestement limités à « ratifier » purement et simplement les projets soumis à l'assemblée, de sorte que ces dispositions, ne respectant ni les exigences de contrôle juridictionnel mentionnées en B.9.1 et B.9.2, ni les conditions d'un acte législatif spécifiques rappelées en B.12, emportent donc une violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, et 10bis de la directive 85/337/CEE.

B.14.2. Ce constat ne porte pas atteinte à l'existence d'un droit de recours effectif, au sens de l'article 10bis de la directive 85/337/CEE ou de l'article 11 de la directive 2011/92/UE précités, contre les permis ayant fait ou ayant pu faire l'objet d'une ratification décrétales puisque, les articles attaqués devant être annulés, il revient au Conseil d'Etat de contrôler la légalité formelle et matérielle de ces permis.

B.14.3. Le premier moyen, en ce qu'il est dirigé contre les articles 5, 6 et 15 à 17 du décret attaqué, est fondé.

*En ce qui concerne les articles 1<sup>er</sup> à 4 du décret attaqué*

B.15.1. Contrairement aux ratifications contenues dans les articles 5 à 17, portant sur des projets spécifiques, les articles 1<sup>er</sup> à 4 du décret attaqué se limitent à instaurer, comme il a été rappelé en B.7.2 et B.7.3, une procédure *sui generis*, applicable aux catégories de projets mentionnés dans l'article 1<sup>er</sup> attaqué.

B.15.2. Telle qu'elle est organisée, cette procédure se limite à prévoir que le Parlement « ratifie » le permis qui lui est soumis, et qu'à défaut, le permis est réputé non octroyé (article 3).

Aucune exigence n'est par ailleurs prévue quant aux modalités de délibération par le législateur décrétales, notamment quant au contenu du projet soumis à délibération ou quant aux documents devant être mis à la disposition des parlementaires.

De la sorte, la procédure instaurée par les articles 1<sup>er</sup> à 4 du décret attaqué ne permet pas de garantir qu'il sera satisfait aux exigences du droit de l'Union européenne en matière d'« acte législatif spécifique », rappelées en B.12.

B.15.3. Le premier moyen, en ce qu'il est dirigé contre les articles 1<sup>er</sup> à 4 du décret attaqué, est fondé.

B.15.4. Etant donné que les autres moyens ne pourraient aboutir à une annulation plus étendue, il n'y a pas lieu de les examiner.

*En ce qui concerne l'article 18 du décret attaqué*

B.16. Dès lors que l'article 18 du décret attaqué détermine la date d'entrée en vigueur de l'ensemble des dispositions du décret du 17 juillet 2008, les moyens ne sont pas fondés en ce qu'ils sont dirigés contre cette disposition, dans la mesure où elle détermine la date d'entrée en vigueur de dispositions non annulées du décret attaqué.

*Quant aux questions préjudicielles*

B.17. Il découle de l'annulation des articles 6, 15, 16 et 17, qui a un effet rétroactif, que les questions préjudicielles formulées dans le cadre des affaires n°s 4673 et 4674, mentionnées en B.3.3.2, de l'affaire n° 4706, mentionnée en B.3.4.2, et des affaires n°s 4707 et 4708, mentionnées en B.3.5.2, sont désormais sans objet.

B.18. La Cour doit, en revanche, encore se prononcer sur les questions préjudicielles qui lui ont été adressées dans le cadre des affaires n°s 4589, 4682 et 4683, mentionnées en B.3.6, et des affaires n°s 4675 et 4678, mentionnées en B.3.7.2. Ces affaires concernent respectivement la compatibilité des articles 7 à 9 et de l'article 14 du décret en cause avec, notamment, les articles 10, 11 et 23 de la Constitution, lus ou non en combinaison avec les articles 8 et 9 de la Convention d'Aarhus précitée et avec l'article 10bis de la directive 85/337/CEE précitée.

Dans la mesure où elles portent sur le respect du droit au recours effectif des riverains ayant intérêt à l'annulation des permis visés par ces dispositions, et compte tenu de ce qui a été exposé en B.8 à B.14, ces questions préjudicielles appellent, par identité de motifs, une réponse affirmative.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les articles 1<sup>er</sup> à 6 et 15 à 17 du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 « relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général »;

- rejette les recours pour le surplus;

- constate que les questions préjudicielles dans les affaires n°s 4673, 4674, 4706, 4707 et 4708 sont sans objet;

- dit pour droit :

Les articles 7 à 9 et 14 du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 « relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général » violent les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 2, paragraphe 2, et 9, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus, signée le 25 juin 1998, « sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement » et avec les articles 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, et 10bis de la directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985 « concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement » (actuellement les articles 2, paragraphe 4, et 11 de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 « concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement »).

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 22 novembre 2012.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

R. Henneuse

## GRONDWETTELIJK HOF

[2012/206893]

## Uittreksel uit arrest nr. 144/2012 van 22 november 2012

Rolnummers 4563, 4592, 4608, 4613, 4625 en 4627 / 4589 / 4614 / 4618 en 4621 / 4619 / 4620, 4622, 4624 en 4628 / 4626 / 4673, 4674, 4675, 4678, 4682, 4683, 4706, 4707 en 4708

*In zake* : de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, ingesteld door Marie-Noëlle Solvay en anderen, en de prejudiciële vragen betreffende de artikelen 6 tot 9 en 14 tot 17 van hetzelfde decreet, gesteld door de Raad van State.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters R. Henneuse en M. Bossuyt, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels en P. Nihoul, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter R. Henneuse,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. A. *Onderwerp van de beroepen tot vernietiging en van de prejudiciële vragen*

1. a) Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 25 november 2008 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 26 november 2008, heeft Marie-Noëlle Solvay, wonende te 1310 Terhulpen, chaussée de Bruxelles 115, beroep tot vernietiging ingesteld van het decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan en, in ondergeschikte orde, van de artikelen 1 tot 4 en 16 tot 18 van dat decreet (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 2008, tweede editie).

b) Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 23 december 2008 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 24 december 2008, is beroep tot vernietiging ingesteld van het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 en, in ondergeschikte orde, van de artikelen 1 tot 4 en 16 tot 18 van dat decreet door de vzw « Le poumon vert de La Hulpe », met maatschappelijke zetel te 1310 Terhulpen, rue des Combattants 90, Jacques Solvay de la Hulpe, wonende te 1310 Terhulpen, chaussée de Bruxelles 115, en Jean-Marie Solvay de la Hulpe, wonende te 1310 Terhulpen, chaussée de Bruxelles 115.

c) Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 14 januari 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 15 januari 2009, heeft de vzw « La Hulpe, Notre Village », met maatschappelijke zetel te 1310 Terhulpen, avenue Roi Baudouin 19, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 16 en 17 van het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008.

d) Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 21 januari 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 22 januari 2009, heeft Alix Walsh, wonende te 1310 Terhulpen, chaussée de Bruxelles 117, beroep tot vernietiging ingesteld van het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 en, in ondergeschikte orde, van de artikelen 1 tot 4 en 16 tot 18 van dat decreet.

e) Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 26 januari 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 27 januari 2009, heeft André Philips, wonende te 1081 Brussel, Jetselaan 45, beroep tot vernietiging ingesteld van het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 en, in ondergeschikte orde, van de artikelen 16 en 17 van dat decreet.

f) Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 26 januari 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 27 januari 2009, heeft de vzw « De Vrienden van het Zoniënwoud », met maatschappelijke zetel te 1030 Brussel, Jan Blockxstraat 14, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 1 tot 4 en 16 tot 18 van het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 4563, 4592, 4608, 4613, 4625 en 4627 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

2. Bij arrest nr. 188.742 van 11 december 2008 in zake de vzw « Association des Riverains et Habitants des Communes proches de l'Aéroport, B.S.C.A. (Brussels South Charleroi Airport) », Grégoire Stassin en André Gilliard tegen het Waalse Gewest, tussenkomende partij : de nv « Société Wallonne des Aéroports » (afgekort « SOWAER »), waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 22 december 2008, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 8 van het decreet van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan,

- in zoverre het het ministerieel besluit van 25 juli 2005 'betreffende globale [vergunning] verstrekt aan NV SOWAER voor de luchthaven Charleroi-Brussels South (luchthavenstation (3 000 000 passagiers/jaar), voertuigenparkings (1 600 plaatsen op de begane grond en 1 000 plaatsen op de verdiepingen), toegangswegen tot die parkings, banen voor het verkeer van vliegtuigen, vliegtuigparkeerplaatsen verbonden aan het luchthavenstation, waterzuiveringsstation, technische gebouwen, oliepark (opslag van 2 430 m<sup>3</sup> kerosine en 30 m<sup>3</sup> brandstof voor wegverkeer) en opening van nieuwe gemeentewegen) 'bekrachtigt,

- en in zoverre het uitsluit dat die vergunning, verstrekt door de Waalse Regering, zoals de andere door een administratieve overheid verstrekte vergunningen het voorwerp kan uitmaken van een volledige wettigheidstoetsing door de Raad van State op het door een belanghebbende ingestelde beroep tot nietigverklaring, in het bijzonder wanneer dat beroep is ingesteld vóór de inwerkingtreding van dat decreet,

- de regels betreffende de verdeling van de bevoegdheid tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten,

- en de artikelen 10, 11, 13 en 23 van de Grondwet, al dan niet met elkaar in samenhang gelezen, alsook die artikelen in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 9 van het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998, en met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 4589 van de rol van het Hof.

3. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 22 januari 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 23 januari 2009, hebben Paul Fastrez en Henriette Fastrez, wonende te 1040 Brussel, Legerlaan 73, beroep tot vernietiging ingesteld van het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 en, in ondergeschikte orde, van de artikelen 1 tot 4 en 14 van dat decreet.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 4614 van de rol van het Hof.



4. a) Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 23 januari 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 26 januari 2009, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 1 tot 6 van het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 door Jean-Pierre Olivier, wonende te 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Château d'Eau 22, Pierre Deneve, wonende te 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue Vingt Ponts 59/A, Paul Thiry, wonende te 4400 Flémalle, rue des Béguines 34, Antoine Boxus, wonende te 4460 Bierset, avenue de la Gare 92, en Willy Roua, wonende te 4460 Bierset, avenue de la Gare 83.

b) Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 26 januari 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 27 januari 2009, heeft de Vlaamse Regering beroep tot vernietiging ingesteld van de woorden « Luik-Bierset » en van punt a) in artikel 1, 1°, en van artikel 6 van het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 4618 en 4621 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

5. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 26 januari 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 27 januari 2009, heeft de vzw « Inter-Environnement Wallonie », met maatschappelijke zetel te 5000 Namen, boulevard du Nord 6, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 1 tot 4 en 18 van het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 4619 van de rol van het Hof.

6. a) Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 26 januari 2009 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 27 januari 2009, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 en, in ondergeschikte orde, van de artikelen 1 tot 4 en 18 van dat decreet, respectievelijk door de nv « Sartau », met maatschappelijke zetel te 4050 Chaudfontaine, rue de la Béole 52, door de VZW « Charleroi South Air Pur », met maatschappelijke zetel te 6120 Nalinnes, rue Pétrias 109, en Pierre Grymonprez, wonende te 6120 Nalinnes, rue des Sept Petites 24, door de nv « Agrebois », met maatschappelijke zetel te 1200 Brussel, de Broquevillelaan 99, en Yves de le Court, wonende te 1600 Sint-Pieters-Leeuw, Hoogstraat 151, en door Philippe Grisard de la Rochette, wonende te 4870 Trooz, rue Bay Bonnet 18.

b) Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 26 januari 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 28 januari 2009, is beroep tot vernietiging ingesteld van het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 en, in ondergeschikte orde, van artikel 1, 4°, van dat decreet door Nicole Laloux, wonende te 4052 Beaufays, route de l'Abbaye 112, François Gevers, wonende te 4870 Trooz, clos Bois-Lemoine 3, Annabelle Denoël-Gevers, wonende te 4870 Trooz, clos Bois-Lemoine 41, Marc Traversin, wonende te 4870 Trooz, clos Bois-Lemoine 4, Joseph Melard en Chantal Michiels, wonende te 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Centenaire 18, Thierry Regout, wonende te 4870 Trooz, clos Bois-Lemoine 27, René Canfin, wonende te 4632 Magnée-Fléron, rue Résidence Air Pur 32, Georges Lahaye en Jeanine Postelmans, wonende te 4632 Soumagne, rue du Centenaire 22, Christophe Dehousse en Christine Lahaye, wonende te 4632 Soumagne, rue du Centenaire 5, Jean-Marc Lesoinne, wonende te 4632 Cerexhe-Heuseux, rue Nonfays 13, Jacques Teheux en Anne-Marie Larock, wonende te 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Fawtay 2, Bernadette Mestdag, wonende te 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Fawtay 25, Jean-François Seraffin en Françoise Mahoux, wonende te 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Fawtay 16, Ferdinand Wallraf en Mariel Jeanne, wonende te 4632 Cerexhe (Heuseux), rue du Fawtay 7, Agnès Fortemps, wonende te 4632 Cerexhe (Heuseux), rue du Fawtay 5, Georges Seraffin en Jeannine Melen, wonende te 4632 Cerexhe (Heuseux), rue du Fawtay 15A, en de vzw « Groupement Cerexhe-Heuseux/Beaufays », met maatschappelijke zetel te 4052 Beaufays (Chaudfontaine), rue des Grosses Pierres 55.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 4620, 4622, 4623, 4624 en 4628 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

7. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 26 januari 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 27 januari 2009, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 1 tot 4, 15 en 18 van het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 door de vzw « Action et Défense de l'Environnement de la vallée de la Senne et de ses Affluents », met maatschappelijke zetel te 1421 Eigenbrakel, rue du Try 40, de vzw « Réserves Naturelles RNOB », met maatschappelijke zetel te 5000 Namen, rue du Wisconsin 3, Stéphane Banneux, wonende te 1440 Kasteelbrakel, rue Nicolas Baudine 18-20, en Zénon Darquenne, wonende te 1440 Kasteelbrakel, rue Nicolas Baudine 8.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 4626 van de rol van het Hof.

8. a) Bij arresten nrs. 191.951 en 191.950 van 27 maart 2009 in zake respectievelijk Guido Durllet en anderen en Antoine Boxus en Willy Roua tegen het Waalse Gewest, tussenkomende partij: de « Société régionale wallonne du Transport », waarvan de expedities ter griffie van het Hof zijn ingekomen op 3 april 2009, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vragen gesteld:

« 1. Kan artikel 6 van het decreet van het Waals Parlement van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, zonder de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet te schenden, het Waals Parlement ertoe machtigen het ministerieel besluit van 13 september 2006 tot toekenning van een stedenbouwkundige vergunning verstrekt aan 'Société régionale wallonne du Transport' (Gewestelijke Waalse Vervoermaatschappij) voor de verlenging van de start- en landingsbaan van de luchthaven Luik-Bierset te bekrachtigen, zonder de grond van het dossier en de regelmatigheid van de administratieve procedure te onderzoeken?

2. Schendt artikel 6 van het decreet van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, in zoverre het, wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructuur en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, het ministerieel besluit van 13 september 2006 tot toekenning van een stedenbouwkundige vergunning verstrekt aan 'Société régionale wallonne du Transport' (Gewestelijke Waalse Vervoermaatschappij) voor de verlenging van de start- en landingsbaan van de luchthaven Luik-Bierset bekrachtigt en uitsluit dat die door de Waalse Regering afgegeven vergunning, zoals de andere door een administratieve overheid afgegeven vergunningen, het voorwerp kan uitmaken van een volledige wettigheidstoetsing door de Raad van State op beroep tot vernietiging van een belanghebbende, in het bijzonder wanneer dat beroep werd ingesteld vóór de inwerkingtreding van dat decreet,

- de regels die de bevoegdheid tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten verdelen en

- de artikelen 10, 11, 13 en 23 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang onderzocht, alsmede die artikelen in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 9 van het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, gedaan te Aarhus op 25 juni 1988, en artikel 10bis van de richtlijn 85/337/EEG van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, zoals gewijzigd bij de richtlijn 97/11/EG van de Raad van 3 maart 1997 en bij de richtlijn 2003/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 mei 2003, alsmede met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden? ».

b) Bij arresten nrs. 191.953 en 191.952 van 27 maart 2009 in zake respectievelijk Philippe Daras en Bernard Croiselet en Paul Fastrez en Henriette Fastrez, tegen het Waalse Gewest, tussenkomende partij: de nv « Infrabel », waarvan de expeditie ter griffie van het Hof zijn ingekomen op 3 en 6 april 2009, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vragen gesteld:

« 1. Kan artikel 14 van het decreet van het Waals Parlement van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, zonder de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet te schenden, het Waals Parlement ertoe machtigen, om wat betreft het GEN-net en aanhorigheden, toegangs- en aansluitingswegen in verband daarmee, het ministerieel besluit van 9 februari 2006 betreffende de globale vergunning verstrekt aan de NMBS voor de aanleg en de uitbating van het derde en het vierde spoor op Infrabelspoorlijn 124 Brussel-Charleroi tussen de gemeenten Waterloo, Eigenbrakel en Nijvel te bekrachtigen, zonder de grond van het dossier en de regelmatigheid van de administratieve procedure te onderzoeken ?

2. Schendt artikel 14 van het decreet van het Waals Parlement betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, in zoverre het, wat betreft het GEN-net en aanhorigheden, toegangs- en aansluitingswegen in verband daarmee, het ministerieel besluit van 9 februari 2006 betreffende de globale vergunning verstrekt aan de NMBS voor de aanleg en de uitbating van het derde en het vierde spoor op Infrabelspoorlijn 124 Brussel-Charleroi tussen de gemeenten Waterloo, Eigenbrakel en Nijvel bekrachtigt en uitsluit dat die door de Waalse Regering afgegeven vergunning, zoals de andere door een administratieve overheid afgegeven vergunningen, het voorwerp kan uitmaken van een volledige wettigheidstoetsing door de Raad van State op beroep tot vernietiging van een belanghebbende, in het bijzonder wanneer dat beroep werd ingesteld vóór de inwerkingtreding van dat decreet,

- de regels die de bevoegdheid tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten verdelen en

- de artikelen 10, 11, 13 en 23 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang onderzocht, alsmede die artikelen in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 9 van het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, gedaan te Aarhus op 25 juni 1988, en artikel 10bis van de richtlijn 85/337/EEG van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, zoals gewijzigd bij de richtlijn 97/11/EG van de Raad van 3 maart 1997 en bij de richtlijn 2003/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 mei 2003, alsmede met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden ? ».

c) Bij arrest nr. 192.092 van 31 maart 2009 in zake de vzw « Association des Riverains et Habitants des Communes proches de l'Aéroport, B.S.C.A. (Brussels South Charleroi Airport) » en Bernard Page tegen het Waalse Gewest, waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 8 april 2009, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vragen gesteld:

« 1. Kan artikel 7 van het decreet van het Waals Parlement van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, zonder de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet te schenden, het Waals Parlement ertoe machtigen, wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructuur en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, de stedenbouwkundige vergunning van 16 september 2003 afgegeven door de gemachtigde ambtenaar van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen en Erfgoed van Charleroi aan de nv 'SOWAER' strekkende tot de uitvoering van overweldigingswerkzaamheden op de Tintia en de wijziging van het bodemreliëf in het noordoostelijk deel van het luchthavengebied bekrachtigt en uitsluit dat die door de Waalse Regering afgegeven vergunning, zoals de andere door een administratieve overheid afgegeven vergunningen, het voorwerp kan uitmaken van een volledige wettigheidstoetsing door de Raad van State op beroep tot vernietiging van een belanghebbende, in het bijzonder wanneer dat beroep werd ingesteld vóór de inwerkingtreding van dat decreet,

2. Schendt artikel 7 van het decreet van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, in zoverre het, wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructuur en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, de stedenbouwkundige vergunning van 16 september 2003 afgegeven door de gemachtigde ambtenaar van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen en Erfgoed van Charleroi aan de nv 'SOWAER' strekkende tot de uitvoering van overweldigingswerkzaamheden op de Tintia en de wijziging van het bodemreliëf in het noordoostelijk deel van het luchthavengebied bekrachtigt en uitsluit dat die door de Waalse Regering afgegeven vergunning, zoals de andere door een administratieve overheid afgegeven vergunningen, het voorwerp kan uitmaken van een volledige wettigheidstoetsing door de Raad van State op beroep tot vernietiging van een belanghebbende, in het bijzonder wanneer dat beroep werd ingesteld vóór de inwerkingtreding van dat decreet,

- de regels die de bevoegdheid tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten verdelen en

- de artikelen 10, 11, 13 en 23 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang onderzocht, alsmede die artikelen in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 9 van het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, gedaan te Aarhus op 25 juni 1988, en artikel 10bis van de richtlijn 85/337/EEG van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, zoals gewijzigd bij de richtlijn 97/11/EG van de Raad van 3 maart 1997 en bij de richtlijn 2003/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 mei 2003, alsmede met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden ? ».

d) Bij arrest nr. 192.091 van 31 maart 2009 in zake de vzw « Association des Riverains et Habitants des Communes proches de l'Aéroport, B.S.C.A. (Brussels South Charleroi Airport) » en anderen tegen het Waalse Gewest, tussenkomende partij: de nv « Société Wallonne des Aéroports », waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 8 april 2009, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vragen gesteld:

« 1. Kan artikel 9 van het decreet van het Waals Parlement van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, zonder de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet te schenden, het Waals Parlement ertoe machtigen, wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructuur en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, het ministerieel besluit van 27 juli 2005 betreffende de milieuvergunning verstrekt aan de nv 'SOWAER' voor de uitbating van de luchthaven Charleroi-Brussels South te bekrachtigen, zonder de grond van het dossier en de regelmatigheid van de administratieve procedure te onderzoeken ?

2. Schendt artikel 9 van het decreet van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, in zoverre het, wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructuur en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, het ministerieel besluit van 27 juli 2005 betreffende de milieuvergunning verstrekt aan de nv 'SOWAER' voor de uitbating van de luchthaven Charleroi-Brussels South bekrachtigt en uitsluit dat die door de Waalse Regering afgegeven vergunning, zoals de andere door een administratieve overheid afgegeven vergunningen, het voorwerp kan uitmaken van een volledige wettigheidstoetsing door de Raad van State op beroep tot vernietiging van een belanghebbende, in het bijzonder wanneer dat beroep werd ingesteld vóór de inwerkingtreding van dat decreet,

- de regels die de bevoegdheid tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten verdelen en

- de artikelen 10, 11, 13 en 23 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang onderzocht, alsmede die artikelen in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 9 van het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, gedaan te Aarhus op 25 juni 1988, en artikel 10bis van de richtlijn 85/337/EEG van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, zoals gewijzigd bij de richtlijn 97/11/EG van de Raad van 3 maart 1997 en bij de richtlijn 2003/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 mei 2003, alsmede met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden ? ».

e) Bij arrest nr. 192.193 van 2 april 2009 in zake de vzw « Action et Défense de l'Environnement de la vallée de la Senne et de ses Affluents » en anderen tegen het Waalse Gewest, tussenkomende partij : de CVBA « Intercommunale du Brabant wallon », waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 14 mei 2009, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vragen gesteld :

« 1. Is artikel 15 van het decreet van het Waals Parlement van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, in zoverre het het ministerieel besluit van 19 juni 2008 'betreffende de globale vergunning verstrekt aan de intercommunale IBW voor de bouw en de uitbating van het zuiveringsstation op de Hain, 92 000 equivalent-inwoners groot, in de gemeente Kasteelbrakel' bekrachtigt, gebaseerd op motieven die kunnen vallen onder de categorie van de voldoende dringende redenen van algemeen belang teneinde, ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, te verantwoorden dat het Waals Parlement optreedt in de individuele procedure van afgifte van de globale vergunning, waardoor aan die vergunning de waarde wordt verleend van een wetgevende handeling en, in voorkomend geval, dat te dezen een uitzondering wordt gemaakt op het beginsel van de scheiding der machten, al dan niet ten nadele van de personen die het project in rechte betwisten ?

2. Kan artikel 15 van het decreet van het Waals Parlement van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, zonder de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet te schenden, het Waals Parlement ertoe machtigen de globale vergunning van 19 juni 2008 te bekrachtigen, zonder in voorkomend geval de grond van het dossier en inzonderheid de wettigheidskritiek te onderzoeken die de verzoekende partijen hebben geformuleerd in het beroep dat hangende is voor de Raad van State ?

3. Schendt artikel 15 van het decreet van het Waals Parlement van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, in zoverre het het ministerieel besluit van 19 juni 2008 'betreffende de globale vergunning verstrekt aan de intercommunale IBW voor de bouw en de uitbating van het zuiveringsstation op de Hain, 92 000 equivalent-inwoners groot, in de gemeente Kasteelbrakel' bekrachtigt en uitsluit dat die door de Waalse Regering afgegeven vergunning, zoals de andere door een administratieve overheid afgegeven vergunningen, het voorwerp kan uitmaken van een volledige wettigheidstoetsing door de Raad van State op beroep tot vernietiging van een belanghebbende, in het bijzonder wanneer dat beroep werd ingesteld vóór de inwerkingtreding van dat decreet,

- de regels die de bevoegdheid tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten verdelen en

- de artikelen 10, 11, 13 en 23 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang onderzocht, alsmede die artikelen in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 9 van het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, gedaan te Aarhus op 25 juni 1988, en artikel 10bis van de richtlijn 85/337/EEG van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, zoals gewijzigd bij de richtlijn 97/11/EG van de Raad van 3 maart 1997 en bij de richtlijn 2003/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 mei 2003, alsmede met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden ? ».

f) Bij arrest nr. 192.192 van 2 april 2009 in zake de vzw « Le poumon vert de La Hulpe » en anderen tegen het Waalse Gewest, tussenkomende partijen : de nv « Codic België » en de vennootschap naar Amerikaans recht « Federal Express European Services Inc. », waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 14 mei 2009, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vragen gesteld :

« 1. Is artikel 16 van het decreet van het Waals Parlement van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, in zoverre het het ministerieel besluit van 7 juli 2008 'betreffende de milieuvergunning verstrekt aan nv Codic België met als doel de uitbating van een administratief en opleidingscentrum bevattende verscheidene technische installaties op een goed gelegen in Terhulpen, Brusselsesteenweg 135' bekrachtigt, gebaseerd op motieven die kunnen vallen onder de categorie van de voldoende dringende redenen van algemeen belang teneinde, ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, te verantwoorden dat het Waals Parlement optreedt in de individuele procedure van afgifte van de milieuvergunning betreffende een privéproject, waardoor aan die vergunning de waarde wordt verleend van een wetgevende handeling, en, in voorkomend geval, dat te dezen een uitzondering wordt gemaakt op het beginsel van de scheiding der machten, al dan niet ten nadele van de personen die het project in rechte betwisten ?

2. Kan artikel 16 van het decreet van het Waals Parlement van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, zonder de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet te schenden, het Waals Parlement ertoe machtigen de milieuvergunning van 7 juli 2008 te bekrachtigen, zonder, in voorkomend geval, de grond van het dossier betreffende de aanvraag tot vergunning en inzonderheid de bestaanbaarheid van het project met de bescherming van de site waarop het moet worden gevestigd te onderzoeken, terwijl die kwestie de schorsing van de uitvoering van de milieuvergunning heeft verantwoord ?

3. Schendt artikel 16 van het decreet van het Waals Parlement van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, in zoverre het het ministerieel besluit van 7 juli 2008 'betreffende de milieuvergunning verstrekt aan nv Codic België met als doel de uitbating van een administratief en opleidingscentrum bevattende verscheidene technische installaties op een goed gelegen in Terhulpen, Brusselsesteenweg 135' bekrachtigt en uitsluit dat die door de Waalse Regering afgegeven vergunning, zoals de andere door een administratieve overheid afgegeven vergunningen, het voorwerp kan uitmaken van een volledige wettigheidstoetsing door de Raad van State op beroep tot vernietiging van een belanghebbende, in het bijzonder wanneer dat beroep werd ingesteld vóór de inwerkingtreding van dat decreet,

- de regels die de bevoegdheid tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten verdelen en



- de artikelen 10, 11, 13 en 23 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang onderzocht, alsmede die artikelen in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 9 van het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, gedaan te Aarhus op 25 juni 1988, en artikel 10bis van de richtlijn 85/337/EEG van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, zoals gewijzigd bij de richtlijn 97/11/EG van de Raad van 3 maart 1997 en bij de richtlijn 2003/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 mei 2003, alsmede met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden ? ».

g) Bij arrest nr. 192.197 van 2 april 2009 in zake de vzw «Le poumon vert de La Hulpe » en anderen tegen het Waalse Gewest, tussenkommende partijen : nv « Codic België » en de vennootschap naar Amerikaans recht « Federal Express European Services Inc. », waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 14 mei 2009, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vragen gesteld :

« 1. Is artikel 17 van het decreet van het Waals Parlement van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, in zoverre het het ministerieel besluit van 4 juni 2008 'betreffende de [stedenbouwkundige vergunning] verstrekt aan de nv Codic België met als doel de [bouw] van een administratief en opleidingscentrum bevattende verscheidene technische installaties op een goed gelegen in Terhulpen, Brusselsesteenweg 135' bekrachtigt, gebaseerd op motieven die kunnen vallen onder de categorie van de voldoende dringende redenen van algemeen belang teneinde, ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, te verantwoordt dat het Waals Parlement optreedt in de individuele procedure van afgifte van de stedenbouwkundige vergunning betreffende een privéproject, waardoor aan die vergunning de waarde wordt verleend van een wetgevende handeling, en, in voorkomend geval, dat te dezen een uitzondering wordt gemaakt op het beginsel van de scheiding der machten, al dan niet ten nadele van de personen die het project in rechte betwisten ?

2. Kan artikel 17 van het decreet van het Waals Parlement van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, zonder de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet te schenden, het Waals Parlement ertoe machtigen de stedenbouwkundige vergunning van 4 juni 2008 te bekrachtigen, zonder, in voorkomend geval, de grond van het dossier en inzonderheid de bestaanbaarheid van het project met de goede ruimtelijke ordening in tegenwoordigheid van een blijkbaar onwettig gewestplan alsmede de bestaanbaarheid met de wettelijke bepalingen betreffende de gevolgen van de bescherming van de site te onderzoeken, terwijl die vaststellingen tot de schorsing van de uitvoering van de door het gemeentecollege afgegeven vergunning hebben geleid ?

3. Schendt artikel 17 van het decreet van het Waals Parlement van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, in zoverre het het ministerieel besluit van 4 juni 2008 'betreffende de [stedenbouwkundige vergunning] verstrekt aan de nv Codic België met als doel de [bouw] van een administratief en opleidingscentrum bevattende verscheidende technische installaties op een goed gelegen in Terhulpen, Brusselsesteenweg 135' bekrachtigt en uitsluit dat die door de Waalse Regering afgegeven vergunning, zoals de andere door een administratieve overheid afgegeven vergunningen, het voorwerp kan uitmaken van een volledige wettigheidstoetsing door de Raad van State op beroep tot vernietiging van een belanghebbende, in het bijzonder wanneer dat beroep werd ingesteld vóór de inwerkingtreding van dat decreet,

- de regels die de bevoegdheid tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten verdelen en

- de artikelen 10, 11, 13 en 23 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang onderzocht, alsmede die artikelen in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 9 van het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, gedaan te Aarhus op 25 juni 1988, en artikel 10bis van de richtlijn 85/337/EEG van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, zoals gewijzigd bij de richtlijn 97/11/EG van de Raad van 3 maart 1997 en bij de richtlijn 2003/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 mei 2003, alsmede met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden ? ».

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 4673, 4674, 4675, 4678, 4682, 4683, 4706, 4707 en 4708 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

#### B. Rechtspleging

Bij beschikking van 18 februari 2010 heeft het Hof alle zaken samengevoegd.

Bij tussenarrest nr. 30/2010 van 30 maart 2010, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 juni 2010, heeft het Hof :

- de afstand van het beroep toegewezen in de zaak nr. 4623;

- de volgende prejudiciële vragen gesteld aan het Hof van Justitie van de Europese Unie :

- « 1. Dienen de artikelen 2, punt 2, en 9, lid 4, van het Verdrag van Aarhus 'betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden' te worden geïnterpreteerd overeenkomstig de preciseringen aangebracht in de Toepassingsgids met betrekking tot dat Verdrag ?

2. a) Dient artikel 2, punt 2, van het Verdrag van Aarhus zo te worden geïnterpreteerd dat het van de toepassingsfeer van het genoemde Verdrag wetgevende akten uitsluit zoals de stedenbouwkundige vergunningen of milieuvergunningen verleend overeenkomstig de artikelen 1 tot 4 van het decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 'betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan' ?

b) Dient artikel 2, punt 2, van het Verdrag van Aarhus zo te worden geïnterpreteerd dat het van de toepassingsfeer van het genoemde Verdrag wetgevende akten uitsluit zoals de bekrachtigingen van stedenbouwkundige vergunningen of milieuvergunningen vervat in de artikelen 5 tot 9 en 14 tot 17 van hetzelfde decreet ?

c) Dient artikel 1, lid 5, van de richtlijn 85/337/EEG 'betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten' zo te worden geïnterpreteerd dat het van de toepassingsfeer van de genoemde richtlijn wetgevende akten uitsluit zoals de stedenbouwkundige vergunningen of milieuvergunningen verleend overeenkomstig de procedure ingevoerd in de artikelen 1 tot 4 van hetzelfde decreet ?

d) Dient artikel 1, lid 5, van de richtlijn 85/337/EEG zo te worden geïnterpreteerd dat het van de toepassingsfeer van de genoemde richtlijn wetgevende akten uitsluit zoals de bekrachtigingen van stedenbouwkundige vergunningen of milieuvergunningen vervat in de artikelen 5 tot 9 en 14 tot 17 van hetzelfde decreet ?

3. a) Dienen de artikelen 3, lid 9, en 9, leden 2, 3 en 4, van het Verdrag van Aarhus en artikel 10bis van de richtlijn 85/337/EEG zo te worden geïnterpreteerd dat ze zich verzetten tegen een procedure, zoals die welke is ingevoerd in de artikelen 1 tot 4 van hetzelfde decreet, krachtens welke de decreetgever stedenbouwkundige vergunningen en milieuvergunningen uitrekt die door een administratieve overheid zijn voorbereid en die enkel het voorwerp kunnen uitmaken van de in B.6 en B.7 bedoelde beroepen voor het Grondwettelijk Hof en de rechtscolleges van de rechterlijke orde ?

b) Dienen de artikelen 3, lid 9, en 9, leden 2, 3 en 4, van het Verdrag van Aarhus en artikel 10bis van de richtlijn 85/337/EEG zo te worden geïnterpreteerd dat ze zich verzetten tegen de aanneming van wetgevende akten zoals de retroactieve bekrachtigingen vervat in de artikelen 5 tot 9 en 14 tot 17 van hetzelfde decreet, die enkel het voorwerp kunnen uitmaken van de in B.6 en B.7 bedoelde beroepen voor het Grondwettelijk Hof en de rechtscolleges van de rechterlijke orde ?

4. a) Dienen artikel 6, lid 9, van het Verdrag van Aarhus en artikel 9, lid 1, van de richtlijn 85/337/EEG zo te worden geïnterpreteerd dat ze zich verzetten tegen een procedure, zoals die welke is ingevoerd in de artikelen 1 tot 4 van hetzelfde decreet, krachtens welke een decreet dat stedenbouwkundige vergunningen of milieuvergunningen verleent, niet zelf alle elementen dient te bevatten aan de hand waarvan kan worden gecontroleerd of die vergunningen gebaseerd zijn op een adequaat voorafgaand onderzoek, uitgevoerd overeenkomstig de vereisten van het Verdrag van Aarhus en de richtlijn 85/337/EEG ?

b) Dienen artikel 6, lid 9, van het Verdrag van Aarhus en artikel 9, lid 1, van de richtlijn 85/337/EEG zo te worden geïnterpreteerd dat ze zich verzetten tegen de aanneming van wetgevende akten zoals de bekrachtigingen vervat in de artikelen 5 tot 9 en 14 tot 17 van hetzelfde decreet, die zelf niet alle elementen bevatten aan de hand waarvan kan worden gecontroleerd of die vergunningen gebaseerd zijn op een adequaat voorafgaand onderzoek, uitgevoerd overeenkomstig de vereisten van het Verdrag van Aarhus en de richtlijn 85/337/EEG ?

5. Dient artikel 6, lid 3, van de richtlijn 92/43/EEG 'inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna' zo te worden geïnterpreteerd dat het een wetgevende overheid in staat stelt projecten te vergunnen zoals diegene die worden bedoeld in de artikelen 16 en 17 van hetzelfde decreet, terwijl de daaromtrent uitgevoerde effectenstudie door de Raad van State, uitspraak doende volgens de procedure van uiterst dringende noodzakelijkheid, onvolledig werd geacht en in strijd is met een advies van de overheid van het Waalse Gewest die belast is met het ecologisch beheer van het natuurlijk milieu ?

6. Dient, in geval van ontkennend antwoord op de vorige vraag, artikel 6, lid 4, van de richtlijn 92/43/EEG zo te worden geïnterpreteerd dat de verwezenlijking van een infrastructuur bestemd om er het administratief centrum van een private vennootschap te vestigen en er een groot aantal werknemers tewerk te stellen, kan worden beoordeeld als een dwingende reden van groot openbaar belang ? ».

Bij arrest van 16 februari 2012 in de zaak nr. C-182/10 heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie op de vragen geantwoord.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. Bij het Hof zijn verscheidene beroepen tot vernietiging en prejudiciële vragen aanhangig gemaakt betreffende de bestaanbaarheid van het decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 « betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan » met inzonderheid de artikelen 10, 11 en 23, derde lid, 4°, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met verscheidene bepalingen van internationaal recht en van het recht van de Europese Unie.

Bepaalde artikelen van het voormelde decreet van 17 juli 2008 maken zowel het voorwerp uit van beroepen tot vernietiging als van prejudiciële vragen.

*Ten aanzien van het bestreden decreet*

B.2.1. De artikelen 1 tot 4 van het decreet van 17 juli 2008 voeren een procedure *sui generis* in na afloop waarvan de decreetgever zich de bevoegdheid voorbehoudt om de stedenbouwkundige vergunningen, de milieuvergunningen en de globale vergunningen met betrekking tot bepaalde categorieën van handelingen en werken die limitatief zijn opgesomd in artikel 1 van het decreet te verlenen.

B.2.2.1. Zoals zij waren opgesteld vóór het decreet van 20 januari 2011 « houdende wijziging van het decreet van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan », bepaalden die artikelen :

« Artikel 1. De dringende redenen van algemeen belang zijn aangetoond voor de toekenning van de stedenbouwkundige vergunningen, de milieuvergunningen en de globale vergunningen met betrekking tot volgende handelingen en werken :

1° volgende handelingen en werken voor de inrichting van de infrastructuren en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens Luik-Bierset en Charleroi-Brussels South :

a) wat betreft de luchthaven Luik-Bierset :

- de uitbreiding van de vrachtzones Noord voor de vliegtuigparkings en de toekomstige vrachthallen;
- de randweg en de zuidelijke taxibaan;
- de vestiging van de vierde tank van het oliepark;
- het TGV-vrachstation;
- de uitbreiding van de voertuigenparking bezuiden de autosnelweg;
- het toekomstige kantoorgebouw;

b) wat betreft de luchthaven Charleroi-Brussels South :

- de verlenging van de baan, met inbegrip van de oprijwegen en de verlenging van de noordelijke taxibaan daartussen in;

- de verkeerstoren en de radar;
- de uitbreiding van de vliegtuigparking;
- de aanleg van de ontdooiingsruimtes;
- de wegverbinding R3-luchthaven;
- de ringweg en de zuidelijke taxibaan;
- de uitbreiding van het luchthavenstation;
- de uitbreiding van de voertuigenparking;
- het spoorwegstation en de spoorweginfrastructuren;

2° ter uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 11 oktober 2001 tussen de federale overheid, het Vlaamse, het Waalse en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het meerjareninvesteringsplan 2001-2012 van de N.M.B.S., de handelingen en werken op het grondgebied van het Waalse Gewest in verband met het GEN;

3° in het kader van de uitvoering van het gewestelijk structuurplan (deel 3, punt 1.4), aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999, de handelingen en werken in verband met de structurerende openbaar-vervoersmodi voor Charleroi, Luik, Namen en Bergen;

4° de ontbrekende schakels in het wegen- en waterwegennet op het grondgebied van het Waalse Gewest van het trans-Europese vervoersnet bedoeld in Beschikking nr. 884/2004/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 29 april 2004 tot wijziging van Beschikking nr. 1692/96/EG betreffende communautaire richtsnoeren voor de ontwikkeling van een trans-Europees vervoersnet.

Art. 2. Wanneer de handelingen en werken, opgesomd in artikel 1, beoogd zijn in artikel 84 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, wordt de vergunning verstrekt door de Regering of haar gemachtigde op de wijze en met de voorwaarden vastgesteld in artikel 127 van hetzelfde Wetboek, met inbegrip van de wijzen en voorwaarden waarvan sprake in § 3 van dat artikel.

Wanneer de handelingen en werken, opgesomd in artikel 1, een vestiging betreffen in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt artikel 13, lid 2, van dat decreet toegepast.

In afwijking van leden 1 en 2 wordt de vergunningsaanvraag waarvan het bericht van ontvangst of de indiening voorafgaan aan de inwerkingtreding van dit decreet verder behandeld volgens de voor die datum vigerende bepalingen.

Art. 3. Binnen de vijfenveertig dagen na toekenning ervan legt de Regering de stedenbouwkundige vergunning, de milieuvergunning of de globale vergunning betreffende de handelingen en werken waarvan sprake in artikel 1 voor aan het Waalse Parlement. De vergunningen waarvan sprake in artikel 2, lid 3, worden aan het Parlement voorgelegd binnen de vijfenveertig dagen na ontvangst ervan door de Regering.

Het Waals Parlement ratificeert de voorgelegde vergunning binnen de zestig dagen te rekenen van de indiening van het vergunningsdossier bij het bureau van het Waalse Parlement. Wanneer er geen enkel ratificatiedecreet is goedgekeurd binnen voormelde termijn, wordt de vergunning geacht niet verstrekt te zijn.

De termijnen waarvan sprake in leden 1 en 2 worden geschorst tussen 16 juli en 15 augustus.

De door het Waalse Parlement geratificeerde vergunning is uitvoerbaar te rekenen van de bekendmaking van het decreet in het *Belgisch Staatsblad* en de vergunning wordt door de Regering verstuurd overeenkomstig de bepalingen van hetzelfde Wetboek of overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999.

Art. 4. Wanneer een vergunningsaanvraag een geringe wijziging in een door het Waals Parlement geratificeerde vergunning betreft, volgt de aanvraag de regels van het gemene recht van hetzelfde Wetboek of van hetzelfde decreet ».

Artikel 1 van het bestreden decreet werd gedeeltelijk gewijzigd bij het voormelde decreet van 20 januari 2011, dat de werkingssfeer ervan heeft gereduceerd. Die wijziging is te dezen zonder weerslag.

B.2.2.2. Tot op heden werd de procedure bedoeld in de artikelen 1 tot 4 van het decreet van 17 juli 2008 toegepast door de volgende akten :

- het decreet van het Waalse Gewest van 6 november 2008 « tot goedkeuring [lees : houdende verlening] van de eenmalige vergunning afgegeven met het oog op de tenuitvoerlegging van de antenne van Gosselies van de lichte metro van Charleroi, overeenkomstig het decreet van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor dringende redenen van algemeen belang bestaan » (*Belgisch Staatsblad* van 20 november 2008);

- het decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2009 « ter bekrachtiging [lees : houdende verlening] van de vergunning afgeleverd voor de aanleg van een weg van het type RGG (E420) tussen Frasnés-lez-Couvin en Brûly (singelweg Couvin en verkeersverbinding Couvin-Brûly) overeenkomstig het decreet van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan » (*Belgisch Staatsblad* van 20 februari 2009);

- het decreet van het Waalse Gewest van 3 april 2009 « houdende goedkeuring [lees : verlening] van de stedenbouwkundige vergunning toegekend voor de aanleg van de verbinding 'Parc-Sud' van de lichte metro van Charleroi, overeenkomstig het decreet van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan » (*Belgisch Staatsblad* van 16 april 2009), waarbij dat decreet het voorwerp uitmaakt van een beroep tot vernietiging dat hangende is voor het Hof (zaak nr. 4687);

- artikel 129 van het programmadecreet van het Waalse Gewest van 22 juli 2010 « houdende verschillende maatregelen inzake goed bestuur, bestuurlijke vereenvoudiging, energie, huisvesting, fiscaliteit, werkgelegenheid, luchthavenbeleid, economie, leefmilieu, ruimtelijke ordening, plaatselijke besturen, landbouw en openbare werken » (*Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 2010), dat bepaalt dat « de eenmalige vergunning die op 12 mei 2010 bij ministerieel besluit aan de Directie Waterwegen Luik is toegekend voor een complex van sluizen tot verbinding van het Albertkanaal met de Nederlandse Maas en met het Julianakanaal via het Kanaal van Lanaye in 4600 Wezet (4<sup>e</sup> sluis van Lanaye) is goedgekeurd »;

- het decreet van het Waalse Gewest 20 januari 2011 « tot ratificatie [lees : houdende verlening] van de stedenbouwkundige vergunning, bij besluit van de gemachtigd ambtenaar op 16 juli 2010 toegekend aan de nv Infrabel voor de bouw van een stationshal en de inrichting van de nabije omgeving van het GEN-station - lijn 124, te 1410 Waterloo » (*Belgisch Staatsblad* van 26 januari 2011), waarbij dat decreet het voorwerp heeft uitgemaakt van een beroep tot vernietiging dat door het Hof is verworpen bij zijn arrest nr. 100/2012 van 9 augustus 2012;

- het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 2012 « tot goedkeuring [lees : houdende verlening] van de globale vergunning, bij ministerieel besluit afgeleverd op 30 mei 2012 aan de nv NMBS Holding voor de afbraak van het bestaande station, de bouw en de uitbating van het nieuwe multimodaal station van Bergen » (*Belgisch Staatsblad* van 13 juli 2012, tweede editie).

B.2.3. De artikelen 5 tot 17 van het decreet van 17 juli 2008 hebben tot doel reeds toegekende vergunningen te bekrachtigen.

B.2.4. Die artikelen bepalen :

« Art. 5. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructuur en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, het ministerieel besluit van 25 augustus 2005 betreffende milieuvergunning verstrekt aan nv SAB voor de luchthaven Luik-Bierset.



Art. 6. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructuur en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, het ministerieel besluit van 13 september 2006 tot, toekenning van een stedenbouwkundige vergunning verstrekt aan 'Société régionale wallonne du Transport' (Gewestelijke Waalse Vervoermaatschappij) voor de verlenging van de start- en landingsbaan van de luchthaven Luik-Bierset.

Art. 7. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructuur en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, het ministerieel besluit van 16 september 2003 afgeleverd door de gemachtigd ambtenaar van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen en Erfgoed van Charleroi aan de nv SOWAER strekkende tot de uitvoering van overwelvingswerkzaamheden op de Tintia en de wijziging van het bodemreliëf in het noordoostelijk deel van het luchthavengebied.

Art. 8. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructuur en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, het ministerieel besluit van 25 juli 2005 betreffende globale verstrekt aan nv SOWAER voor de luchthaven Charleroi-Brussels South (luchthavenstation (3.000.000 passagiers/jaar), voertuigenparkings (1.600 plaatsen op de begane grond en 1.000 plaatsen op de verdiepingen), toegangswegen tot die parkings, banen voor het verkeer van vliegtuigen, vliegtuigparkeerplaatsen verbonden aan het luchthavenstation, waterzuiveringsstation, technische gebouwen, oliepark (opslag van 2.430 m<sup>3</sup> kerosine en 30 m<sup>3</sup> brandstof voor wegverkeer) en opening van nieuwe gemeentewegen).

Art. 9. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructuur en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, het ministerieel besluit van 27 juli 2005 betreffende de milieuvergunning verstrekt aan de nv SOWAER voor de uitbating van de luchthaven Charleroi-Brussels South.

Art. 10. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructuur en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, de stedenbouwkundige vergunning van 17 juli 2007 afgeleverd door de gemachtigd ambtenaar van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen en Erfgoed van Charleroi aan Belgocontrol (ILS) strekkende tot de verandering en de verplaatsing van het Glide Path, de installatie van een DME- en FFM-antenne en tevens de vervanging van de localiser-antenne van ILS 25.

Art. 11. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructuur en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, de stedenbouwkundige vergunning van 31 januari 2008 afgeleverd door de gemachtigd ambtenaar van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen en Erfgoed van Charleroi aan de nv SOWAER strekkende tot de uitbreiding van de noordelijke taxibaan, met inbegrip van de aanleg van nieuwe banen voor het vliegverkeer met een oppervlakte van 94.000 m<sup>2</sup> (verlenging van de nieuwe taxibaan tot drempel 07), de aanleg van opritten naar de baan, de aanleg van een zijbaan, de nieuwe dienstweg binnen in de luchthavenlocatie met een oppervlakte van 5.500 m<sup>2</sup> en de omleiding van de rue Santos Dumont over een 200 m lang wegvak.

Art. 12. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructuur en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, de stedenbouwkundige vergunning van 14 maart 2008 afgeleverd door de gemachtigd ambtenaar van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen en Erfgoed van Charleroi aan de nv SOWAER strekkende tot de uitvoering van technische werkzaamheden voor de vestiging, de aanleg en de aansluiting van de gezamenlijke materialen die de aanpassing vormen tot Categorie III van approach 25 en de daarmee verbonden verkeerswegen.

Art. 13. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- wat betreft het GEN-net en aanhorigheden, toegangs- en aansluitingswegen in verband daarmee, het ministerieel besluit van 19 april 2005 betreffende de globale vergunning verstrekt aan de N.M.B.S. voor de aanleg en de uitbating van het derde en het vierde spoor op Infrabelspoorlijn 161 Brussel-Namen tussen Terhulpen en Ottignies-Louvain-la-Neuve.

Art. 14. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- wat betreft het GEN-net en aanhorigheden, toegangs- en aansluitingswegen in verband daarmee, het ministerieel besluit van 9 februari 2006 betreffende de globale vergunning verstrekt aan de N.M.B.S. voor de aanleg en de uitbating van het derde en het vierde spoor op Infrabelspoorlijn 124 Brussel-Charleroi tussen de gemeenten Waterloo, Eigenbrakel en Nijvel.

Art. 15. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- het ministerieel besluit van 19 juni 2008 betreffende de globale vergunning verstrekt aan de intercommunale IBW voor de bouw en de uitbating van het zuiveringsstation op de Hain, 92.000 equivalent-inwoners groot, in de gemeente Kasteelbrakel.

Art. 16. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- het ministerieel besluit van 7 juli 2008 betreffende de milieuvergunning verstrekt aan nv Codic België met als doel de uitbating van een administratief en opleidingscentrum bevattende verscheidene technische installaties op een goed gelegen in Terhulpen, Brusselsesteenweg 135.

Art. 17. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- het ministerieel besluit van 4 juni 2008 betreffende de milieuvergunning verstrekt aan de nv Codic België met als doel de uitbating van een administratief en opleidingscentrum bevattende verscheidene technische installaties op een goed gelegen in Terhulpen, Brusselsesteenweg 135 ».

B.2.5. Het decreet is, krachtens artikel 18 ervan, in werking getreden op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, zijnde op 25 juli 2008.

*Ten aanzien van de samengevoegde zaken*

B.3.1. In de zaken nrs. 4620, 4622, 4624 en 4628 hebben verscheidene natuurlijke personen en rechtspersonen een beroep ingediend dat in hoofdorde strekt tot de vernietiging van het volledige bestreden decreet.

De verzoekende partijen in de zaken nr. 4620, de nv « Sartau », en nr. 4624, Philippe Grisard de la Rochette, zijn eigenaars van percelen die zijn gelegen in de nabijheid van het tracé van de autowegverbinding tussen Cerexhe-Heuseux en Beaufays. Die percelen worden beoogd in ministeriële onteigeningsbesluiten, onteigening die wordt verantwoord door de aanleg van die verbinding.

De eerste zestien verzoekende partijen in de zaak nr. 4628 wonen in de nabijheid van het tracé van de autowegverbinding tussen Cerexhe-Heuseux en Beaufays. De zeventiende verzoekende partij in die zaak, de vzw « Groupement Cerexhe-Heuseux-Beaufays », heeft als maatschappelijk doel met name de aanleg van die autowegverbinding te bestrijden.

De eerste verzoekende partij in de zaak nr. 4622, de vzw « Charleroi South Air Pur », heeft als maatschappelijk doel de levenskwaliteit van de bewoners van de zuidelijke rand van Charleroi te behartigen. De tweede verzoekende partij in diezelfde zaak, Pierre Grymonprez, is gedomicilieerd in de nabijheid van het tracé dat werd voorbestemd voor de wegsectie van de E420 die een uitrit ten zuiden van de Charleroi verschaft.

B.3.2. In de zaak nr. 4619 vordert de vzw « Inter-Environnement Wallonie » de vernietiging van de artikelen 1 tot 4 en 18 van het bestreden decreet.

B.3.3.1. De beroepen ingesteld in de samengevoegde zaken nrs. 4618 en 4621 strekken tot de vernietiging van de artikelen 1 tot 4 van het bestreden decreet alsmede van de artikelen 5 en 6 ervan, waarbij respectievelijk het ministerieel besluit van 25 augustus 2005 tot toekenning van een milieuvergunning voor de uitbating van de luchthaven van Luik-Bierset en het ministerieel besluit van 13 september 2006 tot toekenning van een stedenbouwkundige vergunning met het oog op de verlenging van de hoofdbaan van de luchthaven van Luik-Bierset worden bekrachtigd.

In de zaak nr. 4618 zijn de verzoekende partijen omwonenden van de luchthaven Luik-Bierset. In de zaak nr. 4621 wordt het beroep ingesteld door de Vlaamse Regering.

B.3.3.2. In de zaken nrs. 4673 en 4674 zijn daarnaast aan het Hof prejudiciële vragen gesteld door de Raad van State in het raam van beroepen tot nietigverklaring ingesteld door verscheidene omwonenden van de luchthaven Luik-Bierset tegen het ministerieel besluit van 13 september 2006 dat bij het voormelde artikel 6 is bekrachtigd.

B.3.4.1. In de zaak nr. 4626 hebben verscheidene natuurlijke personen en rechtspersonen een beroep ingesteld strekkende tot de vernietiging van de artikelen 1 tot 4, 15 en 18 van het bestreden decreet.

De verzoekende partijen in die zaak zijn, enerzijds, twee verenigingen zonder winstoogmerk waarvan, voor de vzw « Réserves Naturelles RNOB », het maatschappelijk doel erin bestaat « het natuurlijk erfgoed te beschermen en te herstellen, alsook de noodzaak daarvan te bepleiten, in het Waalse Gewest en in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest [...] » en, voor de vzw « Action et Défense de l'Environnement de la vallée de la Senne et de ses Affluents » (ADESA), in het bijzonder de bescherming van het leefmilieu op die plaatsen en, anderzijds, twee natuurlijke personen, Stéphane Banneux en Zénon Darquenne, omwonenden van een site die is gelegen aan de rand van de Hain te Kasteelbrakel, waarop de Waalse Regering, bij besluit van 19 juni 2008, de « Intercommunale du Brabant wallon » (IBW) ertoe heeft gemachtigd een zuiveringsstation te bouwen en te exploiteren.

Artikel 15 van het bestreden decreet bekrachtigt het voormelde besluit van 19 juni 2008. Dat besluit werd zelf voorafgegaan door twee globale vergunningen : de eerste, uitgereikt op 25 augustus 2005, werd geschorst bij het arrest nr. 165.319 van 30 november 2006 van de Raad van State (die het middel ernstig achtte waarbij de motivering van het buitengewone karakter van de afwijking van het gewestplan ten aanzien van artikel 114 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie (WWROSPE) werd bekritiseerd) en werd ingetrokken op 24 mei 2007; de tweede, die dezelfde dag werd uitgereikt, werd vernietigd bij het arrest nr. 183.934 van 6 juni 2008 van de Raad van State (die de ontstentenis van voorafgaande beraadslaging van de gemeenteraad over de aanleg van de wegenis afkeurde).

B.3.4.2. In de zaak nr. 4706 zijn daarnaast aan het Hof prejudiciële vragen gesteld door de Raad van State in het raam van een beroep tot nietigverklaring dat door dezelfde partijen is ingesteld tegen het ministerieel besluit van 19 juni 2008 dat bij artikel 15 van het bestreden decreet is bekrachtigd.

B.3.5.1. In de zaken nrs. 4563, 4592, 4608, 4613 en 4627 hebben verscheidene natuurlijke personen en rechtspersonen een beroep ingesteld dat strekt tot de vernietiging van de artikelen 1 tot 4 en 16 tot 18 van het bestreden decreet.

De verzoekende natuurlijke personen zijn gedomicilieerd in Terhulpen, waar zij daadwerkelijk hun hoofdverblijfplaats hebben. De site waar het project wordt gevestigd dat door de vergunningen die zijn bekrachtigd bij de artikelen 16 en 17 van het decreet wordt gedekt, is gelegen te Terhulpen, aan de onmiddellijke rand van twee « Natura 2000 »-zones, waaronder het Zoniënwoud, met prioritaire habitats, en in de nabijheid van het gebouw waar de natuurlijke personen zijn gedomicilieerd.

De eerste verzoekende vereniging, de vzw « Le poumon vert de La Hulpe », heeft met name de bescherming van het leefmilieu tot doel. De tweede verzoekende vereniging, de vzw « La Hulpe, Notre Village », streeft met name het behoud na van « het uitzonderlijk patrimonium, namelijk de gemeente Terhulpen », terwijl de derde verzoekende vereniging, de vzw « De Vrienden van het Zoniënwoud », onder meer tot doel heeft het natuurlijke en landschappelijke karakter van het Zoniënwoud, zijn ecosysteem, zijn fauna en flora te beschermen.

De bekrachtigde vergunningen werden aan de nv « Codic België » toegekend voor het bouwen van een kantorengedouw dat is bestemd om er het administratief centrum te vestigen van de snelpostfirma « FedEx » voor Europa, het Midden-Oosten, Afrika en het Indisch subcontinent, die er 700 werknemers beoogt tewerk te stellen.

B.3.5.2. In de zaken nrs. 4707 en 4708 zijn daarnaast aan het Hof prejudiciële vragen gesteld door de Raad van State in het raam van beroepen tot nietigverklaring ingesteld bij de Raad van State door de vzw « Le poumon vert de La Hulpe » alsmede door verscheidene natuurlijke personen tegen vergunningen die zijn bekrachtigd bij de artikelen 16 en 17 van het bestreden decreet.

B.3.6. In de zaken nrs. 4589, 4682 en 4683 zijn aan het Hof prejudiciële vragen gesteld door de Raad van State in het raam van beroepen tot nietigverklaring ingesteld door de « Association des Riverains et Habitants des Communes proches de l'Aéroport, B.S.C.A. (Brussels South Charleroi Airport) », alsmede door verscheidene natuurlijke personen tegen de stedenbouwkundige vergunning die op 16 september 2003 werd uitgereikt, tegen het ministerieel besluit van 25 juli 2005 en tegen het ministerieel besluit van 27 juli 2005, respectievelijk bekrachtigd bij de artikelen 7, 8 en 9 van het bestreden decreet.

Geen enkel beroep tot vernietiging werd specifiek tegen de voormelde artikelen 7, 8 en 9 ingesteld.

B.3.7.1. In de zaak nr. 4614 vorderen de consorten Fastrez bij het Hof de vernietiging van de artikelen 1 tot 4, alsook van artikel 14 van het bestreden decreet, waarbij het ministerieel besluit van 9 februari 2006 wordt bekrachtigd, dat de globale vergunning die aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen werd uitgereikt voor de aanleg en de exploitatie, op het grondgebied van drie gemeenten van Waals Brabant, van twee sporen en parkings in het raam van de aanleg van een Gewestelijk Expresnet, bevestigt en aanvult.

B.3.7.2. In de zaken nrs. 4675 en 4678 zijn daarnaast aan het Hof prejudiciële vragen gesteld door de Raad van State in het raam van beroepen tot nietigverklaring ingesteld door Philippe Daras, Bernard Croiselet en door Paul en Henriette Fastrez tegen de bij artikel 14 van het bestreden decreet bekrachtigde vergunning.

*Ten aanzien van de volgorde van onderzoek*

B.4. Het Hof onderzoekt eerst de ontvankelijkheid en de gegrondheid van de beroepen tot vernietiging die met het oog op deze rechtspleging werden samengevoegd, alvorens te antwoorden op de prejudiciële vragen die door de Raad van State aan het Hof werden gesteld.

*Ten aanzien van de ontoevankelijkheid van de beroepen*

B.5.1. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt; bijgevolg is de *actio popularis* niet toelaatbaar.

Dat belang dient te bestaan op het ogenblik van de indiening van het verzoekschrift en dient te blijven bestaan tot de uitspraak van het arrest.

B.5.2.1. In de zaak nr. 4619 vordert de vzw « Inter-Environnement Wallonie » de vernietiging van de artikelen 1 tot 4 en 18 van het bestreden decreet. Zij verwijt de decreetgever met name afbreuk te hebben gedaan aan het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel dat gewaarborgd is voor de omwonenden van de bij die bepalingen beoogde projecten.

Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk die niet haar persoonlijk belang aanvoert, voor het Hof optreedt, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat zij een collectief belang verdedigt; dat haar maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat dit maatschappelijk doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

De vzw « Inter-Environnement Wallonie » heeft tot doel « het beschermen van de integriteit en de diversiteit van het leefmilieu en het bevorderen van een leefmilieu van hoge kwaliteit » op het grondgebied van het Waalse Gewest. Dat maatschappelijk doel is bijzonder en onderscheiden van het algemeen belang.

Bovendien betwist de Waalse Regering niet dat de door die vzw bestreden bepalingen haar maatschappelijk doel ongunstig kunnen raken.

Het beroep in de zaak nr. 4619 is ontvankelijk.

B.5.2.2. Aangezien ten minste een van de verzoekende partijen doet blijken van een belang bij de vernietiging van de artikelen 1 tot 4 en 18 van het bestreden decreet, is het niet nodig dat het Hof zich uitsprekt over de ontvankelijkheid van de andere beroepen gericht tegen de artikelen 1 tot 4 en 18 van het bestreden decreet, in zoverre in die beroepen eenzelfde middel wordt aangevoerd, gericht tegen de ontstentenis van een daadwerkelijk rechtsmiddel.

B.5.3. In de zaken nrs. 4620 en volgende, vermeld in B.3.1, vorderen de verzoekende partijen in hoofddorde de vernietiging van het volledige bestreden decreet. Uit de gegevens van de zaak volgt echter dat zij slechts ongunstig kunnen worden geraakt door artikel 1, 4<sup>o</sup>, van het bestreden decreet in zoverre het toelaat, via wettelijke weg en volgens de procedure beschreven in de artikelen 2 tot 4 van hetzelfde decreet, vergunningen te verlenen met betrekking tot de verwezenlijking van de ontbrekende schakels in het wegennet op het grondgebied van het Waalse Gewest.

De beroepen in de zaken nrs. 4620, 4622, 4624 en 4628 zijn derhalve onontvankelijk in zoverre zij de artikelen 5 tot 18 van het bestreden decreet beogen.

B.5.4.1. In de zaken nrs. 4618 en 4621, vermeld in B.3.3.1, vorderen de verzoekende partijen met name de vernietiging van de artikelen 5 en 6 van het bestreden decreet.

B.5.4.2. In de zaak nr. 4618 zijn alle verzoekende partijen - wier belang door de Waalse Regering niet wordt betwist - omwonenden van de luchthaven Luik-Bierset en ondervinden zij hiervan geluidshinder. Al hun respectieve woningen zijn opgenomen in het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder van die luchthaven.

De tweede, de derde en de vierde verzoekende partij zijn eveneens verzoekers in het kader van een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State ingesteld tegen het ministerieel besluit van 25 augustus 2005 van de minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme van het Waalse Gewest, tot wijziging van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Grâce-Hollogne en tot toekenning aan de nv « SAB Aéroport de Liège » van een milieuvergunning om de luchthaven Luik-Bierset uit te baten. Die vergunning is bekrachtigd bij artikel 5 van het bestreden decreet.

De vierde en de vijfde verzoekende partij zijn eveneens verzoekers in het kader van een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State ingesteld tegen het ministerieel besluit van 13 september 2006 tot toekenning van een stedenbouwkundige vergunning verstrekt aan de « Société régionale wallonne du Transport » (Waalse Gewestelijke Vervoermaatschappij) voor de verlenging van de start- en landingsbaan van de luchthaven Luik-Bierset. Die vergunning is bekrachtigd bij artikel 6 van het bestreden decreet.

Zoals de verzoekende partijen terecht doen opmerken, hebben de artikelen 5 en 6 van het bestreden decreet, alsook de artikelen 1 tot 4 van het voormelde decreet, vermits artikel 1 ervan reeds voorziet in de bekrachtiging van andere vergunningen die in het kader van de ontwikkeling van de luchthaven zullen worden verstrekt, rechtstreeks op hen betrekking.

B.5.4.3. In de zaak nr. 4621 is de verzoekende partij de Vlaamse Regering, die niet hoeft te doen blijken van een belang.

B.5.4.4. De beroepen in de zaken nrs. 4618 en 4621 zijn ontvankelijk.

B.5.5. In de zaak nr. 4614, vermeld in B.3.7.1, vorderen de verzoekende partijen met name de vernietiging van artikel 14 van het bestreden decreet.

Uit de bewoordingen van het verzoekschrift tot vernietiging en uit de memorie van de verzoekende partijen alsook uit stukken die zij hebben ingediend, blijkt dat zij hun woonplaats hebben op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Alleen de eerste van hen beschikt over rechten op het terrein waarvan zij beweren eigenaar te zijn, om van hun belang te doen blijken.

Dat terrein heeft het voorwerp uitgemaakt van een vordering tot onteigening uitgaande van de naamloze vennootschap van publiek recht « Infrabel », vordering gegrond op de wet van 26 juli 1962 « betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte ».



Bij vonnis van 6 juli 2011 heeft de Vrederechter te Eigenbrakel, met toepassing van artikel 7, tweede lid, van de wet van 26 juli 1962, die vordering ingewilligd, na te hebben geoordeeld dat de door de verzoekende partijen geformuleerde middelen afgeleid uit de onwettigheid van het koninklijk besluit van 21 februari 2011 « waarbij de onmiddellijke inbezitting van sommige percelen, nodig voor de bouw van een derde en vierde spoor van de spoorlijn 124 en de aanleg van nieuwe wegen, gelegen op het grondgebied van de gemeente Waterloo van algemeen nut wordt verklaard », niet gegrond zijn.

Dat vonnis heeft tot gevolg dat het eigendomsrecht van de eerste verzoekende partij definitief en zonder voorbehoud is overgegaan van haar patrimonium in dat van de onteigenaar (Cass., 24 oktober 2003, *Arr. Cass.*, 2003, nr. 527).

Dat vonnis is niet vatbaar voor beroep (artikel 8 van de wet van 26 juli 1962).

Uit het voorgaande volgt dat niet blijkt dat de verzoekende partijen thans burens zijn van het in artikel 14 van het bestreden decreet bedoelde vastgoedproject.

De door de verzoekende partijen beschreven situatie kan dan ook niet rechtstreeks en ongunstig door dat artikel worden geraakt.

In die mate is hun beroep tot vernietiging onontvankelijk.

B.5.6. In de zaak nr. 4626, vermeld in B.3.4.1, vorderen de verzoekende partijen met name de vernietiging van de artikelen 15 en 18 van het bestreden decreet. De Waalse Regering betwist hun belang bij het beroep niet.

Uit de stukken die de verzoekende partijen hebben ingediend, blijkt dat zij op 14 juli 2008 bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring en een vordering tot schorsing hebben ingesteld tegen het ministerieel besluit van 19 juni 2008 dat artikel 15 van het decreet van 17 juli 2008 beoogt te bekrachtigen.

Die bekrachtiging verleent aan die bestuurshandeling een decretale waarde en kent met terugwerkende kracht de aard en de kracht van wet eraan toe, zodat de wettigheid ervan niet meer kan worden betwist voor de Raad van State.

Bij de inwerkingtreding van de bestreden bepaling had de Raad van State nog geen uitspraak gedaan over dat beroep. De situatie van de verzoekende partijen kan dan ook rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door artikel 15 van het decreet van 17 juli 2008.

Hetzelfde geldt voor artikel 18 van het bestreden decreet in zoverre het artikel 15 in werking stelt en dus onlosmakelijk ermee is verbonden.

B.5.7.1. In de zaken nrs. 4563 en volgende, vermeld in B.3.5.1, vorderen de verzoekende partijen met name de vernietiging van de artikelen 16 en 17 van het bestreden decreet.

B.5.7.2. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 4563, 4592, 4613 en 4627 hebben op 4 juli 2008 bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring met een vordering tot schorsing ingesteld tegen het ministerieel besluit van 4 juni 2008 dat artikel 17 van het bestreden decreet beoogt te bekrachtigen.

Dezelfde verzoekende partijen hebben op 9 juli 2008 bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring met een vordering tot schorsing ingesteld tegen het ministerieel besluit van 7 juli 2008 dat artikel 16 van het bestreden decreet beoogt te bekrachtigen.

Die bekrachtigingen verlenen aan die bestuurshandelingen een decretale waarde en kennen met terugwerkende kracht de aard en de kracht van wet eraan toe, zodat de wettigheid ervan niet meer kan worden betwist voor de Raad van State (Waaals Parlement, *Parl. St.*, 2007-2008, nr. 805/1, p. 20).

De Raad van State heeft nog geen uitspraak gedaan over die beroepen. De situatie van de verzoekende partijen kan bijgevolg rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door de artikelen 16 en 17 van het bestreden decreet.

B.5.7.3. De verzoekende partij in de zaak nr. 4625 treedt op in haar hoedanigheid van eigenaar van een villa die in de buurt van de in de artikelen 16 en 17 van het bestreden decreet bedoelde site is gelegen. Zij wijst erop dat zij in die hoedanigheid op 8 oktober 2007 een administratief beroep heeft ingesteld, dat ontvankelijk is verklaard, tegen het besluit van het gemeentecollege van de gemeente Terhulpen waarbij aan de nv « Codic België » een milieuv vergunning werd toegekend. Zij wijst eveneens erop dat zij zich voorbereidde om bij de Raad van State beroep in te stellen tegen het ministerieel besluit van 7 juli 2008 toen dat besluit bij artikel 16 van het bestreden decreet werd bekrachtigd.

Hoewel geen enkel beroep op initiatief van die verzoekende partij hangende is voor de Raad van State, is het in de zaak nr. 4625 ingestelde beroep ontvankelijk, om dezelfde redenen als die welke in B.5.7.2 zijn uiteengezet.

B.5.7.4. Het beroep in de zaak nr. 4608 is ingesteld door de vzw « La Hulpe, Notre Village ». In haar verzoekschrift verduidelijkt de vzw :

« De gemeente Terhulpen heeft in de loop der jaren een uitzonderlijk patrimonium ontwikkeld dat voor twee derden uit groengebieden bestaat, uit wijken die elk hun specifieke karakter hebben, hetzij dichte bebouwingen, hetzij ruim gebouwde en groene wijken. De beheerders ervan hebben steeds ernaar gestreefd de voorrang te geven aan een coherente inrichting van wat reeds is gebouwd en van de wegen en voetpaden om er een buitengewone levenskwaliteit te behouden ».

In artikel 3 van de statuten van die vzw wordt haar maatschappelijk doel als volgt omschreven :

« De vereniging heeft tot doel dat uitzonderlijke patrimonium te beschermen. Zij wil het behoud van een landelijke habitat verdedigen door de buitensporige veranderingen van het bestaande onroerend patrimonium te verbieden en door zich te verzetten tegen elk vastgoedproject of elk project van ieder andere aard waarvan de kenmerken het leefmilieu zouden kunnen aantasten, het landschappelijk erfgoed zouden kunnen bedreigen en problemen zouden kunnen veroorzaken op het gebied van milieuverontreiniging, mobiliteit en autoverkeer. Zij kan eveneens initiatieven nemen om waardevolle projecten ten voordele van de inwoners van Terhulpen te ondersteunen.

De vereniging heeft bijgevolg tot doel om dat wat de charme van de gemeente uitmaakt, namelijk de menselijke dimensie, de opmerkelijke landschappen en het landelijke karakter ervan, te beschermen en te bevorderen. Zij wil het beeld verdedigen van een dorp waar het goed is om te wonen.

[...]

De vereniging is eveneens gemachtigd om elk initiatief en elk contact met de administratieve overheden tot stand te brengen en te onderhouden, om haar opmerkingen te doen gelden in het kader van het onderzoek van de vergunningsaanvragen met betrekking tot projecten die in Terhulpen zijn gelegen en om iedere administratieve of gerechtelijke procedure, ook voor de Raad van State of het Grondwettelijk Hof, tegen administratieve vergunningen die zouden zijn verstrekt met betrekking tot vastgoedprojecten of andere projecten die haar maatschappelijk doel raken, in te stellen of eraan deel te nemen.

De vereniging is bovendien gemachtigd om haar maatschappelijk doel te verdedigen in elk geschil waarbij de kwaliteit van het leefmilieu, in de ruime zin van het woord, alsook de duurzame ontwikkeling van de gemeente Terhulpen in gevaar wordt gebracht ».

Het maatschappelijk doel van de vzw is bijzonder en onderscheiden van het algemeen belang. De vzw heeft een belang om de vernietiging te vorderen van bepalingen waarmee de decreetgever bestuurshandelingen heeft bekrachtigd die gevolgen kunnen hebben voor het patrimonium dat zij beoogt te beschermen.

Het beroep in de zaak nr. 4608 is ontvankelijk.

B.5.8. Uit het voorgaande volgt dat de beroepen tot vernietiging ontvankelijk zijn in zoverre zij de artikelen 1 tot 4, 5, 6 en 15 tot 18 van het bestreden decreet beogen; de artikelen 7 tot 9 en 14 worden enkel beoogd in prejudiciële vragen.

*Ten gronde*

*Wat de inachtneming van de normen van internationaal recht en van het recht van de Europese Unie betreft*

B.6.1. In elk van de zaken leiden de verzoekende partijen een eerste middel af uit de schending, door de decreetgever, van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 3, lid 9, en met artikel 9, leden 2 tot 4, van het Verdrag van Aarhus « betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden », alsook met artikel 10bis van de richtlijn 85/337/EEG van 27 juni 1985 « betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten ».

Meer in het bijzonder wordt het bestreden decreet verweten op onverantwoorde wijze de stedenbouwkundige vergunningen en milieuvergunningen betreffende een aantal *a priori* onbepaalde en onbepaalbare projecten (artikelen 1 tot 4 van het voormelde decreet) en betreffende verscheidene specifieke projecten (artikelen 5, 6 en 15 tot 18 van hetzelfde decreet) aan de toetsing van de Raad van State te onttrekken om ze aan de toetsing van het Hof te onderwerpen, terwijl het Hof niet even uitgebreide beroepsmogelijkheden zou bieden als diegene die openstaan voor belanghebbende derden voor de Raad van State.

B.6.2. In sommige zaken wordt het Hof tevens verzocht zich uit te spreken over de grief dat het bestreden decreet op onverantwoorde wijze de stedenbouwkundige vergunningen en milieuvergunningen betreffende verscheidene specifieke projecten zou onttrekken aan de motiveringsplicht. Aldus zou de decreetgever de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6, lid 9, van het Verdrag van Aarhus en met artikel 9, lid 1, van de voormelde richtlijn 85/337/EEG, hebben geschonden.

B.7.1. Het onderzoek door het Hof vereist dat een onderscheid wordt gemaakt tussen, enerzijds, de procedure ingesteld bij de artikelen 1 tot 4 van het bestreden decreet en, anderzijds, de specifieke vergunningen die zijn bekrachtigd bij de artikelen 5 tot 17 van hetzelfde decreet.

B.7.2. Met de artikelen 1 tot 4 van het bestreden decreet behoudt de decreetgever zich de bevoegdheid voor om vanaf 25 juli 2008, datum van inwerkingtreding van het bestreden decreet, stedenbouwkundige vergunningen en milieuvergunningen betreffende categorieën van handelingen en werken opgesomd in artikel 1 van het bestreden decreet uit te reiken na afloop van een procedure *sui generis*.

In de loop van de administratieve fase van de totstandkoming van de vergunning, die voorafgaat aan de saisine van het Waals Parlement, moeten de vereisten in verband met de raadpleging van het publiek in acht worden genomen overeenkomstig de gemeenrechtelijke regels die door de decreetgever zijn geformuleerd en die voortvloeien uit de voormelde richtlijn 85/337/EEG. Bovendien wordt de vergunning verleend overeenkomstig de algemene regels betreffende de toekenning van de stedenbouwkundige vergunningen, milieuvergunningen of globale vergunningen, onder voorbehoud van artikel 2 van het bestreden decreet.

Nadat de vergunning is verleend door de bevoegde administratieve overheid, wordt ze door de Regering overgezonden aan het Parlement binnen een termijn van vijftienveertig dagen te rekenen vanaf de toekenning of de ontvangst ervan. Het Waals Parlement beschikt in principe over zestig dagen om de voorgelegde vergunning aan te nemen. Bij ontstentenis daarvan wordt de vergunning geacht niet te zijn verleend.

B.7.3. Indien de door het Parlement aangenomen vergunning wordt « bekrachtigd en afgekondigd door de Regering », heeft het wetgevend optreden tot gevolg dat aan de uitgereikte vergunning kracht van wet wordt verleend, zodat zij een hiërarchische waarde verkrijgt die gelijkwaardig is met die van de wetskrachtige bepalingen waarmee de in het geding zijnde vergunning werd geacht in overeenstemming te zijn. Daaruit volgt tevens dat de Raad van State niet in staat is zijn toetsing uit te oefenen ten aanzien van dergelijke vergunningen en dat enkel het Grondwettelijk Hof bevoegd is om kennis te nemen van een beroep tot vernietiging of een vordering tot schorsing ervan.

B.7.4. De bekrachtigingen vervat in de artikelen 5 tot 17 van het bestreden decreet verlenen retroactief kracht van wet aan enkele specifieke vergunningen die door de administratieve overheid werden verleend. Die bepalingen hebben dus tot gevolg dat ze aan de Raad van State de beroepen tot nietigverklaring onttrekken die tegen die vergunningen zijn ingesteld. Enkel het Grondwettelijk Hof is bevoegd om kennis te nemen van een beroep tot vernietiging of een vordering tot schorsing ervan.

*Wat de rechterlijke toetsing van de bekrachtigde vergunningen betreft*

B.8.1. Krachtens artikel 142 van de Grondwet en artikel 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof is het Hof bevoegd om de overeenstemming te toetsen van wetskrachtige normen met de regels die de bevoegdheden verdelen tussen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten, alsmede de bestaanbaarheid ervan met de artikelen van titel II « De Belgen en hun rechten » en de artikelen 170, 172 en 191 van de Grondwet.

Daaruit volgt dat het Hof met name bevoegd is om te onderzoeken of de decreetgever de waarborgen vervat zowel in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in verband met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, als in artikel 23, derde lid, 4<sup>o</sup>, ervan, dat het recht op een gezond leefmilieu erkent, heeft geschonden. Het Hof is eveneens bevoegd om bij zijn toetsing van wetskrachtige normen aan de voormelde referentienormen te onderzoeken of de ter toetsing voorgelegde bepalingen bestaanbaar zijn met voor België bindende normen van internationaal recht en van het recht van de Europese Unie waarvan de schending in samenhang met de voormelde grondwetsbepalingen wordt aangevoerd, zoals te dezen artikel 3, lid 9, en artikel 9, leden 2 tot 4, van het Verdrag van Aarhus en artikel 10bis van de richtlijn 85/337/EEG.

B.8.2. Artikel 3, lid 9, van het Verdrag van Aarhus bepaalt :

« Binnen het toepassingsgebied van de relevante bepalingen van dit Verdrag heeft het publiek toegang tot informatie, heeft het de mogelijkheid van inspraak in besluitvorming en heeft het toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden zonder discriminatie op grond van staatsburgerschap, nationaliteit of woonplaats en, in het geval van een rechtspersoon, zonder discriminatie op grond van de plaats van de statutaire zetel of een feitelijk middelpunt van de activiteiten ».

B.8.3. Artikel 9, leden 2 tot 4, van hetzelfde Verdrag bepaalt :

« 2. Elke Partij waarborgt, binnen het kader van haar nationale wetgeving, dat leden van het betrokken publiek

a) die een voldoende belang hebben

dan wel

b) stellen dat inbreuk is gemaakt op een recht, wanneer het bestuursprocesrecht van een Partij dit als voorwaarde stelt,

toegang hebben tot een herzieningsprocedure voor een rechterlijke instantie en/of een ander bij wet ingesteld onafhankelijk en onpartijdig orgaan, om de materiële en formele rechtmatigheid te bestrijden van enig besluit, handelen of nalaten vallend onder de bepalingen van artikel 6 en, wanneer het nationale recht hierin voorziet en onverminderd het navolgende derde lid, andere relevante bepalingen van dit Verdrag.

Wat een voldoende belang en een inbreuk op een recht vormt wordt vastgesteld in overeenstemming met de eisen van nationaal recht en strokend met het doel aan het betrokken publiek binnen het toepassingsgebied van dit Verdrag ruim toegang tot de rechter te verschaffen. Hiertoe wordt het belang van elke niet-gouvernementele organisatie die voldoet aan de in artikel 2, vijfde lid, gestelde eisen voldoende geacht in de zin van het voorgaande onderdeel *a*). Dergelijke organisaties worden tevens geacht rechten te hebben waarop inbreuk kan worden gemaakt in de zin van het voorgaande onderdeel *b*).

De bepalingen van dit tweede lid sluiten niet de mogelijkheid uit van een herzieningsprocedure voor een bestuursrechtelijke instantie en laten onverlet de eis van het uitputten van de bestuursrechtelijke beroepsgang alvorens over te gaan tot rechterlijke herzieningsprocedures, wanneer die eis bestaat naar nationaal recht.

3. Aanvullend op en onverminderd de in het voorgaande eerste en tweede lid bedoelde herzieningsprocedures, waarborgt elke Partij dat leden van het publiek, wanneer zij voldoen aan de eventuele in haar nationale recht neergelegde criteria, toegang hebben tot bestuursrechtelijke of rechterlijke procedures om het handelen en nalaten van privé-personen en overheidsinstanties te betwisten die strijdig zijn met bepalingen van haar nationale recht betreffende het milieu.

4. Aanvullend op en onverminderd het voorgaande eerste lid, voorzien de in het voorgaande eerste, tweede en derde lid bedoelde procedures in passende en doeltreffende middelen, met inbegrip van, zo nodig, een dwangmiddel tot rechtsherstel en zijn zij billijk, snel en niet onevenredig kostbaar. Beslissingen ingevolge dit artikel zijn schriftelijk of worden schriftelijk vastgelegd. Beslissingen van rechterlijke instanties, en waar mogelijk van andere organen, zijn voor het publiek toegankelijk ».

B.8.4. Artikel 10*bis* van de voormelde richtlijn 85/337/EEG bepaalde :

« De lidstaten zorgen ervoor dat, in overeenstemming met het toepasselijke nationale rechtsstelsel, leden van het betrokken publiek die :

a) een voldoende belang hebben, dan wel

b) stellen dat inbreuk is gemaakt op een recht, wanneer het bestuursprocesrecht van een lidstaat dit als voorwaarde stelt,

in beroep kunnen gaan bij een rechtbank of een ander bij wet ingesteld onafhankelijk en onpartijdig orgaan om de materiële of formele rechtmatigheid van enig besluit, handelen of nalaten vallend onder de bepalingen betreffende de inspraak van het publiek van deze richtlijn aan te vechten.

De lidstaten bepalen in welk stadium de besluiten, handelingen of nalatigheden kunnen worden aangevochten.

Wat een voldoende belang dan wel een inbreuk op een recht vormt, wordt bepaald door de lidstaten in het licht van de doelstelling om het publiek een ruime toegang tot de rechter te verlenen. Te dien einde wordt het belang van een niet-gouvernementele organisatie die voldoet aan de vereisten van artikel 1, lid 2, geacht voldoende te zijn in de zin van punt a) van dit artikel. Tevens worden die organisaties geacht rechten te hebben waarop inbreuk kan worden gemaakt in de zin van punt b) van dit artikel.

De bepalingen van dit artikel sluiten een toetsingsprocedure in eerste instantie bij een bestuursrechtelijke instantie niet uit en doen niet af aan de eis dat de bestuursrechtelijke toetsingsprocedures doorlopen moeten zijn alvorens beroep bij een rechterlijke instantie kan worden ingesteld, wanneer die eis bestaat naar nationaal recht.

Een dergelijke procedure moet eerlijk, billijk en snel zijn en mag niet buitensporig kostbaar zijn.

Ter verhoging van de effectiviteit van het bepaalde in dit artikel dragen de lidstaten er zorg voor dat het publiek praktische informatie wordt verstrekt over toegang tot beroepsprocedures bij bestuursrechtelijke en rechterlijke instanties ».

B.8.5. De richtlijn 85/337/EEG werd ingetrokken bij artikel 14 van de richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 « betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten ». Artikel 11 van die richtlijn herhaalt evenwel in essentie de inhoud van artikel 10*bis* van de voormelde richtlijn 85/337/EEG vermits het bepaalt :

« 1. De lidstaten zorgen ervoor dat, in overeenstemming met het toepasselijke nationale rechtsstelsel, leden van het betrokken publiek die :

a) een voldoende belang hebben, dan wel

b) stellen dat inbreuk is gemaakt op een recht, wanneer het bestuursprocesrecht van een lidstaat dit als voorwaarde stelt,

in beroep kunnen gaan bij een rechtbank of een ander bij wet ingesteld onafhankelijk en onpartijdig orgaan om de materiële of formele rechtmatigheid van enig besluit, handelen of nalaten vallend onder de bepalingen betreffende de inspraak van het publiek van deze richtlijn aan te vechten.

2. De lidstaten bepalen in welk stadium een besluit, handelen of nalaten kan worden aangevochten.

3. Wat een voldoende belang dan wel een inbreuk op een recht vormt, wordt bepaald door de lidstaten in het licht van de doelstelling om het publiek een ruime toegang tot de rechter te verlenen. Te dien einde wordt het belang van een niet-gouvernementele organisatie die voldoet aan de vereisten van artikel 1, lid 2, geacht voldoende te zijn in de zin van lid 1, onder a), van dit artikel. Tevens worden die organisaties geacht rechten te hebben waarop inbreuk kan worden gemaakt in de zin van lid 1, onder b), van dit artikel.

4. De bepalingen van dit artikel sluiten een toetsingsprocedure in eerste instantie bij een bestuursrechtelijke instantie niet uit en doen niet af aan de eis dat de bestuursrechtelijke toetsingsprocedures doorlopen moeten zijn alvorens beroep bij een rechterlijke instantie kan worden ingesteld, wanneer die eis bestaat naar nationaal recht.

Een dergelijke procedure moet eerlijk, billijk en snel zijn en mag niet buitensporig kostbaar zijn.

5. Ter verhoging van de effectiviteit van het bepaalde in dit artikel dragen de lidstaten er zorg voor dat het publiek praktische informatie wordt verstrekt over toegang tot beroepsprocedures bij bestuursrechtelijke en rechterlijke instanties ».

B.9.1. Die Europese en internationale bepalingen vereisen dat de rechtmatigheid van de vergunningen die onder het toepassingsgebied ervan vallen, in beginsel ten gronde en wat de gevolgde procedure betreft, wordt getoetst door een rechtscollege of door enig ander onafhankelijk en onpartijdig orgaan.

B.9.2. Met zijn arrest nr. 30/2010 heeft het Hof aan het Hof van Justitie van de Europese Unie vragen gesteld over de interpretatie die aan die bepalingen dient te worden gegeven.

Bij zijn arrest van 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, heeft het Hof van Justitie geantwoord :

« 45. Uit artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus, gelezen in samenhang met de artikelen 6 en 9 ervan, alsmede uit artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 blijkt dat noch dit verdrag noch deze richtlijn van toepassing is op projecten die worden aangenomen bij een wetgevingshandeling die voldoet aan de in punt 31 van dit arrest genoemde voorwaarden (zie arrest *Boxus e.a.*, reeds aangehaald, punt 50).



46. Met betrekking tot andere projecten, dat wil zeggen projecten die worden aangenomen bij een andere dan een wetgevingshandeling of bij een wetgevingshandeling die deze voorwaarden niet vervult, volgt reeds uit de bewoordingen van artikel 9, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en artikel 10bis van richtlijn 85/337 dat de lidstaten dienen te voorzien in een beroepsmogelijkheid bij een rechterlijke instantie of een ander bij wet ingesteld onafhankelijk en onpartijdig orgaan om de materiële of formele rechtmatigheid aan te vechten van enig besluit, handelen of nalaten dat binnen de werkingssfeer van artikel 6 van het Verdrag van Aarhus of van richtlijn 85/337 valt (zie arrest Boxus e.a., punt 51).

47. Op grond van hun procedurele autonomie en mits zij het gelijkwaardigheids- en het effectiviteitsbeginsel eerbiedigen, beschikken de lidstaten bij de uitvoering van artikel 9, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en artikel 10bis van richtlijn 85/337 over speelruimte. Met name is het hun zaak te bepalen welke rechterlijke instantie of welk bij wet ingesteld onafhankelijk en onpartijdig orgaan bevoegd is om kennis te nemen van de in die bepalingen bedoelde beroepen en volgens welke procedureregels uitspraak wordt gedaan, voor zover de voormelde bepalingen in acht zijn genomen (zie arrest Boxus e.a., punt 52).

48. Artikel 9 van het Verdrag van Aarhus en artikel 10bis van richtlijn 85/337 zouden evenwel ieder nuttig effect verliezen wanneer het enkele feit dat een project wordt vastgesteld bij een wetgevingshandeling die niet aan de in punt 31 van dit arrest genoemde voorwaarden voldoet, meebrengt dat tegen deze handeling geen enkele beroepsmogelijkheid in de zin van die bepalingen openstaat om de materiële of formele rechtmatigheid ervan aan te vechten (zie arrest Boxus e.a., punt 53) ».

B.9.3. Zoals werd aangegeven in B.7.3 en B.7.4, heeft het bestreden decreet tot gevolg dat alleen het Hof bevoegd is om de daarin bedoelde vergunningen te vernietigen of te schorsen.

Het Hof is echter niet bevoegd om een exhaustieve materiële en formele toetsing uit te voeren van de handelingen ter voorbereiding van de bekrachtiging of de aanneming van de in het geding zijnde vergunningen, zelfs aan de regels van internationaal en Europees recht die vervat zijn in het Verdrag van Aarhus of in de richtlijn 85/337/EEG.

Hoewel het Hof, via de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, erop toeziet dat de wetgever zijn verplichting van voorafgaande aanmelding bij de Europese Commissie in acht neemt, kan het, wanneer de schending van die verplichting, ten aanzien van het recht van de Europese Unie, een fundamentele procedurefout vormt, de bevoegdheden die door de Grondwetgever en de bijzondere wetgever aan het Hof werden toegewezen, niet uitbreiden zodat ze een dergelijke formele toetsing overstijgen, en zelf de materiële toetsing uitvoeren van de inachtneming van de procedureregels in milieuaangelegenheden die voorafgaan aan de aanneming van de bestreden wetgevingshandeling.

B.9.4. De omvang van de toetsing door het Grondwettelijk Hof kan bijgevolg niet worden gelijkgesteld met die van de toetsing door de Raad van State, zodat de bevoegdheid van het grondwettelijke rechtscollege zoals die voortvloeit uit de Grondwet en uit de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, niet volstaat om te voldoen aan de vereisten inzake rechterlijke toetsing, wanneer de projecten binnen de werkingssfeer van het Verdrag van Aarhus en van de richtlijn 85/337/EEG vallen.

B.10.1. De categorie van burgers aan wie die vergunningen nadeel berokkenen, wordt dus op verschillende wijze behandeld ten opzichte van de andere burgers wat de jurisdictionele waarborg betreft die bij artikel 159 van de Grondwet, artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens (met name in het kader van de bij de artikelen 6, 8 en 14 ervan gewaarborgde rechten) en bij artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State is toegekend, aangezien die vergunningen niet meer het voorwerp kunnen uitmaken van een beroep tot nietigverklaring voor een rechter die, zoals de Raad van State, beschikt over een toetsingsbevoegdheid die zich uitstrekt tot zowel de grond van de bestreden vergunning als de procedure voorafgaand aan de aanneming ervan.

Een dergelijk verschil in behandeling is discriminerend, behalve indien het op een wettige doelstelling berust en redelijk is verantwoord.

B.10.2. In de memorie van toelichting bij het ontwerpdecreet werd gepreciseerd :

« De doelstelling die wordt nagestreefd met de ontworpen decreetsbepalingen met betrekking tot de gewestelijke vergunningen bestaat erin de bekrachtiging door het Waals Parlement mogelijk te maken van bepaalde vergunningen uitgereikt door de gemachtigd ambtenaar of gezamenlijk door de gemachtigd ambtenaar en de technisch ambtenaar of, op beroep, door de Regering. Sinds verscheidene jaren merkt men immers een groeiende belangstelling van het Waals Parlement voor de opvolging van dossiers die het plaatselijk belang overstijgen. De talrijke parlementaire vragen die worden gesteld en de talrijke interpellaties die in het Parlement worden gehouden over het stadium van onderzoek van de vergunningsaanvragen voor diverse projecten getuigen daarvan.

[...]

Indien de verandering van bevoegd rechtscollege in die zin zou moeten worden gezien dat zij een verschil in behandeling onder de omwonenden met zich meebrengt naargelang een gemeenrechtelijk project dan wel een project waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan op hen betrekking heeft - *quod non* -, zou dat verschil verantwoord zijn door het objectieve verschil tussen de aanvragen voor gemeenrechtelijke vergunningen en de aanvragen voor vergunningen voor dat type project.

De projecten waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan verschillen immers per definitie van de gemeenrechtelijke projecten in zoverre zij projecten van algemeen belang zijn. Er bestaan immers objectieve criteria die maken dat een project al dan niet van algemeen belang is en die, ten aanzien van het Waalse Gewest, te maken hebben met het sociale of economische karakter ervan, dan wel met het karakter ervan op het vlak van energie, mobiliteit, patrimonium of milieu.

[...]

De wil van de Regering bestaat erin het Waals Parlement te betrekken bij haar beleid inzake duurzame ontwikkeling van het Waalse grondgebied. Daartoe wil zij de rol van het Waals Parlement, wat de besluitvorming met betrekking tot projecten betreft, niet beperken tot de mogelijkheid van parlementaire vragen en interpellaties alleen. Daarbij gaat het erom het Waals Parlement bij de besluitvorming te betrekken door het Parlement de bevoegdheid toe te kennen de bekrachtiging van uitgereikte vergunningen te weigeren » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2007-2008, nr. 805/1, pp. 1 tot 7).

Tijdens de commissiebesprekingen werd voorts gepreciseerd :

« Men mag evenmin vergeten dat de werkelijke doelstelling van de tekst erin bestaat bepaalde 'verzande' dossiers, vandaag 13 in getal en morgen misschien meer, uit de procedurele impasse te halen.

[...]

De heer [...] merkt het hiaat op dat bestaat tussen de nagestreefde doelstelling die wordt voorgesteld in de memorie van toelichting, enerzijds, en de doelstelling zoals zij blijkt uit de herhaalde verklaringen van de minister in de media, waar hoofdzakelijk sprake ervan is de beroepen bij de Raad van State te beperken, anderzijds. Daarbij dient een enorme

hypocrisie te worden aangeklaagd; in de memorie van toelichting heeft men durven te schrijven dat 'in tegenstelling met wat de CWEDD (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling) beweert, in de ontworpen tekst het niet erom gaat een vermindering van het aantal contentieuze beroepen te beogen', terwijl overal in de pers slechts daarvan sprake is: de beroepen vermijden » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2007-2008, nr. 805/5, pp. 10 en 16).

Voorts werd onderstreept dat het bestreden decreet « het mogelijk » moest « maken de sereniteit in bepaalde dossiers terug te vinden » (*ibid.*, p. 12) waarbij wordt vermeden dat « vanuit het decreet WWROSPE of het milieudecreet, interpretaties door het rechtcollege waarbij beroepen zijn ingesteld, [...] het algemeen belang in gevaar brengen ». Het werd aldus noodzakelijk geacht « dat op hol slaan van de procedure waarbij de Raad van State de decreten op extreme wijze interpreteert, te stoppen » (*ibid.*, p. 16).

De minister verduidelijkte voorts :

« [...] de protesten hebben niet zozeer betrekking op de procedure, maar op het feit dat de protesteerdere niet willen dat een vergunning wordt uitgereikt, om redenen die met een persoonlijk belang te maken hebben. Hij citeert in dat verband het voorbeeld van de vallei van de Hain en wijst erop dat de protesteerder niet van een dergelijk zuiveringsstation wil horen spreken, reden waarom hij om het even welk motief zoekt dat hem de mogelijkheid zou bieden de installatie ervan te beletten. Hij gaat ervan uit dat het daarbij gaat om een strijd waarbij het particulier belang en het algemeen belang tegenover elkaar worden geplaatst. De heer minister wijst erop dat hij de vergunning kan verlenen, maar dat het Parlement, natuurlijke behoeder van het gewestelijk belang, zonder betwisting het meest geschikt is om het bestaan van het gewestelijk belang te bevestigen.

[...]

Dhr. minister verzoekt zijn tegenstanders te zweren dat zij in de toekomst dat ontwerpdecreet nooit zullen gebruiken omdat zij dat niet nodig zouden hebben. Volgens dhr. minister kan niemand iets dergelijks zeggen aangezien zelfs de mandatarissen van de oppositie bij dat ontwerpdecreet belang hebben, bewust als ze zijn van het NIMBY-fenomeen en van het feit dat de voorrang dient te worden gegeven aan het algemeen belang ten opzichte van het particulier belang van één persoon » (*ibid.*, pp. 31-32).

B.10.3. Uit het voorgaande blijkt dat de decreetgever, door het bestreden decreet aan te nemen, tot doel had de parlementsleden te betrekken bij het aannemen van bepaalde vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, teneinde een grotere democratische legitimiteit eraan te verlenen en een grotere rechtszekerheid te waarborgen voor de belangrijke bouwplaatsen die daarvan het voorwerp waren.

B.11. Artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus bepaalt dat de organen of instellingen die optreden in een rechterlijke of wetgevende hoedanigheid niet kunnen worden gelijkgesteld met « overheidsinstanties » in de zin van het Verdrag.

Artikel 1, lid 5, van de voormelde richtlijn 85/337/EEG bepaalde :

« Deze richtlijn is niet van toepassing op projecten die in detail worden aangenomen via een specifieke nationale wet, aangezien de doelstellingen die met de onderhavige richtlijn worden nagestreefd, met inbegrip van de verstrekking van gegevens, dan worden bereikt via de wetgevingsprocedure ».

Artikel 1, lid 4, van de voormelde richtlijn 2011/92/EU herhaalt die bepaling.

B.12.1. Door het Hof ondervraagd over de draagwijdte van artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en artikel 1, lid 5, van de richtlijn 85/337/EEG, heeft het Hof van Justitie geoordeeld :

« 30. Artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 houdt in dat deze richtlijn, wanneer de doelstellingen ervan, met inbegrip van de verstrekking van gegevens, via een wetgevingsprocedure worden bereikt, niet van toepassing is op het betrokken project (zie arrest van 19 september 2000, Linster, C-287/98, Jurispr. blz. I-6917, punt 51, en arrest Boxus e.a., reeds aangehaald, punt 36).

31. Deze bepaling stelt de uitsluiting van een project van de werkingssfeer van richtlijn 85/337 afhankelijk van twee voorwaarden. De eerste voorwaarde is, dat het project in detail wordt aangenomen via een specifieke wet. De tweede voorwaarde is, dat de doelstellingen van deze richtlijn, daaronder begrepen die van de verstrekking van gegevens, via de wetgevingsprocedure worden bereikt (zie arrest van 16 september 1999, WWF e.a., C-435/97, Jurispr. blz. I-5613, punt 57, en arrest Boxus e.a., punt 37).

32. De eerste voorwaarde impliceert om te beginnen dat het project via een specifieke wetgevingshandeling wordt vastgesteld. Dienaangaande zij erop gewezen dat de begrippen 'project' en 'vergunning' in artikel 1, lid 2, van richtlijn 85/337 worden omschreven. Bijgevolg valt een wetgevingshandeling houdende vaststelling van een project slechts binnen de werkingssfeer van artikel 1, lid 5, van deze richtlijn, wanneer zij specifiek is en dezelfde kenmerken als een dergelijke vergunning heeft. De wetgevingshandeling moet met name de opdrachtgever het recht geven om het project uit te voeren (zie reeds aangehaalde arresten WWF e.a., punt 58, en Boxus e.a., punt 38).

33. Verder moet het project tot in detail - dat wil zeggen voldoende nauwkeurig en definitief - worden vastgesteld, zodat de wetgevingshandeling tot vaststelling ervan, net als een vergunning, alle door de wetgever in aanmerking genomen onderdelen moet omvatten die relevant zijn voor de beoordeling van de milieueffecten (zie arresten WWF e.a., punt 59, en Boxus e.a., punt 39). Uit de wetgevingshandeling moet dus blijken dat de doelstellingen van richtlijn 85/337 in het geval van het betrokken project zijn bereikt (zie reeds aangehaalde arresten Linster, punt 56, en Boxus e.a., punt 39).

34. Uit het voorgaande volgt dat een wetgevingshandeling niet kan worden geacht een project in detail te hebben aangenomen in de zin van artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337, wanneer zij niet ziet op alle onderdelen van het project die nodig zijn om de milieueffecten te beoordelen, of de vaststelling van andere handelingen vergt om de opdrachtgever het recht te geven het project te verwezenlijken (zie arresten WWF e.a., punt 62; Linster, punt 57, en Boxus e.a., punt 40).

35. Aangaande de tweede voorwaarde blijkt uit artikel 2, lid 1, van richtlijn 85/337 dat de belangrijkste doelstelling van richtlijn 85/337 is, dat de projecten die een aanzienlijk milieueffect kunnen hebben, met name gezien hun aard, omvang of ligging, vóór de verlening van de vergunning worden onderworpen aan een beoordeling van die effecten (zie arresten Linster, punt 52, en Boxus e.a., punt 41).

36. De vijfde overweging van de considerans van richtlijn 85/337 preciseert voorts dat de beoordeling dient plaats te vinden aan de hand van passende informatie die door de opdrachtgever wordt verstrekt en eventueel wordt aangevuld door de autoriteiten en het publiek voor wie het project gevolgen kan hebben (zie arresten WWF e.a., punt 61; Linster, punt 53, en Boxus e.a., punt 42).

37. Bijgevolg dient de wetgever, wanneer het project wordt aangenomen, over voldoende informatie te beschikken. Ingevolge artikel 5, lid 3, van richtlijn 85/337 en bijlage IV daarbij moet de door de opdrachtgever te verstrekken informatie ten minste een beschrijving van het project bevatten, met informatie omtrent vestigingsplaats, aard en omvang van het project, een beschrijving van de beoogde maatregelen om aanzienlijke nadelige effecten te vermijden, te beperken en zo mogelijk te verhelpen, en de nodige gegevens om de vermoedelijke significante milieueffecten van het project te kunnen bepalen en beoordelen (zie arresten Linster, punt 55, en Boxus e.a., punt 43).

38. Gelet op de kenmerken van procedures ter goedkeuring van een ontwerp in meerdere fasen, verzet richtlijn 85/337 zich niet ertegen dat één enkel project wordt goedgekeurd bij twee handelingen van nationaal recht, die samen als een vergunning in de zin van artikel 1, lid 2, ervan worden beschouwd (zie in die zin arrest van 4 mei 2006, Commissie/Verenigd Koninkrijk, C-508/03, Jurispr. blz. I-3969, punt 102). Bijgevolg kan de wetgever bij de vaststelling van de definitieve handeling tot goedkeuring van een project steunen op informatie die in het kader van een voorafgaande administratieve procedure is verzameld (zie arrest Boxus e.a., punt 44).

39. Het bestaan van een dergelijke administratieve procedure kan evenwel niet ertoe leiden dat een project kan worden geacht overeenkomstig artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 in detail bij een specifieke wet te zijn aangenomen, wanneer die wet niet de twee in punt 31 van het onderhavige arrest genoemde voorwaarden vervult. Zoals het Hof heeft geoordeeld in punt 45 van het reeds aangehaalde arrest Boxus e.a. kan een wetgevingshandeling die een reeds bestaande bestuurshandeling zuiver en eenvoudig 'ratificeert', en daarbij louter gewag maakt van dringende redenen van algemeen belang zonder dat eerst een wetgevingsprocedure ten gronde is gevoerd om aan die voorwaarden te voldoen, derhalve niet als een specifieke wet in de zin van deze bepaling worden aangemerkt, zodat zij niet volstaat om een project van de werkingssfeer van richtlijn 85/337 uit te sluiten.

40. In het bijzonder kan een wetgevingshandeling die is aangenomen zonder dat de leden van het wetgevingsorgaan over de in punt 37 van het onderhavige arrest vermelde informatie beschikten, niet binnen de werkingssfeer van artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 vallen (zie arrest Boxus e.a., punt 46).

41. Het staat aan de nationale rechter, uit te maken of deze voorwaarden zijn vervuld. Daarbij moet hij rekening houden zowel met de inhoud van de wetgevingshandeling als met de volledige wetgevingsprocedure die tot de vaststelling ervan heeft geleid, in het bijzonder met de voorbereidende handelingen en de parlementaire debatten (zie arrest Boxus e.a., punt 47).

[...]

43. Derhalve dient op de tweede vraag te worden geantwoord dat artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 aldus moeten worden uitgelegd dat van de respectieve werkingssferen van deze teksten enkel projecten zijn uitgesloten die in detail worden aangenomen via een specifieke wet, zodat de met deze teksten nagestreefde doelen via de wetgevingsprocedure zijn bereikt. Het staat aan de nationale rechter om, rekening houdend zowel met de inhoud van de vastgestelde wet als met de volledige wetgevingsprocedure die tot de vaststelling ervan heeft geleid, in het bijzonder met de voorbereidende handelingen en de parlementaire debatten, na te gaan of aan deze twee voorwaarden is voldaan. In dit verband kan een wet die een reeds bestaande bestuurshandeling zuiver en eenvoudig 'ratificeert', en daarbij louter gewag maakt van dringende redenen van algemeen belang zonder dat eerst een wetgevingsprocedure ten gronde is gevoerd om aan die voorwaarden te voldoen, niet als een specifieke wet in de zin van deze bepaling worden aangemerkt, zodat een dergelijke wet niet volstaat om een project van de respectieve werkingssferen van dat verdrag en van die richtlijn uit te sluiten » (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.* voormeld).

B.12.2. Uit dat arrest blijkt dat teneinde te kunnen bepalen of een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een wetgevingshandeling al dan niet binnen de werkingssfeer valt van de vereisten inzake materiële of formele rechterlijke toetsing bedoeld in artikel 10bis van de richtlijn 85/337/EEG en in herinnering gebracht in B.9.1 en B.9.2, de nationale rechter dient na te gaan of met het project de voorwaarden voor de toepassing van artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en van artikel 1, lid 5, van de voormelde richtlijn, zoals zij werden vastgelegd door het Hof van Justitie, al dan niet in acht zijn genomen.

De vereisten inzake rechterlijke toetsing zijn immers slechts opgelegd ten aanzien van de projecten die worden aangenomen bij een andere dan een wetgevingshandeling of bij een wetgevingshandeling die de voorwaarden van artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en van artikel 1, lid 5, van de voormelde richtlijn niet vervult (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punt 46); de specifieke wetgevingshandelingen die beantwoorden aan de voorwaarden van het voormelde arrest *Solvay*, punt 31, ontsnappen aan de voormelde vereisten inzake rechterlijke toetsing.

B.12.3. Uit het voormelde arrest *Solvay e.a.* blijkt dat, om te voldoen aan de voorwaarden van artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en van artikel 1, lid 5, van de voormelde richtlijn, het project om te beginnen tot in detail moet worden vastgesteld, voldoende nauwkeurig en specifiek, door een wetgevingshandeling die dezelfde kenmerken als een vergunning heeft en die de opdrachtgever toelaat het project uit te voeren, waarbij de wetgever alle onderdelen van het project die relevant zijn voor de beoordeling van de milieueffecten in aanmerking heeft genomen (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punten 32-33).

Bovendien moeten de doelstellingen van de richtlijn inzake milieueffectbeoordeling worden bereikt, met name voor wat betreft de terbeschikkingstelling van informatie door de opdrachtgever, eventueel aangevuld door de autoriteiten en het publiek; daartoe dient de wetgever, wanneer het project wordt aangenomen, over voldoende informatie te beschikken die ten minste (1) een beschrijving van het project bevat, met informatie omtrent vestigingsplaats, aard en omvang van het project, (2) een beschrijving van de beoogde maatregelen om aanzienlijke nadelige effecten te vermijden, te beperken en zo mogelijk te verhelpen, en (3) de nodige gegevens om de vermoedelijke significante milieueffecten van het project te kunnen bepalen en beoordelen (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punten 35-37).

In dat opzicht kan de wetgever steunen op informatie die in het kader van de voorafgaande administratieve procedure is verzameld (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punt 38), maar kan hij niet zich ertoe beperken een reeds bestaande bestuurshandeling zuiver en eenvoudig te « ratificeren », en daarbij louter gewag te maken van dwingende redenen van algemeen belang zonder dat eerst een wetgevingsprocedure ten gronde is gevoerd om aan die voorwaarden te voldoen (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punt 39).

B.13. Hoewel het Hof in beginsel niet bevoegd is om, al was het maar via zijn toetsing van de bestaanbaarheid met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, de parlementaire procedure te controleren aan het eind waarvan een wetgevingshandeling werd aangenomen, dient te worden vastgesteld dat in het onderhavige geval de bevoegdheid om rekening te houden « zowel met de inhoud van de wetgevingshandeling als met de volledige wetgevingsprocedure die tot de vaststelling ervan heeft geleid, in het bijzonder met de voorbereidende handelingen en de parlementaire debatten » (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punt 41) voortvloeit uit de noodzaak de werkingssfeer van de in B.9.1 en B.9.2 vermelde vereisten van het recht van de Europese Unie te bepalen.

Die controle kan dus noch met een materiële toetsing, noch met een procedurele toetsing van de grondwettigheid van wetskrachtige bepalingen worden gelijkgesteld, maar vormt een voorafgaand onderzoek, opgelegd bij het recht van de Europese Unie, van de kwalificatie van de bestreden wetgevingshandeling.



*Wat de artikelen 5 tot 17 van het bestreden decreet betreft*

B.14.1. Zoals het Hof in zijn arrest nr. 30/2010 heeft opgemerkt, werd tijdens de aanneming van de artikelen 5 tot 17 van het bestreden decreet aan de parlementsleden slechts een beperkte rol gegeven. Uit de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet blijkt dat hun stem het bestaan van die vergunningen, dat losstaat van de bekrachtiging, niet in het gedrang kon brengen. Het was de parlementsleden overigens verboden de vergunningsaanvraag opnieuw te onderzoeken of de vergunning te wijzigen (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2007-2008, nr. 805/5, p. 36). Er werd hun enkel gevraagd zich uit te spreken over het bestaan van een « gewestelijk belang » of van een « aanzienlijk belang » voor het Waalse Gewest (*ibid.*, pp. 6 en 31).

Uit het onderzoek van de parlementaire voorbereiding blijkt dat de parlementsleden zich klaarblijkelijk ertoe hebben beperkt de aan de vergadering voorgelegde projecten zuiver en eenvoudig te « ratificeren », zodat die bepalingen, daar zij noch de vereisten inzake rechterlijke toetsing die zijn vermeld in B.9.1 en B.9.2, noch de voorwaarden inzake een specifieke wetgevingshandeling die in herinnering zijn gebracht in B.12 in acht nemen, dus een schending inhouden van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 1, lid 5, en 10bis van de richtlijn 85/337/EEG.

B.14.2. Die vaststelling doet geen afbreuk aan het bestaan van een recht van daadwerkelijk beroep, in de zin van artikel 10bis van de voormelde richtlijn 85/337/EEG of van artikel 11 van de voormelde richtlijn 2001/92/EU, tegen de vergunningen die het voorwerp hebben uitgemaakt of hebben kunnen uitmaken van een decreetale bekrachtiging vermits het, aangezien de bestreden artikelen moeten worden vernietigd, aan de Raad van State toekomt toe te zien op de formele en materiële wettigheid van die vergunningen.

B.14.3. Het eerste middel is gegrond in zoverre het gericht is tegen de artikelen 5, 6 en 15 tot 17 van het bestreden decreet.

*Wat de artikelen 1 tot 4 van het bestreden decreet betreft*

B.15.1. In tegenstelling tot de bekrachtigingen vervat in de artikelen 5 tot 17, die betrekking hebben op specifieke projecten, beperken de artikelen 1 tot 4 van het bestreden decreet zich ertoe om, zoals in B.7.2 en B.7.3 in herinnering is gebracht, een procedure *sui generis* in te voeren, die van toepassing is op de categorieën van projecten die zijn vermeld in het bestreden artikel 1.

B.15.2. Zoals zij is georganiseerd, beperkt die procedure zich ertoe te bepalen dat het Parlement de vergunning die aan het Parlement wordt voorgelegd « ratificeert » en dat bij ontstentenis ervan, de vergunning geacht wordt niet te zijn verstrekt (artikel 3).

Er is overigens geen enkele vereiste bepaald ten aanzien van de nadere regels inzake beraadslaging door de decreetgever, in het bijzonder ten aanzien van de inhoud van het project dat aan beraadslaging wordt onderworpen of ten aanzien van de documenten die ter beschikking van de parlementsleden dienen te worden gesteld.

Aldus maakt de procedure ingesteld bij de artikelen 1 tot 4 van het bestreden decreet het niet mogelijk te waarborgen dat zal zijn voldaan aan de in B.12 in herinnering gebrachte vereisten van het recht van de Europese Unie inzake « specifieke wetgevingshandelingen ».

B.15.3. Het eerste middel is gegrond in zoverre het gericht is tegen de artikelen 1 tot 4 van het bestreden decreet.

B.15.4. Aangezien de andere middelen niet tot een ruimere vernietiging zouden kunnen leiden, dienen zij niet te worden onderzocht.

*Wat artikel 18 van het bestreden decreet betreft*

B.16. Aangezien artikel 18 van het bestreden decreet de datum van inwerkingtreding van alle bepalingen van het decreet van 17 juli 2008 bepaalt, zijn de middelen niet gegrond in zoverre zij tegen die bepaling zijn gericht, voor zover zij de datum van inwerkingtreding bepaalt van bepalingen van het bestreden decreet die niet worden vernietigd.

*Ten aanzien van de prejudiciële vragen*

B.17. Uit de vernietiging van de artikelen 6, 15, 16 en 17, die terugwerkende kracht heeft, volgt dat de prejudiciële vragen geformuleerd in het kader van de zaken nrs. 4673 en 4674, vermeld in B.3.3.2, in het kader van de zaak nr. 4706, vermeld in B.3.4.2, en in het kader van de zaken nrs. 4707 en 4708, vermeld in B.3.5.2, thans zonder voorwerp zijn.

B.18. Het Hof dient zich daarentegen nog uit te spreken over de prejudiciële vragen die aan het Hof werden gericht in het kader van de zaken nrs. 4589, 4682 en 4683, vermeld in B.3.6, en in het kader van de zaken nrs. 4675 en 4678, vermeld in B.3.7.2. Die zaken hebben respectievelijk betrekking op de bestaanbaarheid van de artikelen 7 tot 9 en 14 van het in het geding zijnde decreet met inzonderheid de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 9 van het voormelde Verdrag van Aarhus en met artikel 10bis van de voormelde richtlijn 85/337/EEG.

In zoverre zij betrekking hebben op de inachtneming van het recht op een daadwerkelijk beroep van de omwonenden die belang hebben bij de nietigverklaring van de in die bepalingen beoogde vergunningen, en rekening houdend met wat is uiteengezet in B.8 tot B.14, dienen die prejudiciële vragen om dezelfde redenen bevestigend te worden beantwoord.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt de artikelen 1 tot 6 en 15 tot 17 van het decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 « betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan »;

- verwerpt de beroepen voor het overige;

- stelt vast dat de prejudiciële vragen in de zaken nrs. 4673, 4674, 4706, 4707 en 4708 zonder voorwerp zijn;

- zegt voor recht :

De artikelen 7 tot 9 en 14 van het decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 « betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan » schenden de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 2, lid 2, en 9, lid 2, van het Verdrag van Aarhus, ondertekend op 25 juni 1998, « betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden » en met de artikelen 1, lid 5, en 10bis van de richtlijn 85/337/EEG van de Raad van 27 juni 1985 « betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten » (thans de artikelen 2, lid 4, en 11 van de richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 « betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten »).

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 22 november 2012.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

R. Henneuse

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2012/206893]

## Auszug aus dem Entscheid Nr. 144/2012 vom 22. November 2012

Geschäftsverzeichnisnrn. 4563, 4592, 4608, 4613, 4625 und 4627 / 4589 / 4614 / 4618 und 4621 / 4619 / 4620, 4622, 4624 und 4628 / 4626 / 4673, 4674, 4675, 4678, 4682, 4683, 4706, 4707 und 4708

In Sachen: Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, erhoben von Marie-Noëlle Solvay und anderen, und Vorabentscheidungsfragen in Bezug auf die Artikel 6 bis 9 und 14 bis 17 desselben Dekrets, gestellt vom Staatsrat.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten R. Henneuse und M. Bossuyt, den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels und P. Nihoul, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten R. Henneuse,

verkündet nach Beratung folgenden Entscheid:

I. A. Gegenstand der Klagen und der Vorabentscheidungsfragen

1. a) Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 25. November 2008 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 26. November 2008 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Marie-Noëlle Solvay, wohnhaft in 1310 La Hulpe, chaussée de Bruxelles 115, Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, und hilfsweise der Artikel 1 bis 4 und 16 bis 18 dieses Dekrets (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 25. Juli 2008, zweite Ausgabe).

b) Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 23. Dezember 2008 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 24. Dezember 2008 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung des vorerwähnten Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008, und hilfsweise der Artikel 1 bis 4 und 16 bis 18 dieses Dekrets: die VoG «Le poumon vert de La Hulpe», mit Vereinigungssitz in 1310 La Hulpe, rue des Combattants 90, Jacques Solvay de la Hulpe, wohnhaft in 1310 La Hulpe, chaussée de Bruxelles 115, und Jean-Marie Solvay de la Hulpe, wohnhaft in 1310 La Hulpe, chaussée de Bruxelles 115.

c) Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 14. Januar 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 15. Januar 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG «La Hulpe, Notre Village», mit Vereinigungssitz in 1310 La Hulpe, avenue Roi Baudouin 19, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 16 und 17 des vorerwähnten Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008.

d) Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 21. Januar 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 22. Januar 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Alix Walsh, wohnhaft in 1310 La Hulpe, chaussée de Bruxelles 117, Klage auf Nichtigerklärung des vorerwähnten Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 und hilfsweise der Artikel 1 bis 4 und 16 bis 18 dieses Dekrets.

e) Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 26. Januar 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 27. Januar 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob André Philips, wohnhaft in 1081 Brüssel, avenue de Jette 45, Klage auf Nichtigerklärung des vorerwähnten Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 und hilfsweise der Artikel 16 und 17 dieses Dekrets.

f) Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 26. Januar 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 27. Januar 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG «les Amis de la forêt de Soignes», mit Vereinigungssitz in 1030 Brüssel, rue Jan Blockx 14, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 1 bis 4 und 16 bis 18 des vorerwähnten Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008.

Diese unter den Nummern 4563, 4592, 4608, 4613, 4625 und 4627 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

2. In seinem Entscheid Nr. 188.742 vom 11. Dezember 2008 in Sachen der VoG «Association des Riverains et Habitants des Communes proches de l'Aéroport, B.S.C.A. (Brussels South Charleroi Airport)», Grégoire Stassin und André Gilliard gegen die Wallonische Region - intervenierende Partei : die «Société Wallonne des Aéroports» AG (abgekürzt «SOWAER») -, dessen Ausfertigung am 22. Dezember 2008 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen ist, hat der Staatsrat folgende Vorabentscheidungsfrage gestellt:

«Verstößt Artikel 8 des Dekrets vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen,

- insofern er den ministeriellen Erlass vom 25. Juli 2005 'über die [Globalgenehmigung], die der SOWAER für den Flughafen Charleroi-Brüssel Süd erteilt worden ist (Flughafengebäude (3 000 000 Fluggäste/Jahr), Pkw-Parkplätze (1 600 Bodenstellplätze und 1 000 Etagenstellplätze) Zufahrtswege zu diesen Parkplätzen, Wasserstraßen, Flugzeugstellplätze in Verbindung mit den Flughafengebäuden, Abwasserkläranlage, technische Gebäude, Kraftstofflager (für die Lagerung von 2 420 m<sup>3</sup> Kerosin und 30 m<sup>3</sup> Kraftstoff für Kraftfahrzeuge) [und Erschließung neuer Gemeindewege]' bestätigt,

- und insofern er ausschließt, dass diese Genehmigung, die durch die Wallonische Regierung erteilt wurde, so wie die anderen von einer Verwaltungsbehörde erteilten Genehmigungen, einer umfassenden Gesetzmäßigkeitskontrolle durch den Staatsrat unterzogen wird, und zwar im Anschluss an eine von einem Interessenshabenden erhobene Nichtigkeitsklage, insbesondere wenn diese Klage vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets erhoben wurde,

- gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung zwischen Staat, Gemeinschaften und Regionen,

- und gegen die Artikel 10, 11, 13 und 23 der Verfassung, an sich oder in Verbindung miteinander sowie in Verbindung mit den Artikeln 8 und 9 des am 25. Juni 1998 in Aarhus unterzeichneten Übereinkommens über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten und mit den Artikeln 6 und 8 der europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten?».

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 4589 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragen.

3. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 22. Januar 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 23. Januar 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Paul Fastrez und Henriette Fastrez, wohnhaft in 1040 Brüssel, avenue de l'Armée 73, Klage auf Nichtigerklärung des vorerwähnten Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008, und hilfsweise der Artikel 1 bis 4 und 14 dieses Dekrets.

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 4614 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragen.

4. a) Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 23. Januar 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 26. Januar 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 1 bis 6 des vorerwähnten Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 : Jean-Pierre Olivier, wohnhaft in 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Château d'Eau 22, Pierre Deneye, wohnhaft in 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue Vingt Ponts 59/A, Paul Thiry, wohnhaft in 4400 Flémalle, rue des Béguines 34, Antoine Boxus, wohnhaft in 4460 Bierset, avenue de la Gare 92, und Willy Roua, wohnhaft in 4460 Bierset, avenue de la Gare 83.

b) Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 26. Januar 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 27. Januar 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Flämische Regierung Klage auf Nichtigerklärung der Wortfolge « Lüttich-Bierset » sowie des Buchstaben a) in Artikel 1 Nr. 1 und des Artikels 6 des vorerwähnten Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008.

Diese unter den Nummern 4618 und 4621 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

5. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 26. Januar 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 27. Januar 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG «Inter-Environnement Wallonie», mit Vereinigungssitz in 5000 Namur, boulevard du Nord 6, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 1 bis 4 und 18 des Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 des vorerwähnten Dekrets.

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 4619 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragen.

6. a) Mit Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 26. Januar 2009 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 27. Januar 2009 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf Nichtigerklärung des vorerwähnten Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008, und hilfsweise der Artikel 1 bis 4 und 18 dieses Dekrets : die «Sartau» AG, mit Gesellschaftssitz in 4050 Chaudfontaine, rue de la Béole 52, die VoG «Charleroi South Air Pur», mit Vereinigungssitz in 6120 Nalinnes, rue Pétrias 109, und Pierre Grymonprez, wohnhaft in 6120 Nalinnes, rue des Sept Petites 24, die «Agrebois» AG, mit Gesellschaftssitz in 1200 Brüssel, avenue de Broqueville 99, und Yves de le Court, wohnhaft in 1600 Sint-Pieters-Leeuw, Hoogstraat 151, und Philippe Grisard de la Rochette, wohnhaft in 4870 Trooz, rue Bay Bonnet 18.

b) Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 26. Januar 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 28. Januar 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung des vorerwähnten Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 und hilfsweise des Artikels 1 Nr. 4 dieses Dekrets : Nicole Laloux, wohnhaft in 4052 Beaufays, route de l'Abbaye 112, François Gevers, wohnhaft in 4870 Trooz, clos Bois-Lemoine 3, Annabelle Denoël-Gevers, wohnhaft in 4870 Trooz, clos Bois-Lemoine 41, Marc Traversin, wohnhaft in 4870 Trooz, clos Bois-Lemoine 4, Joseph Melard und Chantal Michiels, wohnhaft in 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Centenaire 18, Thierry Regout, wohnhaft in 4870 Trooz, clos Bois-Lemoine 27, René Canfin, wohnhaft in 4632 Magnée-Fléron, rue Résidence Air Pur 32, Georges Lahaye und Jeanine Postelmans, wohnhaft in 4632 Soumagne, rue du Centenaire 22, Christophe Dehousse und Christine Lahaye, wohnhaft in 4632 Soumagne, rue du Centenaire 5, Jean-Marc Lesoinne, wohnhaft in 4632 Cerexhe-Heuseux, rue Nonfays 13, Jacques Teheux und Anne-Marie Larock, wohnhaft in 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Fawtay 2, Bernadette Mestdag, wohnhaft in 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Fawtay 25, Jean-François Seraffin und Françoise Mahoux, wohnhaft in 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Fawtay 16, Ferdinand Wallraf und Mariel Jeanne, wohnhaft in 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Fawtay 7, Agnès Fortemps, wohnhaft in 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Fawtay 5, Georges Seraffin und Jeannine Melen, wohnhaft in 4632 Cerexhe-Heuseux, rue du Fawtay 15A, und die VoG «Groupement Cerexhe-Heuseux (Beaufays)», mit Vereinigungssitz in 4052 Beaufays (Chaudfontaine), rue des Grosses Pierres 55.

Diese unter den Nummern 4620, 4622, 4623, 4624 und 4628 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

7. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 26. Januar 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 27. Januar 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 1 bis 4, 15 und 18 des vorerwähnten Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 : die VoG «Action et Défense de l'Environnement de la vallée de la Senne et de ses Affluents», mit Vereinigungssitz in 1421 Braine-l'Alleud, rue du Try 40, die VoG «Réserves Naturelles RNOB», mit Vereinigungssitz in 5000 Namur, rue du Wisconsin 3, Stéphane Banneux, wohnhaft in 1440 Braine-le-Château, rue Nicolas Baudine 18-20, und Zénon Darquenne, wohnhaft in 1440 Braine-le-Château, rue Nicolas Baudine 8.

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 4626 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragen.

8. a) In seinen Entscheiden Nrn. 191.951 und 191.950 vom 27. März 2009 in Sachen Guido Durlet und anderer beziehungsweise Antoine Boxus und Willy Roua gegen die Wallonische Region - intervenierende Partei : die «Société régionale wallonne du Transport» -, deren Ausfertigungen am 3. April 2009 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen sind, hat der Staatsrat folgende Vorabentscheidungsfragen gestellt:

«1. Kann Artikel 6 des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, ohne Missachtung der Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung das Wallonische Parlament dazu ermächtigen, den ministeriellen Erlass vom 13. September 2006 'durch den der Wallonischen Transportgesellschaft eine Städtebaugenehmigung für die Verlängerung der Piste des Flughafens Lüttich-Bierset erteilt worden ist' zu bestätigen, ohne dass der Inhalt der Akte und die Ordnungsmäßigkeit des Verwaltungsverfahrens geprüft werden?

2. Verstößt Artikel 6 des Dekrets vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, insofern er 'betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen' den ministeriellen Erlass vom 13. September 2006 'durch den der Wallonischen Transportgesellschaft eine Städtebaugenehmigung für die Verlängerung der Piste des Flughafens Lüttich-Bierset erteilt worden ist' bestätigt und insofern er ausschließt, dass diese Genehmigung, die durch die Wallonische Regierung erteilt wurde, so wie die anderen von einem Verwaltungsbehörde erteilten Genehmigungen, einer umfassenden Gesetzmäßigkeitskontrolle durch den Staatsrat unterzogen wird, und zwar im Anschluss an eine von einem Interessenshabenden erhobene Nichtigkeitsklage, insbesondere wenn diese Klage vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets erhoben wurde,

- gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung zwischen Staat, Gemeinschaften und Regionen,

- und gegen die Artikel 10, 11, 13 und 23 der Verfassung, an sich oder in Verbindung miteinander sowie in Verbindung mit den Artikeln 8 und 9 des am 25. Juni 1998 in Aarhus unterzeichneten Übereinkommens über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten und mit Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten, abgeändert durch die Richtlinie 97/11/EG des Rates vom 3. März 1997 und durch die Richtlinie 2003/35/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Mai 2003, sowie mit den Artikeln 6 und 8 der europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten?».



b) In seinen Entscheiden Nrn. 191.953 und 191.952 vom 27. März 2009 in Sachen Philippe Daras und Bernard Croiselet beziehungsweise Paul Fastrez und Henriette Fastrez gegen die Wallonische Region - intervenierende Partei: die «Infrabel» AG -, deren Ausfertigungen am 3. und 6. April 2009 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen sind, hat der Staatsrat folgende Vorabentscheidungsfragen gestellt:

«1. Kann Artikel 14 des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, ohne Missachtung der Artikeln 10, 11 und 23 der Verfassung das Wallonische Parlament dazu ermächtigen, 'betreffend das RER-Netz und die damit verbundenen Nebenanlagen, Zufahrtswege und Erschließungen' den ministeriellen Erlass vom 9. Februar 2006 'über die Globalgenehmigung, die der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen erteilt worden ist für den Bau und den Betrieb einer dritten und einer vierten Spur auf der Eisenbahnlinie Nr. 124 Brüssel-Charleroi auf dem Gebiet der Gemeinden Waterloo, Braine-l'Alleud [und] Nivelles' zu bestätigen, ohne dass der Inhalt der Akte und die Ordnungsmäßigkeit des Verwaltungsverfahrens geprüft werden?

2. Verstößt Artikel 14 des Dekrets vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, insofern er 'betreffend das RER-Netz und die damit verbundenen Nebenanlagen, Zufahrtswege und Erschließungen' den ministeriellen Erlass vom 9. Februar 2006 'über die Globalgenehmigung, die der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen erteilt worden ist für den Bau und den Betrieb einer dritten und einer vierten Spur auf der Eisenbahnlinie Nr. 124 Brüssel-Charleroi auf dem Gebiet der Gemeinden Waterloo, Braine-l'Alleud [und] Nivelles' bestätigt und insofern er ausschließt, dass diese Genehmigung, die durch die Wallonische Regierung erteilt wurde, so wie die anderen von einer Verwaltungsbehörde erteilten Genehmigungen, einer umfassenden Gesetzmäßigkeitskontrolle durch den Staatsrat unterzogen wird, und zwar im Anschluss an eine von einem Interessehabenden erhobene Nichtigkeitsklage, insbesondere wenn diese Klage vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets erhoben wurde,

- gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung zwischen Staat, Gemeinschaften und Regionen,

- und gegen die Artikeln 10, 11, 13 und 23 der Verfassung, an sich oder in Verbindung miteinander sowie in Verbindung mit den Artikeln 8 und 9 des am 25. Juni 1998 in Aarhus unterzeichneten Übereinkommens über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten und mit Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten, abgeändert durch die Richtlinie 97/11/EG des Rates vom 3. März 1997 und durch die Richtlinie 2003/35/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Mai 2003, sowie mit den Artikeln 6 und 8 der europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten?».

c) In seinem Entscheid Nr. 192.092 vom 31. März 2009 in Sachen der VoG «Association des Riverains et Habitants des Communes proches de l'Aéroport, B.S.C.A. (Brussels South Charleroi Airport) und Bernard Page gegen die Wallonische Region, dessen Ausfertigung am 8. April 2009 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen ist, hat der Staatsrat folgende Vorabentscheidungsfragen gestellt:

«1. Kann Artikel 7 des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, ohne Missachtung der Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung das Wallonische Parlament dazu ermächtigen, 'betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen, die Städtebaugenehmigung vom 16. September 2003, die der beauftragte Beamte der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes in Charleroi der SOWAER erteilt hat im Hinblick auf die Ausführung der Arbeiten zur Überwölbung des Tintia und zur Veränderung des Bodenreliefs des nordöstlichen Bereichs der Flughafenzonen' zu bestätigen, ohne dass der Inhalt der Akte und die Ordnungsmäßigkeit des Verwaltungsverfahrens geprüft werden?

2. Verstößt Artikel 7 des Dekrets vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, insofern er 'betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen, die Städtebaugenehmigung vom 16. September 2003, die der beauftragte Beamte der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes in Charleroi der SOWAER erteilt hat im Hinblick auf die Ausführung der Arbeiten zur Überwölbung des Tintia und zur Veränderung des Bodenreliefs des nordöstlichen Bereichs der Flughafenzonen' bestätigt und insofern er ausschließt, dass diese Genehmigung, die durch die Wallonische Regierung erteilt wurde, so wie die anderen von einer Verwaltungsbehörde erteilten Genehmigungen, einer umfassenden Gesetzmäßigkeitskontrolle durch den Staatsrat unterzogen wird, und zwar im Anschluss an eine von einem Interessehabenden erhobene Nichtigkeitsklage, insbesondere wenn diese Klage vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets erhoben wurde,

- gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung zwischen Staat, Gemeinschaften und Regionen,

- und gegen die Artikeln 10, 11, 13 und 23 der Verfassung, an sich oder in Verbindung miteinander sowie in Verbindung mit den Artikeln 8 und 9 des am 25. Juni 1998 in Aarhus unterzeichneten Übereinkommens über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten und mit Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten, abgeändert durch die Richtlinie 97/11/EG des Rates vom 3. März 1997 und durch die Richtlinie 2003/35/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Mai 2003, sowie mit den Artikeln 6 und 8 der europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten?».

d) In seinem Entscheid Nr. 192.091 vom 31. März 2009 in Sachen der VoG «Association des Riverains et Habitants des Communes proches de l'Aéroport, B.S.C.A. (Brussels South Charleroi Airport) und anderer gegen die Wallonische Region - intervenierende Partei : die «Société Wallonne des Aéroports » AG -, dessen Ausfertigung am 8. April 2009 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen ist, hat der Staatsrat folgende Vorabentscheidungsfragen gestellt:

«1. Kann Artikel 9 des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, ohne Missachtung der Artikeln 10, 11 und 23 der Verfassung das Wallonische Parlament dazu ermächtigen, 'betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen' den ministeriellen Erlass vom 27. Juli 2005 'über die Umweltgenehmigung, die der SOWAER für den Flughafen Charleroi-Brüssel Süd erteilt worden ist' zu bestätigen, ohne dass der Inhalt der Akte und die Ordnungsmäßigkeit des Verwaltungsverfahrens geprüft werden?

2. Verstößt Artikel 9 des Dekrets vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, insofern er 'betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen' den ministeriellen Erlass vom 27. Juli 2005 'über die Umweltgenehmigung, die der SOWAER für den Flughafen Charleroi-Brüssel Süd erteilt worden ist' bestätigt und insofern er ausschließt, dass diese Genehmigung, die durch die Wallonische Regierung erteilt wurde, so wie die anderen von einer Verwaltungsbehörde erteilten Genehmigungen, einer umfassenden Gesetzmäßigkeitskontrolle durch den Staatsrat unterzogen wird, und zwar im Anschluss an eine von einem Interessehabenden erhobene Nichtigkeitsklage, insbesondere wenn diese Klage vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets erhoben wurde,

- gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung zwischen Staat, Gemeinschaften und Regionen,

- und gegen die Artikeln 10, 11, 13 und 23 der Verfassung, an sich oder in Verbindung miteinander sowie in Verbindung mit den Artikeln 8 und 9 des am 25. Juni 1998 in Aarhus unterzeichneten Übereinkommens über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten und mit Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten, abgeändert durch die Richtlinie 97/11/EG des Rates vom 3. März 1997 und durch die Richtlinie 2003/35/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Mai 2003, sowie mit den Artikeln 6 und 8 der europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten?».

e) In seinem Entscheid Nr. 192.193 vom 2. April 2009 in Sachen der VoG «Action et Défense de l'Environnement de la vallée de la Senne et de ses Affluents» und anderer gegen die Wallonische Region - intervenierende Partei: die «Intercommunale du Brabant wallon» Gen.mbH -, dessen Ausfertigung am 14. Mai 2009 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen ist, hat der Staatsrat folgende Vorabentscheidungsfragen gestellt:

«1. Beruht Artikel 15 des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, insofern er den ministeriellen Erlass vom 19. Juni 2008 'über die Globalgenehmigung, die der Interkommunale IBW erteilt worden ist für den Bau und den Betrieb der Abwasserkläranlage von Hain mit einem Fassungsvermögen von 92 000 EWG (Einwohnergleichwerten) auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Château' bestätigt, auf Gründen, die der Kategorie der ausreichend zwingenden Gründe des Allgemeininteresses zugeordnet werden können, damit angesichts der Artikeln 10 und 11 der Verfassung gerechtfertigt wird, dass das Wallonische Parlament in das individuelle Verfahren der Erteilung der Globalgenehmigung eingreift, wodurch dieser Genehmigung der Wert eines Gesetzgebungsaktes verliehen wird, und vorkommendenfalls, dass in der vorliegenden Angelegenheit eine Ausnahme vom Grundsatz der Gewaltentrennung, möglicherweise zuungunsten derjenigen, die das Vorhaben vor Gericht anfechten, gemacht wird?

2. Kann Artikel 15 des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, ohne Missachtung der Artikeln 10, 11 und 23 der Verfassung das Wallonische Parlament dazu ermächtigen, die Globalgenehmigung vom 19. Juni 2008 zu bestätigen, ohne dass vorkommendenfalls der Inhalt der Akte und insbesondere die von den Klägerinnen im Rahmen der vor dem Staatsrat anhängigen Klage geäußerte Gesetzmäßigkeitskritik geprüft werden?

3. Verstößt Artikel 15 des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, insofern er den ministeriellen Erlass vom 19. Juni 2008 'über die Globalgenehmigung, die der Interkommunale IBW erteilt worden ist für den Bau und den Betrieb der Abwasserkläranlage von Hain mit einem Fassungsvermögen von 92 000 EWG (Einwohnergleichwerten) auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Château' bestätigt, und insofern er ausschließt, dass diese Genehmigung, die durch die Wallonische Regierung erteilt wurde, so wie die anderen von einer Verwaltungsbehörde erteilten Genehmigungen, einer umfassenden Gesetzmäßigkeitskontrolle durch den Staatsrat unterzogen wird, und zwar im Anschluss an eine von einem Interessehabenden erhobene Nichtigkeitsklage, insbesondere wenn diese Klage vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets erhoben wurde,

- gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung zwischen Staat, Gemeinschaften und Regionen,

- und gegen die Artikeln 10, 11, 13 und 23 der Verfassung, an sich oder in Verbindung miteinander sowie in Verbindung mit den Artikeln 8 und 9 des am 25. Juni 1998 in Aarhus unterzeichneten Übereinkommens über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten und mit Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten, abgeändert durch die Richtlinie 97/11/EG des Rates vom 3. März 1997 und durch die Richtlinie 2003/35/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Mai 2003, sowie mit den Artikeln 6 und 8 der europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten?».

f) In seinem Entscheid Nr. 192.192 vom 2. April 2009 in Sachen der VoG «Le poumon vert de La Hulpe» und anderer gegen die Wallonische Region - intervenierende Parteien: die «Codic Belgique» AG und die Gesellschaft amerikanischen Rechts «Federal Express European Services Inc.» -, dessen Ausfertigung am 14. Mai 2009 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen ist, hat der Staatsrat folgende Vorabentscheidungsfragen gestellt:

«1. Beruht Artikel 16 des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, insofern er den ministeriellen Erlass vom 7. Juli 2008 'über die Umweltgenehmigung, die der "SA Codic Belgique" erteilt worden ist für den Betrieb eines Verwaltungs- und Weiterbildungszentrums mit verschiedenen technischen Anlagen in einem in La Hulpe, chaussée de Bruxelles 135, gelegenen Gut' bestätigt, auf Gründen, die der Kategorie der ausreichend zwingenden Gründe des Allgemeininteresses zugeordnet werden können, damit angesichts der Artikeln 10 und 11 der Verfassung gerechtfertigt wird, dass das Wallonische Parlament in das individuelle Verfahren der Erteilung der Umweltgenehmigung bezüglich eines privaten Vorhabens eingreift, wodurch dieser Genehmigung der Wert eines Gesetzgebungsaktes verliehen wird, und vorkommendenfalls, dass in der vorliegenden Angelegenheit eine Ausnahme vom Grundsatz der Gewaltentrennung, möglicherweise zuungunsten derjenigen, die das Vorhaben vor Gericht anfechten, gemacht wird?

2. Kann Artikel 16 des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, ohne Missachtung der Artikeln 10, 11 und 23 der Verfassung das Wallonische Parlament dazu ermächtigen, die Umweltgenehmigung vom 7. Juli 2008 zu bestätigen, ohne dass vorkommendenfalls der Inhalt der Akte bezüglich des Genehmigungsantrags und insbesondere die Vereinbarkeit des Vorhabens mit der Einstufung des Standortes, in den es eingegliedert werden soll, geprüft werden, während gerade diese Frage die Aussetzung der Ausführung der Umweltgenehmigung gerechtfertigt hat?

3. Verstößt Artikel 16 des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, insofern er den ministeriellen Erlass vom 7. Juli 2008 'über die Umweltgenehmigung, die der "SA Codic Belgique" erteilt worden ist für den Betrieb eines Verwaltungs- und Weiterbildungszentrums mit verschiedenen technischen Anlagen in einem in La Hulpe, chaussée de Bruxelles 135, gelegenen Gut' bestätigt und insofern er ausschließt, dass diese Genehmigung, die durch die Wallonische Regierung erteilt wurde, so wie die anderen von einer Verwaltungsbehörde erteilten Genehmigungen, einer umfassenden Gesetzmäßigkeitskontrolle durch den Staatsrat unterzogen wird, und zwar im Anschluss an eine von einem Interessehabenden erhobene Nichtigkeitsklage, insbesondere wenn diese Klage vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets erhoben wurde,

- gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung zwischen Staat, Gemeinschaften und Regionen,  
 - und gegen die Artikeln 10, 11, 13 und 23 der Verfassung, an sich oder in Verbindung miteinander sowie in Verbindung mit den Artikeln 8 und 9 des am 25. Juni 1998 in Aarhus unterzeichneten Übereinkommens über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten und mit Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten, abgeändert durch die Richtlinie 97/11/EG des Rates vom 3. März 1997 und durch die Richtlinie 2003/35/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Mai 2003, sowie mit den Artikeln 6 und 8 der europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten?».

g) In seinem Entscheid Nr. 192.197 vom 2. April 2009 in Sachen der VoG «Le poumon vert de La Hulpe» und anderer gegen die Wallonische Region - intervenierende Parteien: die «Codic Belgique» AG und die Gesellschaft amerikanischen Rechts «Federal Express European Services Inc.» -, dessen Ausfertigung am 14. Mai 2009 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen ist, hat der Staatsrat folgende Vorabentscheidungsfragen gestellt:

«1. Beruht Artikel 17 des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, insofern er den ministeriellen Erlass vom 4. Juni 2008 'über die Städtebaugenehmigung, die der "SA Codic Belgique" erteilt worden ist für den Bau eines Verwaltungs- und Weiterbildungszentrums mit verschiedenen technischen Anlagen in einem in La Hulpe, chaussée de Bruxelles 135, gelegenen Gut' bestätigt, auf Gründen, die der Kategorie der ausreichend zwingenden Gründe des Allgemeininteresses zugeordnet werden können, damit angesichts der Artikeln 10 und 11 der Verfassung gerechtfertigt wird, dass das Wallonische Parlament in das individuelle Verfahren der Erteilung der Städtebaugenehmigung bezüglich eines privaten Vorhabens eingreift, wodurch dieser Genehmigung der Wert eines Gesetzgebungsaktes verliehen wird, und vorkommendenfalls, dass in der vorliegenden Angelegenheit eine Ausnahme vom Grundsatz der Gewaltentrennung, möglicherweise zuungunsten derjenigen, die das Vorhaben vor Gericht anfechten, gemacht wird?

2. Kann Artikel 17 des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, ohne Missachtung der Artikeln 10, 11 und 23 der Verfassung das Wallonische Parlament dazu ermächtigen, die Städtebaugenehmigung vom 4. Juni 2008 zu bestätigen, ohne dass vorkommendenfalls der Inhalt der Akte und insbesondere die Vereinbarkeit des Vorhabens mit der guten Raumordnung in Anbetracht des Vorhandenseins eines offensichtlich gesetzwidrigen Raumordnungsplans sowie die Vereinbarkeit mit den gesetzlichen Bestimmungen bezüglich der Folgen der Einstufung des Standortes geprüft werden, während diese Feststellungen zur Aussetzung der Ausführung der vom Gemeindegremium ausgestellten Genehmigung geführt haben?

3. Verstößt Artikel 17 des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, insofern er den ministeriellen Erlass vom 4. Juni 2008 'über die Städtebaugenehmigung, die der "SA Codic Belgique" erteilt worden ist für den Bau eines Verwaltungs- und Weiterbildungszentrums mit verschiedenen technischen Anlagen in einem in La Hulpe, chaussée de Bruxelles 135, gelegenen Gut' bestätigt und insofern er ausschließt, dass diese Genehmigung, die durch die Wallonische Regierung erteilt wurde, so wie die anderen von einer Verwaltungsbehörde erteilten Genehmigungen, einer umfassenden Gesetzmäßigkeitskontrolle durch den Staatsrat unterzogen wird, und zwar im Anschluss an eine von einem Interessenshabenden erhobene Nichtigkeitsklage, insbesondere wenn diese Klage vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets erhoben wurde,

- gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung zwischen Staat, Gemeinschaften und Regionen,  
 - und gegen die Artikeln 10, 11, 13 und 23 der Verfassung, an sich oder in Verbindung miteinander sowie in Verbindung mit den Artikeln 8 und 9 des am 25. Juni 1998 in Aarhus unterzeichneten Übereinkommens über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten und mit Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten, abgeändert durch die Richtlinie 97/11/EG des Rates vom 3. März 1997 und durch die Richtlinie 2003/35/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Mai 2003, sowie mit den Artikeln 6 und 8 der europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten?».

#### B. Verfahren

Diese unter den Nummern 4673, 4674, 4675, 4678, 4682, 4683, 4706, 4707 und 4708 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

Durch Anordnung vom 18. Februar 2010 hat der Gerichtshof alle Rechtssachen verbunden.

In seinem Zwischenentscheid Nr. 30/2010 vom 30. März 2010, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Juni 2010, hat der Gerichtshof

- die Klagerücknahme in der Rechtssache Nr. 4623 bewilligt;  
 - dem Gerichtshof der Europäischen Union folgende Vorabentscheidungsfragen gestellt:  
 - «1. Sind die Artikel 2 Nummer 2 und 9 Absatz 4 des Übereinkommens von Aarhus 'über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten' gemäß den Präzisierungen im Leitfaden zur Anwendung dieses Übereinkommens auszulegen?

2. a) Ist Artikel 2 Nummer 2 des Übereinkommens von Aarhus in dem Sinne auszulegen, dass er Gesetzgebungsakte, wie die aufgrund der Artikel 1 bis 4 des Dekrets des Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 'über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen' erteilten Städtebau- und Umweltgenehmigungen, vom Anwendungsbereich des genannten Übereinkommens ausschließt?

b) Ist Artikel 2 Nummer 2 des Übereinkommens von Aarhus in dem Sinne auszulegen, dass er Gesetzgebungsakte, wie die in den Artikeln 5 bis 9 und 14 bis 17 desselben Dekrets enthaltenen Bestätigungen von Städtebau- und Umweltgenehmigungen, vom Anwendungsbereich des genannten Übereinkommens ausschließt?

c) Ist Artikel 1 Absatz 5 der Richtlinie 85/337/EWG 'über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten' in dem Sinne auszulegen, dass er Gesetzgebungsakte, wie die Städtebau- und Umweltgenehmigungen, die gemäß dem durch die Artikel 1 bis 4 desselben Dekrets eingeführten Verfahren gewährt wurden, vom Anwendungsbereich der genannten Richtlinie ausschließt?

d) Ist Artikel 1 Absatz 5 der Richtlinie 85/337/EWG in dem Sinne auszulegen, dass er Gesetzgebungsakte, wie die Bestätigungen von Städtebau- und Umweltgenehmigungen im Sinne der Artikel 5 bis 9 und 14 bis 17 desselben Dekrets, vom Anwendungsbereich der genannten Richtlinie ausschließt?

3. a) Sind die Artikel 3 Absatz 9 und 9 Absätze 2, 3 und 4 des Übereinkommens von Aarhus und Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG in dem Sinne auszulegen, dass sie einem Verfahren wie demjenigen, das durch die Artikel 1 bis 4 desselben Dekrets eingeführt wird und aufgrund dessen der Dekretgeber Städtebau- und Umweltgenehmigungen erteilt, die durch eine Verwaltungsbehörde vorbereitet wurden und gegen die nur die in B.6 und B.7 erwähnten Klagen bei dem Verfassungsgerichtshof und den ordentlichen Gerichten möglich sind, im Wege stehen?



b) Sind die Artikel 3 Absatz 9 und 9 Absätze 2, 3 und 4 des Übereinkommens von Aarhus und Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG in dem Sinne auszulegen, dass sie der Annahme von Gesetzgebungsakten wie den rückwirkenden Bestätigungen gemäß den Artikeln 5 bis 9 und 14 bis 17 desselben Dekrets, gegen die nur die in B.6 und B.7 erwähnten Klagen bei dem Verfassungsgerichtshof und den ordentlichen Gerichten möglich sind, im Wege stehen?

4. a) Sind Artikel 6 Absatz 9 des Übereinkommens von Aarhus und Artikel 9 Absatz 1 der Richtlinie 85/337/EWG in dem Sinne auszulegen, dass sie einem Verfahren wie demjenigen, das durch die Artikel 1 bis 4 desselben Dekrets eingeführt wird und aufgrund dessen ein Dekret, mit dem Städtebau- und Umweltgenehmigungen erteilt werden, nicht selbst alle Angaben enthalten muss, anhand deren kontrolliert werden kann, ob diese Genehmigungen auf einer angemessenen Vorprüfung beruhen, die gemäß den Erfordernissen des Übereinkommens von Aarhus und der Richtlinie 85/337/EWG durchgeführt wurde, im Wege stehen?

b) Sind Artikel 6 Absatz 9 des Übereinkommens von Aarhus und Artikel 9 Absatz 1 der Richtlinie 85/337/EWG in dem Sinne auszulegen, dass sie der Annahme von Gesetzgebungsakten wie den Bestätigungen im Sinne der Artikel 5 bis 9 und 14 bis 17 desselben Dekrets, die selbst nicht alle Angaben enthalten, anhand deren kontrolliert werden kann, ob diese Genehmigungen auf einer angemessenen Vorprüfung beruhen, die gemäß den Erfordernissen des Übereinkommens von Aarhus und der Richtlinie 85/337/EWG durchgeführt wurde, im Wege stehen?

5. Ist Artikel 6 Absatz 3 der Richtlinie 92/43/EWG 'zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen' in dem Sinne auszulegen, dass er es einem gesetzgebenden Organ erlaubt, Projekte wie diejenigen im Sinne der Artikel 16 und 17 desselben Dekrets zu genehmigen, obwohl die diesbezügliche Verträglichkeitsprüfung durch den im Dringlichkeitsverfahren erkennenden Staatsrat für lückenhaft befunden wurde und die Behörde der Wallonischen Region, die mit der ökologischen Verwaltung des natürlichen Lebensraums beauftragt ist, sich in einer Stellungnahme dagegen ausgesprochen hat?

6. Ist im Falle einer verneinenden Antwort auf die vorherige Frage Artikel 6 Absatz 4 der Richtlinie 92/43/EWG in dem Sinne auszulegen, dass er es erlaubt, die Verwirklichung einer Infrastruktur zur Unterbringung des Verwaltungszentrums eines Privatunternehmens und zur Beschäftigung einer großen Anzahl von Arbeitnehmern als einen zwingenden Grund des überwiegenden öffentlichen Interesses anzusehen?».

In seinem Urteil vom 16. Februar 2012 in der Rechtssache Nr. C-182/10 hat der Gerichtshof der Europäischen Union die Fragen beantwortet.

Durch Anordnung vom 28. Februar 2012 hat der Gerichtshof die Parteien aufgefordert, in einem spätestens am 17. April 2012 einzureichenden Ergänzungsschriftsatz, den sie innerhalb derselben Frist den jeweils anderen Parteien in Kopie zukommen lassen, ihre etwaigen Bemerkungen infolge des vorerwähnten Urteils des Gerichtshofes der Europäischen Union zu äußern.

(...)

## II. Rechtliche Würdigung

(...)

B.1. Befasst wurde der Gerichtshof mit mehreren Nichtigkeitsklagen und Vorabentscheidungsfragen bezüglich der Vereinbarkeit des Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 «über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen» mit - insbesondere - den Artikeln 10, 11 und 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts und des Rechts der Europäischen Union.

Bestimmte Artikel des vorerwähnten Dekrets vom 17. Juli 2008 sind sowohl Gegenstand von Nichtigkeitsklagen als auch Gegenstand von Vorabentscheidungsfragen.

### *In Bezug auf das angefochtene Dekret*

B.2.1. Die Artikel 1 bis 4 des Dekrets vom 17. Juli 2008 führen ein Verfahren *sui generis* ein, nach dem sich der Dekretgeber die Zuständigkeit vorbehält, die Städtebaugenehmigungen, Umweltgenehmigungen und Globalgenehmigungen in Bezug auf bestimmte Kategorien von Handlungen und Arbeiten, die in Artikel 1 des Dekrets erschöpfend aufgezählt werden, zu gewähren.

B.2.2.1. In der Fassung vor dem Dekret vom 20. Januar 2011 «zur Abänderung des Dekrets vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen» bestimmten diese Artikel:

«Artikel 1. Die zwingenden Gründe des Allgemeininteresses sind erwiesen für die Gewährung der Städtebaugenehmigungen, der Umweltgenehmigungen und der Globalgenehmigungen, die sich auf die folgenden Handlungen und Arbeiten beziehen:

1° die nachfolgend angeführten Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen Lüttich-Bierset und Charleroi-Brüssel Süd:

a) für den Flughafen Lüttich-Bierset:

- Erweiterung der Frachtzone Nord für die Flugzeugstellplätze und die geplanten Frachthallen;
- die Umgehungsstraße und der Taxiway Süd;
- der Bau eines vierten Behälters des Kraftstofflagers;
- der TGV-Bahnhof für den Güterverkehr;
- die Erweiterung des Pkw-Parkplatzes südlich der Autobahn;
- das geplante Bürogebäude;

b) für den Flughafen Charleroi-Brüssel Süd:

- die Verlängerung der Piste, einschließlich des Baus von Zubringern sowie die Verlängerung des Taxiway Nord zwischen den Zubringern;
- der Kontrollturm und die Radarstation;
- die Erweiterung der Flugzeughallen;
- die Einrichtung von Enteisungsflächen;
- die Verbindung R3-Flughafen;
- die Ringstraße und der Taxiway Süd;
- die Erweiterung des Flughafengebäudes;
- die Erweiterung der Pkw-Parkplätze;
- der Bahnhof und die Eisenbahninfrastrukturen;

2° In Ausführung des Zusammenarbeitsabkommens vom 11. Oktober 2001 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über den mehrjährigen Investitionsplan 2001-2012 der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region auszuführenden Handlungen und Arbeiten, die sich auf das RER-Netz beziehen;

3° im Rahmen der Durchführung des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums (Teil 3 Punkt 1.4.), die Handlungen und Arbeiten, die sich auf die strukturierenden öffentlichen Verkehrsmittel für Charleroi, Lüttich, Namur und Mons beziehen;

4° die auf dem Gebiet der Wallonischen Region fehlenden Abschnitte des Straßen- und Wasserstraßennetzes des transeuropäischen Verkehrsnetzes, angeführt in der Entscheidung Nr. 884/2004/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 zur Änderung der Entscheidung Nr. 1692/96/EG über gemeinschaftliche Leitlinien für den Aufbau eines transeuropäischen Verkehrsnetzes.

Art. 2. Falls die in Artikel 1 angeführten Handlungen und Arbeiten in Artikel 84 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnt werden, wird die Genehmigung durch die Regierung oder durch den beauftragten Beamten erteilt, gemäß den Modalitäten und unter den Bedingungen, die in Artikel 127 des genannten Gesetzbuches festgelegt worden sind, einschließlich jener von § 3 des genannten Artikels.

Falls die in Artikel 1 angeführten Handlungen und Arbeiten einen Betrieb im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung betreffen, wird Artikel 13 Absatz 2 des genannten Dekrets angewandt.

Abweichend von den Absätzen 1 und 2 wird der Genehmigungsantrag, dessen Empfangsbescheinigung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ausgestellt worden ist oder der vor dem Datum dieses Inkrafttretens eingereicht worden ist, nach dem an diesem Datum geltenden Verfahren weiterhin untersucht.

Art. 3. Innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen nach seiner Gewährung unterbreitet die Regierung dem Wallonischen Parlament die Städtebaugenehmigung, die Umweltgenehmigung oder die Globalgenehmigung für die in Artikel 1 angeführten Handlungen und Arbeiten. Die in Artikel 2 Absatz 3 angeführten Genehmigungen werden dem Parlament innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen nach deren Eingang bei der Regierung unterbreitet.

Das Wallonische Parlament ratifiziert die ihm unterbreitete Genehmigung innerhalb von sechzig Tagen nach der Einreichung der Genehmigungsakte im Büro des Wallonischen Parlaments. Wird innerhalb der vorerwähnten Frist kein Dekret zur Ratifizierung verabschiedet, so gilt die Genehmigung als nicht gewährt.

Die in den Absätzen 1 und 2 angeführten Fristen werden zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

Die durch das Wallonische Parlament ratifizierte Genehmigung wird ab dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* vollstreckbar. Sie wird von der Regierung gemäß den Bestimmungen des genannten Gesetzbuches oder des Dekrets vom 11. März 1999 übermittelt.

Art. 4. Falls sich der Genehmigungsantrag auf eine geringfügige Abänderung einer durch das Wallonische Parlament ratifizierten Genehmigung bezieht, so unterliegt dieser Antrag den Bestimmungen des allgemeinen Rechts des genannten Gesetzbuches oder des genannten Dekrets».

Artikel 1 des angefochtenen Dekrets wurde teilweise abgeändert durch das vorerwähnte Dekret vom 20. Januar 2011, das seinen Anwendungsbereich reduziert hat. Diese Änderung ist im vorliegenden Fall ohne Auswirkung.

B.2.2.2. Bis jetzt wurde das in den Artikeln 1 bis 4 des Dekrets vom 17. Juli 2008 erwähnte Verfahren durch die folgenden Akte zur Anwendung gebracht:

- das Dekret der Wallonischen Region vom 6. November 2008 «zur Ratifizierung [zu lesen ist: Erteilung] der zur Einrichtung der Antenne von Gosselies des Stadtbahnnetzes von Charleroi ausgestellten Globalgenehmigung in Anwendung des Dekrets vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen» (*Belgisches Staatsblatt* vom 20. November 2008);

- das Dekret der Wallonischen Region vom 12. Februar 2009 «zur Ratifizierung [zu lesen ist: Erteilung] der zum Bau einer Straße des Typs großräumiges Straßennetz (E420) zwischen Frasnes-lez-Couvin und Brûly (Umgehung von Couvin und Verbindung Couvin-Brûly) in Anwendung des Dekrets vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, ausgestellten Genehmigung (*Belgisches Staatsblatt* vom 20. Februar 2009);

- das Dekret der Wallonischen Region vom 3. April 2009 «zur Ratifizierung [zu lesen ist: Erteilung] der für den Bau der Verbindung 'Parc-Sud' des Stadtbahnnetzes Charleroi erteilten Städtebaugenehmigung, in Anwendung des Dekrets vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen » (*Belgisches Staatsblatt* vom 16. April 2009), wobei dieses Dekret den Gegenstand einer beim Gerichtshof anhängigen Nichtigkeitsklage (Rechtssache Nr. 4687) ist;

- Artikel 129 des Programmdekrets der Wallonischen Region vom 22. Juli 2010 «zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen verantwortungsvolle Staatsführung, administrative Vereinfachung, Energie, Wohnungswesen, Steuerwesen, Beschäftigung, Flughafenpolitik, Wirtschaft, Umwelt, Raumordnung, lokale Behörden, Landwirtschaft und öffentliche Arbeiten» (*Belgisches Staatsblatt* vom 20. August 2010), der bestimmt, dass « die am 12. Mai 2010 durch Ministerialerlass zugunsten der Direktion der Wasserwege Lüttich ausgestellt Globalgenehmigung für einen Komplex von Schleusen zur Verbindung des Albert-Kanals mit der niederländischen Maas und dem Juliana-Kanal über den Kanal von Lanaye in 4600 Visé (4. Schleuse von Lanaye) [...] ratifiziert [wird]»;

- das Dekret der Wallonischen Region vom 20. Januar 2011 «zur Ratifizierung [zu lesen ist: Erteilung] der am 16. Juli 2010 durch Erlass des beauftragten Beamten der 'SA Infrabel' erteilten Städtebaugenehmigung für den Bau einer Halle für die Reisenden und die Gestaltung der Umgebung des RER-Bahnhofs - Linie 124 in 1410 Waterloo» (*Belgisches Staatsblatt* vom 26. Januar 2011), wobei dieses Dekret Gegenstand einer Nichtigkeitsklage war, die der Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 100/2012 vom 9. August 2012 zurückgewiesen hat;

- das Dekret der Wallonischen Region vom 5. Juli 2012 «zur Ratifizierung [zu lesen ist: Erteilung] der am 30. Mai 2012 durch Ministerialerlass ausgestellten Globalgenehmigung zugunsten der 'SA SNCB Holding' im Hinblick auf den Abbruch des bestehenden Bahnhofs sowie den Bau und den Betrieb des neuen multimodalen Bahnhofs von Mons » (*Belgisches Staatsblatt* vom 13. Juli 2012, zweite Ausgabe).

B.2.3. Die Artikel 5 bis 17 des Dekrets vom 17. Juli 2008 bezwecken die Bestätigung bereits erteilter Genehmigungen.

B.2.4. Diese Artikel bestimmen:

«Art. 5. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen, der Ministerialerlass vom 25. August 2005 über die Umweltgenehmigung, die der SAB für den Flughafen Lüttich-Bierset erteilt worden ist.

Art. 6. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen, der Ministerialerlass vom 13. September 2006, durch den der Wallonischen Transportgesellschaft eine Städtebaugenehmigung für die Verlängerung der Piste des Flughafens Lüttich-Bierset erteilt worden ist.

Art. 7. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen, die Städtebaugenehmigung vom 16. September 2003, die der beauftragte Beamte der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes in Charleroi der SOWAER erteilt hat im Hinblick auf die Ausführung der Arbeiten zur Überwölbung des Tintia und zur Veränderung des Bodenreliefs des nordöstlichen Bereichs der Flughafenzone.

Art. 8. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen, der Ministerialerlass vom 25. August 2005 über die Umweltgenehmigung, die der SOWAER für den Flughafen Charleroi-Brüssel Süd erteilt worden ist (Flughafengebäude (3 000 000 Fluggäste/Jahr), Pkw-Parkplätze (1 600 Bodenstellplätze und 1 000 Etagenstellplätze) Zufahrtswege zu diesen Parkplätzen, Wasserstraßen, Flugzeugstellplätze in Verbindung mit den Flughafengebäuden, Abwasserkläranlage, technische Gebäude, Kraftstofflager (für die Lagerung von 2.420 m<sup>3</sup> Kerosin und 30 m<sup>3</sup> Kraftstoff für Kraftfahrzeuge).

Art. 9. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen, der Ministerialerlass vom 27. Juli 2005 über die Umweltgenehmigung, die der SOWAER für den Flughafen Charleroi-Brüssel Süd erteilt worden ist.

Art. 10. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen, die Städtebaugenehmigung vom 17. Juli 2007, die der beauftragte Beamte der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes in Charleroi dem Unternehmen Belgocontrol (ILS) erteilt hat im Hinblick auf den Wechsel und die Änderung des Standorts des Gleitpfads, die Errichtung einer DME- und FFM-Antenne sowie die Erneuerung der 'Localiser'-Antenne des ILS 25.

Art. 11. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen, die Städtebaugenehmigung vom 31. Januar 2008, die der beauftragte Beamte der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes in Charleroi der SOWAER erteilt hat im Hinblick auf den Ausbau des Taxiway Nord, einschließlich der Schaffung neuer Wasserstraßen mit einer Fläche von 94.000 m<sup>2</sup> (Verlängerung des neuen Taxiway bis zum Pistenende 07), der Bau von neuen Zubringern zur Piste, der Bau einer Wendefläche, der Bau eines neuen Dienstwegs innerhalb des Flughafengeländes mit einer Fläche von 5.500 m<sup>2</sup> und die Umleitung der rue Santos Dumont auf einer Länge von 200 m.

Art. 12. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen, die Städtebaugenehmigung vom 14. März 2008, die der beauftragte Beamte der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes in Charleroi der SOWAER erteilt hat im Hinblick auf die Ausführung der technischen Arbeiten für die Verwirklichung, das Verlegen und das Anschließen des gesamten Materials, das im Rahmen der Anpassung an die Kategorie III der Bahn 25 und der verbundenen Verkehrswege erforderlich ist.

Art. 13. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- betreffend das RER-Netz und die damit verbundenen Nebenanlagen, Zufahrtswege und Erschließungen, der Ministerialerlass vom 19. April 2005 über die Globalgenehmigung, die der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen erteilt worden ist für den Bau und den Betrieb einer dritten und einer vierten Spur auf der Eisenbahnlinie Nr. 161 Brüssel-Namur zwischen La Hulpe und Ottignies-Neu-Löwen.

Art. 14. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- betreffend das RER-Netz und die damit verbundenen Nebenanlagen, Zufahrtswege und Erschließungen, der Ministerialerlass vom 9. Februar 2006 über die Globalgenehmigung, die der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen erteilt worden ist für den Bau und den Betrieb einer dritten und einer vierten Spur auf der Eisenbahnlinie Nr. 124 Brüssel-Charleroi auf dem Gebiet der Gemeinden Waterloo, Braine-l'Alleud [und] Nivelles.

Art. 15. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- der Ministerialerlass vom 19. Juni 2008 über die Globalgenehmigung, die der Interkommunale IBW erteilt worden ist für den Bau und den Betrieb der Abwasserkläranlage des Hain mit einem Fassungsvermögen von 92.000 EWG (Einwohnergleichwerten) auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Château.

Art. 16. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- der Ministerialerlass vom 7. Juli 2008 über die Umweltgenehmigung, die der 'SA Codic Belgique' erteilt worden ist für den Betrieb eines Verwaltungs- und Weiterbildungszentrums mit verschiedenen technischen Anlagen in einem in La Hulpe, chaussée de Bruxelles 135, gelegenen Gut.



Art. 17. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- der Ministerialerlass vom 4. Juni 2008 über die Städtebaugenehmigung, die der 'SA Codic Belgique' erteilt worden ist für den Bau eines Verwaltungs- und Weiterbildungszentrums mit verschiedenen technischen Anlagen in einem in La Hulpe, chaussée de Bruxelles 135, gelegenen Gut».

B.2.5. Das Dekret ist aufgrund seines Artikels 18 am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*, d.h. am 25. Juli 2008 in Kraft getreten.

*In Bezug auf die verbundenen Rechtssachen*

B.3.1. In den Rechtssachen Nrn. 4620, 4622, 4624 und 4628 wurden von mehreren natürlichen und juristischen Personen Klagen erhoben, die hauptsächlich auf die Nichtigerklärung der Gesamtheit des angefochtenen Dekrets abzielen.

Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 4620, die «Sartau» AG, und Nr. 4624, Philippe Grisard de la Rochette, sind Eigentümer von Parzellen in der Nähe der Trasse der Autobahnverbindung zwischen Cerexhe-Heuseux und Beaufays. Diese Parzellen sind von ministeriellen Enteignungserlassen betroffen, wobei die Enteignung durch den betreffenden Autobahnbau gerechtfertigt wird.

Die ersten sechzehn klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4628 wohnen in der Nähe der Trasse der Autobahnverbindung zwischen Cerexhe-Heuseux und Beaufays. Die siebzehnte klagende Partei in dieser Rechtssache, die VoG «Groupement Cerexhe-Heuseux-Beaufays», hat insbesondere zum Vereinigungszweck, den Bau dieser Autobahnverbindung zu bekämpfen.

Die erste klagende Partei in der Rechtssache Nr. 4622, die VoG «Charleroi South Air Pur», verfolgt den Vereinigungszweck, die Lebensqualität der Bewohner im südlichen Randgebiet von Charleroi zu verteidigen. Die zweite klagende Partei in derselben Rechtssache, Pierre Grymonprez, hat ihren Wohnsitz in der Nähe der vorgesehenen Trasse des Abschnitts der E420, der die Ausfahrt Süd von Charleroi darstellt.

B.3.2. In der Rechtssache Nr. 4619 beantragt die VoG «Inter-Environnement Wallonie» die Nichtigerklärung der Artikel 1 bis 4 und 18 des angefochtenen Dekrets.

B.3.3.1. Die in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 4618 und 4621 eingereichten Klagen sind ausgerichtet auf die Nichtigerklärung der Artikel 1 bis 4 des angefochtenen Dekrets sowie seiner Artikel 5 und 6, mit denen der ministerielle Erlass vom 25. August 2005 zur Erteilung einer Umweltgenehmigung für den Betrieb des Flughafens Lüttich-Bierset und der ministerielle Erlass vom 13. September 2006 zur Erteilung einer Städtebaugenehmigung für die Verlängerung der Hauptlandebahn des Flughafens Lüttich-Bierset bestätigt werden.

In der Rechtssache Nr. 4618 sind sämtliche klagenden Parteien Anrainer des Flughafens Lüttich-Bierset. In der Rechtssache Nr. 4621 wird die Klage durch die Flämische Regierung eingereicht.

B.3.3.2. In den Rechtssachen Nrn. 4673 und 4674 wurden dem Gerichtshof außerdem vom Staatsrat Vorabentscheidungsfragen gestellt, und zwar im Rahmen von Nichtigkeitsklagen verschiedener Anrainer des Flughafens Lüttich-Bierset gegen den ministeriellen Erlass vom 13. September 2006, der durch den vorerwähnten Artikel 6 bestätigt wurde.

B.3.4.1. In der Rechtssache Nr. 4626 haben mehrere natürliche und juristische Personen eine Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 1 bis 4, 15 und 18 des angefochtenen Dekrets eingereicht.

Die klagenden Parteien in dieser Rechtssache sind einerseits zwei Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, deren Vereinigungszweck, was die VoG «Réserves Naturelles RNOB» betrifft, im «Schutz und in der Wiederherstellung des Naturerbes sowie in der Förderung ihrer Notwendigkeit in der Wallonischen Region sowie in der Region Brüssel-Hauptstadt [...]» und, was die VoG «Action et Défense de l'Environnement de la vallée de la Senne et de ses Affluents» (ADESA) betrifft, insbesondere im Schutz der Umwelt an diesen Orten besteht, und andererseits zwei natürliche Personen, Stéphane Banneux und Zénon Darquenne, Anrainer eines Geländes am Rande des Hain in Braine-le-Château, auf dem die Wallonische Regierung durch einen Erlass vom 19. Juni 2008 der «Intercommunale du Brabant wallon» (IBW) die Genehmigung zum Bau und zum Betrieb einer Kläranlage erteilt hat.

Mit Artikel 15 des angefochtenen Dekrets wurde der vorerwähnte Erlass vom 19. Juni 2008 bestätigt. Diesem waren zwei Globalgenehmigungen vorangegangen; die erste wurde am 25. August 2005 erteilt und durch das Urteil Nr. 165.319 vom 30. November 2006 des Staatsrates ausgesetzt (der den Klagegrund mit der Kritik an der Begründung der außergewöhnlichen Beschaffenheit der Abweichung vom Sektorenplan hinsichtlich des Artikels 114 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, den Erbe und die Energie für ernsthaft erachtete) und wurde am 24. Mai 2007 widerrufen; die zweite wurde am selben Tag ausgestellt und durch das Urteil Nr. 183.934 vom 6. Juni 2008 des Staatsrates für nichtig erklärt (der das Fehlen eines vorherigen Beschlusses des Gemeinderates über die Wegenetzangelegenheiten missbilligte).

B.3.4.2. In der Rechtssache Nr. 4706 wurden dem Gerichtshof außerdem vom Staatsrat Vorabentscheidungsfragen gestellt, und zwar im Rahmen einer Nichtigkeitsklage derselben Parteien gegen den ministeriellen Erlass vom 19. Juni 2008, der durch Artikel 15 des angefochtenen Dekrets bestätigt wurde.

B.3.5.1. In den Rechtssachen Nrn. 4563, 4592, 4608, 4613 und 4627 haben mehrere natürliche und juristische Personen Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 1 bis 4 und 16 bis 18 des angefochtenen Dekrets eingereicht.

Die klagenden natürlichen Personen sind wohnhaft in La Hulpe, wo sie tatsächlich ihren Hauptwohrt haben. Der Standort des Projektes, das Gegenstand der Genehmigungen ist, die durch die Artikel 16 und 17 des Dekrets bestätigt worden sind, befindet sich in La Hulpe, unmittelbar am Rand von zwei «Natura 2000»-Gebieten, darunter der Wald «Forêt de Soignes», mit vorrangigen Habitaten, und in der Nähe des Gebäudes, in dem die natürlichen Personen wohnhaft sind.

Die erste klagende Vereinigung, die VoG «Le poumon vert de La Hulpe», bezweckt insbesondere den Umweltschutz. Die zweite klagende Vereinigung, die VoG «La Hulpe, Notre Village», setzt sich insbesondere für den Erhalt «des außergewöhnlichen Erbes der Gemeinde La Hulpe» ein, während die dritte klagende Vereinigung, die VoG «les Amis de la Forêt de Soignes», unter anderem das Ziel verfolgt, die natürliche und landschaftliche Beschaffenheit des Waldes «Forêt de Soignes», sein Ökosystem, seine Fauna und Flora zu erhalten.

Die bestätigten Genehmigungen wurden der «Codic Belgique» AG für den Bau eines Bürogebäudes erteilt, in dem das Verwaltungszentrum der Firma «FedEx», einem Transportunternehmen für Expressgut, für Europa, Nahost, Afrika und den indischen Subkontinent untergebracht werden soll, wo 700 Arbeitnehmer beschäftigt werden sollen.

B.3.5.2. In den Rechtssachen Nrn. 4707 und 4708 wurden dem Gerichtshof außerdem vom Staatsrat Vorabentscheidungsfragen gestellt, und zwar im Rahmen von Nichtigkeitsklagen, die beim Staatsrat durch die VoG «Le poumon vert de La Hulpe» sowie durch mehrere natürliche Personen gegen die durch die Artikel 16 und 17 des angefochtenen Dekrets bestätigten Genehmigungen eingereicht worden sind.

B.3.6. In den Rechtssachen Nrn. 4589, 4682 und 4683 wurden dem Gerichtshof vom Staatsrat Vorabentscheidungsfragen gestellt, und zwar im Rahmen von Nichtigkeitsklagen, die durch die «Association des Riverains et Habitants des Communes proches de l'Aéroport, B.S.C.A. (Brussels South Charleroi Airport)» sowie durch mehrere natürliche Personen gegen die am 16. September 2003 erteilte Städtebaugenehmigung, den ministeriellen Erlass vom 25. Juli 2005 und den ministeriellen Erlass vom 27. Juli 2005, jeweils bestätigt durch die Artikel 7, 8 und 9 des angefochtenen Dekrets, eingereicht worden sind.

Es wurde keine Nichtigkeitsklage spezifisch gegen die vorerwähnten Artikeln 7, 8 und 9 eingereicht.

B.3.7.1. In der Rechtssache Nr. 4614 beantragen die Konsorten Fastrez beim Gerichtshof die Nichtigkeitsklärung der Artikel 1 bis 4 sowie des Artikels 14 des angefochtenen Dekrets, mit dem der ministerielle Erlass vom 9. Februar 2006 zur Bestätigung und Ergänzung der Globalgenehmigung bestätigt wurde, die der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen für den Bau und den Betrieb von zwei Gleisstrecken und von Parkplätzen im Rahmen der Schaffung eines regionalen Expressnetzes auf dem Gebiet von drei Gemeinden von Wallonisch-Brabant erteilt worden ist.

B.3.7.2. In den Rechtssachen Nrn. 4675 und 4678 wurden dem Gerichtshof außerdem vom Staatsrat Vorabentscheidungsfragen gestellt, und zwar im Rahmen von Nichtigkeitsklagen, die durch Philippe Daras, Bernard Croiselet und Paul und Henriette Fastrez gegen die durch Artikel 14 des angefochtenen Dekrets bestätigte Genehmigung eingereicht wurden.

*In Bezug auf die Reihenfolge der Prüfung*

B.4. Der Gerichtshof prüft zunächst die Zulässigkeit und die Begründetheit der Nichtigkeitsklagen, die für dieses Verfahren verbunden wurden, bevor er die Vorabentscheidungsfragen beantwortet, die der Staatsrat an ihn gerichtet hat.

*In Bezug auf die Zulässigkeit der Klagen*

B.5.1. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte; demzufolge ist die Popularklage nicht zulässig.

Dieses Interesse muss zum Zeitpunkt des Einreichens der Klageschrift vorhanden sein und bis zur Verkündung des Entscheids bestehen bleiben.

B.5.2.1. In der Rechtssache Nr. 4619 beantragt die VoG «Inter-Environnement Wallonie» die Nichtigkeitsklärung der Artikel 1 bis 4 und 18 des angefochtenen Dekrets. Sie bemängelt insbesondere, dass der Dekretgeber das Recht auf wirksame Beschwerde missachtet habe, das den Anrainern der in diesen Bestimmungen vorgesehenen Projekte gewährleistet werde.

Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die sich nicht auf ihr persönliches Interesse beruft, vor dem Gerichtshof auftritt, ist es erforderlich, dass ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, dass sie ein kollektives Interesse vertritt, dass die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann und dass es sich schließlich nicht zeigt, dass dieser Vereinigungszweck nicht oder nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

Die VoG «Inter-Environnement Wallonie» bezweckt «die Verteidigung der Unversehrtheit und der Vielfalt der Umwelt sowie die Förderung eines Lebensumfeldes von guter Qualität» auf dem Gebiet der Wallonischen Region. Dies ist ein besonderer Vereinigungszweck, der sich vom allgemeinen Interesse unterscheidet.

Überdies stellt die Wallonische Regierung nicht in Abrede, dass die durch diese VoG angefochtenen Bestimmungen sich nachteilig auf ihren Vereinigungszweck auswirken könnten.

Die Klage in der Rechtssache Nr. 4619 ist zulässig.

B.5.2.2. Da wenigstens einer der klagenden Parteien ein Interesse an der Nichtigkeitsklärung der Artikel 1 bis 4 und 18 des angefochtenen Dekrets aufweist, ist es nicht notwendig, dass sich der Gerichtshof zur Zulässigkeit der anderen Klagen gegen die Artikel 1 bis 4 und 18 des angefochtenen Dekrets äußert, insofern in diesen Klagen ein gleicher Klagegrund gegen das Fehlen einer wirksamen Beschwerde angeführt wird.

B.5.3. In den Rechtssachen Nrn. 4620 ff., die in B.3.1 angeführt sind, beantragen die klagenden Parteien in der Hauptsache die Nichtigkeitsklärung des gesamten angefochtenen Dekrets. Aus dem Sachverhalt geht jedoch hervor, dass sie nur durch Artikel 1 Nr. 4 des angefochtenen Dekrets nachteilig betroffen sein können, insofern er es ermöglicht, auf gesetzlichem Weg und nach dem in den Artikeln 2 bis 4 desselben Dekrets beschriebenen Verfahren Genehmigungen für die Verwirklichung fehlender Abschnitte des Straßennetzes auf dem Gebiet der Wallonischen Region zu erteilen.

Die Klagen in den Rechtssachen Nrn. 4620, 4622, 4624 und 4628 sind folglich unzulässig, insofern sie sich auf die Artikel 5 bis 18 des angefochtenen Dekrets beziehen.

B.5.4.1. In den Rechtssachen Nrn. 4618 und 4621, die in B.3.3.1 angeführt sind, beantragen die klagenden Parteien insbesondere die Nichtigkeitsklärung der Artikeln 5 und 6 des angefochtenen Dekrets.

B.5.4.2. In der Rechtssache Nr. 4618 sind alle klagenden Parteien - deren Interesse durch die Wallonische Regierung nicht in Abrede gestellt wird - Anrainer des Flughafens Lüttich-Bierset und leiden unter dessen Lärmbelästigung. Ihre Wohnungen sind allesamt in dem Lärmbelastigungsplan dieses Flughafens angeführt.

Die zweite, die dritte und die vierte klagende Partei sind ebenfalls klagende Parteien im Rahmen einer Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat gegen den Erlass vom 25. August 2005 des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus der Wallonischen Region, durch den der Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der Gemeinde Grâce-Hollogne abgeändert und der «SAB Aéroport de Liège » AG eine Umweltgenehmigung für den Betrieb des Flughafens Lüttich-Bierset erteilt wird. Diese Genehmigung wird durch Artikel 5 des angefochtenen Dekrets bestätigt.

Die vierte und die fünfte klagende Partei sind ebenfalls klagende Parteien im Rahmen einer Nichtigkeitsklage beim Staatsrat, die gegen den ministeriellen Erlass vom 13. September 2006 zur Erteilung einer Städtebaugenehmigung an die «Société régionale wallonne du Transport» (Wallonische Regionale Transportgesellschaft) für die Verlängerung der Start- und Landebahn des Flughafens Lüttich-Bierset eingereicht wurde. Diese Genehmigung wurde durch Artikel 6 des angefochtenen Dekrets bestätigt.

Wie die klagenden Parteien zu Recht anführen, sind sie direkt durch die Artikeln 5 und 6 des angefochtenen Dekrets sowie durch die Artikel 1 bis 4 des vorerwähnten Dekrets betroffen, da bereits jetzt in Artikel 1 die Bestätigung weiterer, im Rahmen des Ausbaus des Flughafens zu erteilender Genehmigungen vorgesehen ist.

B.5.4.3. In der Rechtssache Nr. 4621 ist die klagende Partei die Flämische Regierung, die kein Interesse nachzuweisen braucht.

B.5.4.4. Die Klagen in den Rechtssachen Nrn. 4618 und 4621 sind zulässig.

B.5.5. In der Rechtssache Nr. 4614, die in B.3.7.1 angeführt ist, beantragen die klagenden Parteien insbesondere die Nichtigerklärung von Artikel 14 des angefochtenen Dekrets.

Aus dem Wortlaut der Nichtigkeitsklage und dem Schriftsatz der klagenden Parteien sowie aus den von ihnen hinterlegten Schriftstücken geht hervor, dass sie ihren Wohnsitz auf dem Gebiet der Region Brüssel-Hauptstadt haben.

Nur die erste von ihnen besitzt Anrechte an dem Grundstück, als dessen Eigentümer sie sich ausgeben, um ihr Interesse nachzuweisen.

Dieses Grundstück war Gegenstand eines Enteignungsantrags der öffentlich-rechtlichen Aktiengesellschaft «Infrabel», der auf dem Gesetz vom 26. Juli 1962 «über das Dringlichkeitsverfahren in Sachen Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit» beruht.

Durch das Urteil vom 6. Juli 2011 hat der Friedensrichter von Braine-l'Alleud in Anwendung von Artikel 7 Absatz 2 des Gesetzes vom 26. Juli 1962 diesem Antrag stattgegeben, nachdem er die von den klagenden Parteien vorgebrachten, von der Gesetzwidrigkeit des königlichen Erlasses vom 21. Februar 2011 «zur Anerkennung der Gemeinnützigkeit der sofortigen Inbesitznahme bestimmter Parzellen auf dem Gebiet der Gemeinde Waterloo, die für den Bau eines dritten und vierten Gleises der Eisenbahnlinie 124 sowie den Bau neuer Wegeanlagen notwendig sind» ausgehenden Verteidigungsmittel für unbegründet befunden hatte.

Dieses Urteil hatte zur Folge, dass das Eigentumsrecht der ersten klagenden Partei endgültig und vorbehaltlos von ihrem Vermögen in dasjenige des Enteigners übergegangen ist (Kass., 24. Oktober 2003, *Pas.*, 2003, Nr. 527).

Gegen dieses Urteil kann keine Berufung eingelegt werden (Artikel 8 des Gesetzes vom 26. Juli 1962).

Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass nicht ersichtlich ist, dass die klagenden Parteien jetzt Anrainer des Immobilienprojektes im Sinne von Artikel 14 des angefochtenen Dekrets sind.

Die von den klagenden Parteien beschriebene Situation kann demzufolge nicht unmittelbar und in ungünstigem Sinne durch diesen Artikel beeinflusst werden.

Insofern ist ihre Nichtigkeitsklage unzulässig.

B.5.6. In der Rechtssache Nr. 4626, die in B.3.4.1 angeführt ist, beantragen die klagenden Parteien insbesondere die Nichtigerklärung der Artikel 15 und 18 des angefochtenen Dekrets. Die Wallonische Regierung stellt ihr Interesse an der Klage nicht in Abrede.

Aus den von den klagenden Parteien hinterlegten Schriftstücken geht hervor, dass sie am 14. Juli 2008 beim Staatsrat eine Klage auf Nichtigerklärung und einen Antrag auf Aussetzung des ministeriellen Erlasses vom 19. Juni 2008 eingereicht haben, zu dessen Bestätigung Artikel 15 des Dekrets vom 17. Juli 2008 dient.

Diese Bestätigung verleiht diesem Verwaltungsakt den Wert eines Dekrets und erkennt ihm rückwirkend die Beschaffenheit und Wirkung eines Gesetzes zu, so dass seine Rechtmäßigkeit nicht mehr vor dem Staatsrat angefochten werden kann.

Beim Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung hatte der Staatsrat noch nicht über diese Klage geurteilt. Die Situation der klagenden Parteien kann also unmittelbar und in ungünstigem Sinne durch Artikel 15 des Dekrets vom 17. Juli 2008 beeinflusst werden.

Das Gleiche gilt für Artikel 18 des angefochtenen Dekrets, insofern er Artikel 15 in Kraft setzt und folglich untrennbar damit verbunden ist.

B.5.7.1. In den Rechtssachen Nrn. 4563 ff., die in B.3.5.1 angeführt sind, beantragen die klagenden Parteien insbesondere die Nichtigerklärung der Artikel 16 und 17 des angefochtenen Dekrets.

B.5.7.2. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 4563, 4592, 4613 und 4627 haben am 4. Juli 2008 beim Staatsrat eine Klage auf Nichtigerklärung und einen Antrag auf Aussetzung des ministeriellen Erlasses vom 4. Juni 2008 eingereicht, zu dessen Bestätigung Artikel 17 des angefochtenen Dekrets dient.

Dieselben klagenden Parteien haben am 9. Juli 2008 beim Staatsrat eine Klage auf Nichtigerklärung und einen Antrag auf Aussetzung des ministeriellen Erlasses vom 7. Juli 2008 eingereicht, zu dessen Bestätigung Artikel 16 des angefochtenen Dekrets dient.

Diese Bestätigungen verleihen diesen Verwaltungsakten den Wert eines Dekrets und erkennen ihnen rückwirkend die Beschaffenheit und Wirkung eines Gesetzes zu, so dass ihre Rechtmäßigkeit nicht mehr vor dem Staatsrat angefochten werden kann (Wallonisches Parlament, *Parl. Dok.*, 2007-2008, Nr. 805/1, S. 20).

Der Staatsrat hat noch nicht über diese Klagen geurteilt. Die Situation der klagenden Parteien kann demzufolge unmittelbar und in ungünstigem Sinne durch die Artikel 16 und 17 des angefochtenen Dekrets beeinflusst werden.

B.5.7.3. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 4625 handelt in ihrer Eigenschaft als Eigentümer einer Villa, die in der Nähe des in den Artikeln 16 und 17 des angefochtenen Dekrets vorgesehenen Standorts liegt. Sie führt an, dass sie in dieser Eigenschaft am 8. Oktober 2007 eine für zulässig erklärte administrative Beschwerde gegen den Beschluss des Gemeindegremiums der Gemeinde La Hulpe, mit dem der «Codic Belgique» AG eine Umweltgenehmigung gewährt wurde, eingereicht habe. Sie führt ebenfalls an, dass sie sich geschickt habe, eine Klage beim Staatsrat gegen den ministeriellen Erlass vom 7. Juli 2008 einzureichen, als dieser durch Artikel 16 des angefochtenen Dekrets bestätigt worden sei.



Obwohl keine Klage auf Initiative dieser klagenden Partei bei dem Staatsrat anhängig ist, ist die in der Rechtssache Nr. 4625 eingereichte Klage aus denselben Gründen wie denjenigen, die in B.5.7.2 dargelegt wurden, zulässig.

B.5.7.4. Die Klage in der Rechtssache Nr. 4608 wurde durch die VoG «La Hulpe, Notre Village» eingereicht. In ihrer Klageschrift präzisiert die VoG:

«Die Gemeinde La Hulpe hat im Laufe der Jahre ein außergewöhnliches Erbe gebildet, das zu zwei Dritteln aus Grünflächen besteht, von denen jeweils ein Viertel besondere Merkmale aufweist, entweder dichte Bebauungen oder lockere und grüne Stadtviertel. Die Führung war stets bemüht, eine kohärente Gestaltung der bestehenden Bauwerke und der Wegenetze und Bürgersteige vorzuziehen, um dort eine außergewöhnliche Lebensqualität zu bewahren».

In Artikel 3 der Satzung dieser VoG wird ihr Vereinigungszweck wie folgt beschrieben:

«Die Vereinigung bezweckt die Bewahrung dieses außergewöhnlichen Erbes. Sie möchte die Aufrechterhaltung eines dörflichen Lebensraums verteidigen, indem übermäßige Umänderungen des bestehenden Bauerbes verboten und alle Immobilienprojekte oder alle Projekte gleich welcher Art, deren Merkmale die Umwelt beeinträchtigen, das landschaftliche Erbe bedrohen und Probleme hinsichtlich der Umweltverschmutzung, der Mobilität und des Autoverkehrs hervorrufen könnten, vermieden werden. Sie kann ebenfalls Initiativen zur Förderung von wertvollen Projekten zugunsten der Einwohner von La Hulpe ergreifen.

Die Vereinigung bezweckt also die Bewahrung und Förderung dessen, was den Charme der Gemeinde ausmacht, nämlich ihre menschliche Dimension, ihre bemerkenswerten Landschaften und ihre dörfliche Beschaffenheit. Sie möchte das Image eines Dorfes verteidigen, in dem es sich gut leben lässt.

[...]

Die Vereinigung ist ebenfalls berechtigt, jegliche Initiative und jeden Kontakt zu Verwaltungsbehörden zu schaffen und zu unterhalten, ihre Anmerkungen im Rahmen von Untersuchungen über Genehmigungsanträge in Bezug auf Projekte in La Hulpe geltend zu machen und gleich welches Verwaltungs- oder Gerichtsverfahren, einschließlich derjenigen vor dem Staatsrat oder dem Verfassungsgerichtshof, gegen Verwaltungsgenehmigungen, die gegebenenfalls für Immobilienprojekte oder andere, die sich auf ihren Vereinigungszweck auswirken, erteilt werden, einzuleiten oder sich daran zu beteiligen.

Die Vereinigung ist außerdem ermächtigt, ihren Vereinigungszweck in gleich welcher Streitsache zu verteidigen, bei der es um die Umweltqualität im weiteren Sinne sowie die nachhaltige Entwicklung der Gemeinde La Hulpe geht ».

Die VoG hat einen besonderen Vereinigungszweck, der sich vom allgemeinen Interesse unterscheidet. Die VoG hat ein Interesse daran, die Nichtigerklärung von Bestimmungen zu beantragen, mit denen der Dekretgeber Verwaltungsakte bestätigt hat, die sich auf das Erbe auswirken können, deren Verteidigung sie bezweckt.

Die Klage in der Rechtssache Nr. 4608 ist zulässig.

B.5.8. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass die Nichtigkeitsklagen zulässig sind, insofern sie sich auf die Artikeln 1 bis 4, 5, 6 und 15 bis 18 des angefochtenen Dekrets beziehen; auf die Artikel 7 bis 9 und 14 beziehen sich ihrerseits nur Vorabentscheidungsfragen.

*Zur Hauptsache*

*In Bezug auf die Einhaltung der Normen des internationalen Rechts und des Rechts der Europäischen Union*

B.6.1. In den einzelnen Rechtssachen leiten die klagenden Parteien einen ersten Klagegrund aus einem Verstoß des Dekretgebers gegen die Artikeln 10, 11 und 23 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 3 Absatz 9 und Artikel 9 Absätze 2 bis 4 des Übereinkommens von Aarhus «über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten» sowie mit Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG vom 27. Juni 1985 «über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten» ab.

Dem angefochtenen Dekret wird insbesondere vorgeworfen, die Städtebau- und Umweltgenehmigungen bezüglich einer Reihe von *a priori* unbestimmten und unbestimmbaren Projekten (Artikel 1 bis 4 des vorerwähnten Dekrets) sowie mehrerer spezifischer Projekte (Artikeln 5, 6 und 15 bis 18 desselben Dekrets) auf ungerechtfertigte Weise der Kontrolle des Staatsrates zu entziehen, um sie der Kontrolle des Gerichtshofes zu unterbreiten, obwohl dieser keine so ausgedehnten Einspruchsmöglichkeiten bietet wie diejenigen, die den Interesse habenden Dritten vor dem Staatsrat möglich seien.

B.6.2. In einigen Rechtssachen wird der Gerichtshof ebenfalls gebeten, sich zu der Beschwerde bezüglich des angefochtenen Dekrets zu äußern, das die Städtebau- und Umweltgenehmigungen in Bezug auf mehrere spezifische Projekte auf ungerechtfertigte Weise der Begründungsverpflichtung entzogen würden. Auf diese Weise habe der Dekretgeber die Artikeln 10, 11 und 23 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 Absatz 9 des Übereinkommens von Aarhus und mit Artikel 9 Absatz 1 der vorerwähnten Richtlinie 85/337/EWG missachtet.

B.7.1. Die Prüfung durch den Gerichtshof erfordert die Unterscheidung zwischen dem durch die Artikel 1 bis 4 des angefochtenen Dekrets eingeführten Verfahren einerseits und den spezifischen Genehmigungen, die durch die Artikel 5 bis 17 desselben Dekrets bestätigt worden sind, andererseits.

B.7.2. Mit den Artikeln 1 bis 4 des angefochtenen Dekrets behält sich der Dekretgeber die Befugnis vor, ab dem 25. Juli 2008, dem Datum des Inkrafttretens des angefochtenen Dekrets, Städtebau- und Umweltgenehmigungen bezüglich der in Artikel 1 des angefochtenen Dekrets aufgezählten Kategorien von Handlungen und Arbeiten nach einem Verfahren *sui generis* zu erteilen.

Während der Verwaltungsphase zur Ausarbeitung der Genehmigung vor der Befassung des Wallonischen Parlaments müssen die Erfordernisse in Verbindung mit der Befragung der Öffentlichkeit gemäß den gemeinrechtlichen Regeln, die der Dekretgeber ausgearbeitet hat und die sich aus der vorerwähnten Richtlinie 85/337/EWG ergeben, eingehalten werden. Außerdem wird die Genehmigung gemäß den allgemeinen Regeln bezüglich der Erteilung der Städtebaugenehmigungen, Umweltgenehmigungen oder Globalgenehmigungen angenommen, vorbehaltlich des Artikels 2 des angefochtenen Dekrets.

Nachdem die Genehmigung durch die zuständige Verwaltungsbehörde erteilt worden ist, wird sie dem Parlament durch die Regierung innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab ihrer Erteilung oder ihrem Eingang übermittelt. Das Wallonische Parlament verfügt grundsätzlich über sechzig Tage, um die ihm vorgelegte Genehmigung anzunehmen. Andernfalls gilt die Genehmigung als nicht erteilt.

B.7.3. Wenn die durch das Parlament angenommene Genehmigung «durch die Regierung sanktioniert und ausgefertigt» wird, hat das Einschreiten des Gesetzgebers zur Folge, der erteilten Genehmigung Gesetzeskraft zu verleihen, so dass sie in der Hierarchie den gleichen Wert wie die Gesetzesbestimmungen erhält, denen die betreffende Genehmigung entsprechen soll. Daraus ergibt sich ebenfalls, dass der Staatsrat seine Kontrolle in Bezug auf solche Genehmigungen nicht ausüben kann und dass nur der Verfassungsgerichtshof befugt ist, über eine Klage auf Nichtigerklärung oder einstweilige Aufhebung derselben zu befinden.

B.7.4. Die in den Artikeln 5 bis 17 des angefochtenen Dekrets enthaltenen Bestätigungen verleihen einigen spezifischen Genehmigungen, die von den Verwaltungsbehörden erteilt wurden, rückwirkend Gesetzeskraft. Diese Bestimmungen haben somit zur Folge, dass dem Staatsrat die gegen diese Genehmigungen eingereichten Nichtigkeitsklagen entzogen werden. Nur der Verfassungsgerichtshof ist dafür zuständig, über eine gegen sie erhobene Klage auf Nichtigklärung oder einstweilige Aufhebung zu befinden.

*In Bezug auf die gerichtliche Kontrolle der bestätigten Genehmigungen*

B.8.1. Aufgrund von Artikel 142 der Verfassung und Artikel 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof ist der Gerichtshof befugt, die Übereinstimmung von Gesetzesnormen mit den Regeln der Zuständigkeitsverteilung zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen sowie ihre Vereinbarkeit mit den Artikeln von Titel II «Die Belgier und ihre Rechte» und den Artikeln 170, 172 und 191 der Verfassung zu kontrollieren.

Daraus ergibt sich, dass der Gerichtshof insbesondere befugt ist zu prüfen, ob der Dekretgeber die sowohl in den Artikeln 10 und 11 der Verfassung bezüglich des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung als auch in deren Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 bezüglich des Rechts auf den Schutz einer gesunden Umwelt enthaltenen Garantien missachtet hat. Der Gerichtshof ist ebenfalls befugt, bei der Kontrolle der Gesetzesnormen anhand der vorerwähnten Referenznormen zu prüfen, ob die seiner Kontrolle unterbreiteten Bestimmungen mit den Normen des internationalen Rechts und des europäischen Rechts, die für Belgien verbindlich sind und deren Verletzung in Verbindung mit den vorerwähnten Verfassungsbestimmungen geltend gemacht wird, wie im vorliegenden Fall Artikel 3 Absatz 9 und Artikel 9 Absätze 2 bis 4 des Übereinkommens von Aarhus und Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG.

B.8.2. Artikel 3 Absatz 9 des Übereinkommens von Aarhus bestimmt:

«Im Rahmen der einschlägigen Bestimmungen dieses Übereinkommens hat die Öffentlichkeit Zugang zu Informationen, die Möglichkeit, an Entscheidungsverfahren teilzunehmen, und Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten, ohne dabei wegen Staatsangehörigkeit, Volkszugehörigkeit oder Wohnsitz benachteiligt zu werden; eine juristische Person darf nicht aufgrund ihres eingetragenen Sitzes oder aufgrund des tatsächlichen Mittelpunkts ihrer Geschäftstätigkeit benachteiligt werden».

B.8.3. Artikel 9 Absätze 2 bis 4 desselben Übereinkommens bestimmt:

«(2) Jede Vertragspartei stellt im Rahmen ihrer innerstaatlichen Rechtsvorschriften sicher, dass Mitglieder der betroffenen Öffentlichkeit,

(a) die ein ausreichendes Interesse haben oder alternativ

(b) eine Rechtsverletzung geltend machen, sofern das Verwaltungsprozessrecht einer Vertragspartei dies als Voraussetzung erfordert,

Zugang zu einem Überprüfungsverfahren vor einem Gericht und/oder einer anderen auf gesetzlicher Grundlage geschaffenen unabhängigen und unparteiischen Stelle haben, um die materiell-rechtliche und verfahrensrechtliche Rechtmäßigkeit von Entscheidungen, Handlungen oder Unterlassungen anzufechten, für die Artikel 6 und - sofern dies nach dem jeweiligen innerstaatlichen Recht vorgesehen ist und unbeschadet des Absatzes 3 - sonstige einschlägige Bestimmungen dieses Übereinkommens gelten.

Was als ausreichendes Interesse und als Rechtsverletzung gilt, bestimmt sich nach den Erfordernissen innerstaatlichen Rechts und im Einklang mit dem Ziel, der betroffenen Öffentlichkeit im Rahmen dieses Übereinkommens einen weiten Zugang zu Gerichten zu gewähren. Zu diesem Zweck gilt das Interesse jeder nichtstaatlichen Organisation, welche die in Artikel 2 Nummer 5 genannten Voraussetzungen erfüllt, als ausreichend im Sinne des Buchstaben a. Derartige Organisationen gelten auch als Träger von Rechten, die im Sinne des Buchstaben b verletzt werden können.

Absatz 2 schließt die Möglichkeit eines vorangehenden Überprüfungsverfahrens vor einer Verwaltungsbehörde nicht aus und lässt das Erfordernis der Ausschöpfung verwaltungsbehördlicher Überprüfungsverfahren vor der Einleitung gerichtlicher Überprüfungsverfahren unberührt, sofern ein derartiges Erfordernis nach innerstaatlichem Recht besteht.

(3) Zusätzlich und unbeschadet der in den Absätzen 1 und 2 genannten Überprüfungsverfahren stellt jede Vertragspartei sicher, dass Mitglieder der Öffentlichkeit, sofern sie etwaige in ihrem innerstaatlichen Recht festgelegte Kriterien erfüllen, Zugang zu verwaltungsbehördlichen oder gerichtlichen Verfahren haben, um die von Privatpersonen und Behörden vorgenommenen Handlungen und begangenen Unterlassungen anzufechten, die gegen umweltbezogene Bestimmungen ihres innerstaatlichen Rechts verstoßen.

(4) Zusätzlich und unbeschadet des Absatzes 1 stellen die in den Absätzen 1, 2 und 3 genannten Verfahren angemessenen und effektiven Rechtsschutz und, soweit angemessen, auch vorläufigen Rechtsschutz sicher; diese Verfahren sind fair, gerecht, zügig und nicht übermäßig teuer. Entscheidungen nach diesem Artikel werden in Schriftform getroffen oder festgehalten. Gerichtsentscheidungen und möglichst auch Entscheidungen anderer Stellen sind öffentlich zugänglich».

B.8.4. Artikel 10a der vorerwähnten Richtlinie 85/337/EWG bestimmte:

«Die Mitgliedstaaten stellen im Rahmen ihrer innerstaatlichen Rechtsvorschriften sicher, dass Mitglieder der betroffenen Öffentlichkeit, die

a) ein ausreichendes Interesse haben oder alternativ

b) eine Rechtsverletzung geltend machen, sofern das Verwaltungsverfahrensrecht bzw. Verwaltungsprozessrecht eines Mitgliedstaats dies als Voraussetzung erfordert,

Zugang zu einem Überprüfungsverfahren vor einem Gericht oder einer anderen auf gesetzlicher Grundlage geschaffenen unabhängigen und unparteiischen Stelle haben, um die materiellrechtliche und verfahrensrechtliche Rechtmäßigkeit von Entscheidungen, Handlungen oder Unterlassungen anzufechten, für die die Bestimmungen dieser Richtlinie über die Öffentlichkeitsbeteiligung gelten.

Die Mitgliedstaaten legen fest, in welchem Verfahrensstadium die Entscheidungen, Handlungen oder Unterlassungen angefochten werden können.

Was als ausreichendes Interesse und als Rechtsverletzung gilt, bestimmen die Mitgliedstaaten im Einklang mit dem Ziel, der betroffenen Öffentlichkeit einen weiten Zugang zu Gerichten zu gewähren. Zu diesem Zweck gilt das Interesse jeder Nichtregierungsorganisation, welche die in Artikel 1 Absatz 2 genannten Voraussetzungen erfüllt, als ausreichend im Sinne von Absatz 1 Buchstabe a) dieses Artikels. Derartige Organisationen gelten auch als Träger von Rechten, die im Sinne von Absatz 1 Buchstabe b) dieses Artikels verletzt werden können.

Dieser Artikel schließt die Möglichkeit eines vorausgehenden Überprüfungsverfahrens bei einer Verwaltungsbehörde nicht aus und lässt das Erfordernis einer Ausschöpfung der verwaltungsbehördlichen Überprüfungsverfahren vor der Einleitung gerichtlicher Überprüfungsverfahren unberührt, sofern ein derartiges Erfordernis nach innerstaatlichem Recht besteht.

Die betreffenden Verfahren werden fair, gerecht, zügig und nicht übermäßig teuer durchgeführt.

Um die Effektivität dieses Artikels zu fördern, stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass der Öffentlichkeit praktische Informationen über den Zugang zu verwaltungsbehördlichen und gerichtlichen Überprüfungsverfahren zugänglich gemacht werden».

B.8.5. Die Richtlinie 85/337/EWG wurde durch Artikel 14 der Richtlinie 2011/92/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 «über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten» aufgehoben. Artikel 11 dieser Richtlinie übernimmt jedoch im Wesentlichen den Inhalt von Artikel 10a der vorerwähnten Richtlinie 85/337/EWG, indem er bestimmt:

«(1) Die Mitgliedstaaten stellen im Rahmen ihrer innerstaatlichen Rechtsvorschriften sicher, dass Mitglieder der betroffenen Öffentlichkeit, die

a) ein ausreichendes Interesse haben oder alternativ

b) eine Rechtsverletzung geltend machen, sofern das Verwaltungsverfahrensrecht bzw. Verwaltungsprozessrecht eines Mitgliedstaats dies als Voraussetzung erfordert,

Zugang zu einem Überprüfungsverfahren vor einem Gericht oder einer anderen auf gesetzlicher Grundlage geschaffenen unabhängigen und unparteiischen Stelle haben, um die materiellrechtliche und verfahrensrechtliche Rechtmäßigkeit von Entscheidungen, Handlungen oder Unterlassungen anzufechten, für die die Bestimmungen dieser Richtlinie über die Öffentlichkeitsbeteiligung gelten.

(2) Die Mitgliedstaaten legen fest, in welchem Verfahrensstadium die Entscheidungen, Handlungen oder Unterlassungen angefochten werden können.

(3) Was als ausreichendes Interesse und als Rechtsverletzung gilt, bestimmen die Mitgliedstaaten im Einklang mit dem Ziel, der betroffenen Öffentlichkeit einen weiten Zugang zu Gerichten zu gewähren. Zu diesem Zweck gilt das Interesse jeder Nichtregierungsorganisation, welche die in Artikel 1 Absatz 2 genannten Voraussetzungen erfüllt, als ausreichend im Sinne von Absatz 1 Buchstabe a dieses Artikels. Derartige Organisationen gelten auch als Träger von Rechten, die im Sinne von Absatz 1 Buchstabe b dieses Artikels verletzt werden können.

(4) Dieser Artikel schließt die Möglichkeit eines vorausgehenden Überprüfungsverfahrens bei einer Verwaltungsbehörde nicht aus und lässt das Erfordernis einer Ausschöpfung der verwaltungsbehördlichen Überprüfungsverfahren vor der Einleitung gerichtlicher Überprüfungsverfahren unberührt, sofern ein derartiges Erfordernis nach innerstaatlichem Recht besteht.

Die betreffenden Verfahren werden fair, gerecht, zügig und nicht übermäßig teuer durchgeführt.

(5) Um die Effektivität dieses Artikels zu fördern, stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass der Öffentlichkeit praktische Informationen über den Zugang zu verwaltungsbehördlichen und gerichtlichen Überprüfungsverfahren zugänglich gemacht werden».

B.9.1. Diese europäischen und internationalen Bestimmungen erfordern, dass die Rechtmäßigkeit der in ihren Anwendungsbereich fallenden Genehmigungen grundsätzlich zur Sache und hinsichtlich des befolgten Verfahrens durch ein Gericht oder irgendein anderes unabhängiges und unparteiisches Organ geprüft wird.

B.9.2. In seinem Entscheid Nr. 30/2010 hat der Verfassungsgerichtshof den Gerichtshof der Europäischen Union zu der Auslegung befragt, die diesen Bestimmungen zu vermitteln ist.

Der Gerichtshof der Europäischen Union hat in seinem Urteil vom 16. Februar 2012 (C-182/10, *Solvay u.a.*) Folgendes geantwortet:

«45. Aus Art. 2 Nr. 2 in Verbindung mit den Art. 6 und 9 des Übereinkommens von Aarhus sowie aus Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 ergibt sich, dass weder dieses Übereinkommen noch diese Richtlinie auf Projekte Anwendung finden, die durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt werden, der die in Randnr. 31 des vorliegenden Urteils aufgeführten Voraussetzungen erfüllt (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 50).

46. In Bezug auf andere Projekte, d.h. diejenigen, die entweder durch eine Maßnahme ohne Gesetzescharakter oder durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt werden, der diese Voraussetzungen nicht erfüllt, ergibt sich bereits aus dem Wortlaut von Art. 9 Abs. 2 des Übereinkommens von Aarhus und Art. 10a der Richtlinie 85/337, dass die Staaten die Möglichkeit eines Überprüfungsverfahrens vorsehen müssen, mit dem die materiell-rechtliche und verfahrensrechtliche Rechtmäßigkeit von Entscheidungen, Handlungen oder Unterlassungen, die vom Geltungsbereich des Art. 6 des Übereinkommens von Aarhus oder der Richtlinie 85/337 erfasst werden, vor einem Gericht oder einer anderen auf gesetzlicher Grundlage geschaffenen unabhängigen und unparteiischen Stelle angefochten werden kann (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 51).

47. Die Mitgliedstaaten verfügen aufgrund ihrer Verfahrensautonomie und vorbehaltlich der Einhaltung der Grundsätze der Äquivalenz und der Effektivität über einen Gestaltungsspielraum bei der Durchführung von Art. 9 Abs. 2 des Übereinkommens von Aarhus und Art. 10a der Richtlinie 85/337. Insbesondere ist es, soweit die erwähnten Bestimmungen eingehalten worden sind, ihre Sache, festzulegen, welches Gericht oder welche auf gesetzlicher Grundlage geschaffene unabhängige und unparteiische Stelle für die Entscheidung über die Rechtsbehelfe im Sinne dieser Bestimmungen zuständig ist und nach welchen Verfahrensregeln zu entscheiden ist (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 52).

48. Art. 9 des Übereinkommens von Aarhus und Art. 10a der Richtlinie 85/337 würden jedoch jegliche praktische Wirksamkeit verlieren, wenn der bloße Umstand, dass ein Projekt durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt wurde, der nicht die in Randnr. 31 des vorliegenden Urteils aufgeführten Voraussetzungen erfüllt, dazu führen würde, dass Rechtsbehelfe im Sinne dieser Bestimmungen, mit denen die materiell-rechtliche und verfahrensrechtliche Rechtmäßigkeit des Projekts angefochten werden könnte, ausgeschlossen wären (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 53)».

B.9.3. Wie in B.7.3 und B.7.4 angeführt wurde, hat das angefochtene Dekret zur Folge, dass nur der Verfassungsgerichtshof befugt ist, die darin erwähnten Genehmigungen für nichtig zu erklären oder einstweilig aufzuheben.



Der Gerichtshof ist jedoch nicht befugt, eine erschöpfende materiellrechtliche und verfahrensrechtliche Kontrolle von Handlungen auszuüben, die der Bestätigung oder Annahme der fraglichen Genehmigungen vorausgehen, selbst hinsichtlich der Regeln des internationalen und europäischen Rechts, die im Übereinkommen von Aarhus oder in der Richtlinie 85/337/EWG enthalten sind.

Auch wenn der Gerichtshof durch die Artikel 10 und 11 der Verfassung darauf achtet, dass der Gesetzgeber seine Verpflichtung zur vorherigen Mitteilung an die Europäische Kommission einhält, kann er dann, wenn ein Verstoß gegen diese Verpflichtung hinsichtlich des Rechts der Europäischen Union einen fundamentalen Verfahrensfehler darstellt, nicht die ihm durch den Verfassungsgeber und den Sondergesetzgeber erteilten Befugnisse über eine solche formelle Kontrolle hinaus ausdehnen und selbst die materielle Kontrolle der Einhaltung der in Umweltangelegenheiten geltenden Verfahrensregeln, die der Annahme des angefochtenen Gesetzgebungsaktes vorausgehen, ausüben.

B.9.4. Der Umfang der Kontrolle durch den Verfassungsgerichtshof kann folglich nicht demjenigen der Kontrolle durch den Staatsrat gleichgestellt werden, so dass die Zuständigkeit der Verfassungsgerichtsbarkeit, so wie sie sich aus der Verfassung und aus dem Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof ergibt, nicht ausreicht, um die Erfordernisse der gerichtlichen Kontrolle zu erfüllen, wenn die Projekte zum Anwendungsbereich des Übereinkommens von Aarhus und der Richtlinie 85/337/EWG gehören.

B.10.1. Die Kategorie von Bürgern, denen diese Genehmigungen einen Nachteil zufügen, wird also anders behandelt als die übrigen Bürger hinsichtlich der Rechtsprechungsgarantie, die durch Artikel 159 der Verfassung, Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention (insbesondere im Rahmen der durch ihre Artikeln 6, 8 und 14 gewährleisteten Rechte) und durch Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat gewährt wird, da diese Genehmigungen nicht mehr Gegenstand einer Nichtigkeitsklage vor einem Richter sein können, der - ebenso wie der Staatsrat - über eine Kontrollbefugnis verfügt, die sich sowohl auf den Inhalt der angefochtenen Genehmigung als auch auf das Verfahren vor ihrer Annahme erstreckt.

Ein solcher Behandlungsunterschied ist diskriminierend, außer wenn er auf einer rechtmäßigen Zielsetzung beruht und vernünftig gerechtfertigt ist.

B.10.2. In der Begründung des Dekretentwurfs wurde präzisiert:

«Die Zielsetzung des Entwurfs der Dekretsbestimmungen über regionale Genehmigungen besteht darin, dem Wallonischen Parlament die Bestätigung gewisser Genehmigungen zu ermöglichen, die durch den beauftragten Beamten oder gemeinsam durch den beauftragten Beamten und den technischen Beamten oder auf eine Klage hin durch die Regierung erteilt wurden. Seit mehreren Jahren ist nämlich ein wachsendes Interesse des Wallonischen Parlamentes an der Nachbearbeitung von Akten, die über das örtliche Interesse hinausgehen, zu beobachten. Zahlreiche parlamentarische Fragen und Interpellationen, die bezüglich des Standes der Untersuchung von Genehmigungsanträgen für verschiedene Projekte gestellt werden, belegen dies.

[...]

Wenn die Änderung des zuständigen Gerichts so zu verstehen wäre, dass sie einen Behandlungsunterschied zwischen Anrainern einführen würde, je nachdem, ob sie von einem gemeinrechtlichen Vorhaben oder einem Vorhaben, für das zwingende Gründe des Allgemeininteresses bestehen, betroffen wären - *quod non* -, würde dieser Unterschied durch den objektiven Unterschied zwischen den Anträgen auf gemeinrechtliche Genehmigungen und den Anträgen auf Genehmigungen für diese Art von Vorhaben gerechtfertigt.

Vorhaben, für die es zwingende Gründe des Allgemeininteresses gibt, unterscheiden sich nämlich *per definitionem* von den gemeinrechtlichen Vorhaben, insofern es gemeinnützige Vorhaben sind. Es gibt nämlich objektive Kriterien, aufgrund deren ein Vorhaben gemeinnützig ist oder nicht, und die hinsichtlich der Wallonischen Region mit ihrer Beschaffenheit in Bezug auf Soziales, Wirtschaft, Energie, Mobilität, Erbe oder Umwelt zusammenhängen.

[...]

Die Regierung ist gewillt, das Wallonische Parlament in ihre Politik der nachhaltigen Entwicklung des wallonischen Gebiets einzubeziehen. Hierzu möchte sie die Rolle des Wallonischen Parlamentes in Bezug auf die Entscheidungsfindung für Vorhaben nicht auf die Möglichkeit von parlamentarischen Fragen und Interpellationen beschränken. Es gilt, das Wallonische Parlament an der Entscheidungsfindung zu beteiligen, indem ihm die Befugnis zuerkannt wird, die Bestätigung erteilter Genehmigungen zu verweigern» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2007-2008, Nr. 805/1, SS. 1 bis 7).

Während der Diskussion im Ausschuss wurde ferner präzisiert:

«Man darf ebenfalls nicht vergessen, dass der eigentliche Zweck des Textes darin besteht, gewisse 'festgefahrene' Akten aus der Verfahrenssackgasse herauszunehmen; derzeit sind es 13, und morgen vielleicht mehr.

[...]

Hr. [...] bemerkt, dass eine Kluft besteht zwischen einerseits der in der Begründung dargelegten Zielsetzung und andererseits derjenigen, die aus den wiederholten Erklärungen des Ministers in den Medien hervorgeht, bei denen es im Wesentlichen darum geht, Klagen vor dem Staatsrat zu begrenzen. Hier ist eine enorme Scheinheiligkeit anzuprangern; man schrieb sogar in der Begründung: 'im Gegensatz zu dem, was der CWEDD (Wallonischer Umweltrat für nachhaltige Entwicklung) anführt, soll mit dem Textentwurf keine Verringerung der Anzahl Streitsachen angestrebt werden', während es überall in der Presse nur darum geht, Klagen zu vermeiden » (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2007-2008, Nr. 805/5, SS. 10 und 16).

Ferner wurde hervorgehoben, dass das angefochtene Dekret «es ermöglichen sollte, in gewissen Akten wieder zu Gelassenheit zurückzufinden» (ebenda, S. 12), indem vermieden wird, dass «ausgehend vom CWATUPE-Dekret oder vom Umweltdekret Auslegungen durch das Gericht, das mit Klagen befasst wird, [...] das Allgemeininteresse gefährden». So erachtete man es als notwendig, «dieses Ausufer des Verfahrens, wobei der Staatsrat die Dekrete auf extreme Weise auslegt, zu stoppen» (ebenda, S. 16).

Der Minister präzisierte ferner:

«[...] die Beschwerden betreffen weniger das Verfahren als vielmehr den Umstand, dass die Beschwerdeführer nicht wünschen, dass eine Genehmigung erteilt wird, dies aus Gründen, die mit ihrem persönlichen Interesse zusammenhängen. Er zitiert diesbezüglich das Beispiel des Tals der Hain und erklärt, dass der Beschwerdeführer nichts von einer Kläranlage wissen möchte und daher nach gleich welchen Gründen sucht, mit denen er deren Errichtung verhindern könnte. Er ist der Auffassung, dass es sich hier um einen Kampf handelt, in dem das private Interesse dem Allgemeininteresse gegenübersteht. Der Herr Minister erklärt, er könne die Genehmigung erteilen, doch das Parlament als natürlicher Vertreter des regionalen Interesses sei zweifellos am besten imstande, das Bestehen des regionalen Interesses zu bestätigen.

[...]

Der Herr Minister bittet seine Widersacher zu schwören, dass sie in Zukunft nie diesen Dekretentwurf nutzen würden, weil sie ihn nicht benötigen würden. Nach Auffassung des Ministers könne niemand solche Aussagen machen, da selbst Mandatsträger der Opposition an diesem Dekretentwurf interessiert seien, denn sie seien sich des NIMBY-Phänomens und der Tatsache bewusst, dass dem Allgemeininteresse der Vorrang vor dem privaten Interesse einer Person gegeben werden müsse» (ebenda, SS. 31-32).

B.10.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass der Dekretgeber mit der Annahme des angefochtenen Dekrets bezweckte, die Parlamentarier an der Annahme gewisser Genehmigungen zu beteiligen, für die es zwingende Gründe des Allgemeininteresses gibt, um ihnen eine größere demokratische Legitimität zu verleihen und großen Bauvorhaben, die Gegenstand davon waren, eine bessere Rechtssicherheit zu bieten.

B.11. Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus bestimmt, dass Gremien oder Einrichtungen, die in gerichtlicher oder gesetzgebender Eigenschaft handeln, keinen «Behörden» im Sinne des Übereinkommens gleichzusetzen sind.

Artikel 1 Absatz 5 der vorerwähnten Richtlinie 85/337/EWG bestimmte:

«Diese Richtlinie gilt nicht für Projekte, die im Einzelnen durch einen besonderen einzelstaatlichen Gesetzgebungsakt genehmigt werden, da die mit dieser Richtlinie verfolgten Ziele einschließlich des Ziels der Bereitstellung von Informationen im Wege des Gesetzgebungsverfahrens erreicht werden».

In Artikel 1 Absatz 4 der vorerwähnten Richtlinie 2011/92/EU wird diese Bestimmung übernommen.

B.12.1. Vom Verfassungsgerichtshof zu der Tragweite von Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus und Artikel 1 Absatz 5 der Richtlinie 85/337/EWG befragt, hat der Gerichtshof der Europäischen Union Folgendes erkannt:

«30. Nach Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 gilt diese Richtlinie für ein Projekt nicht, wenn ihre Ziele einschließlich des Ziels der Bereitstellung von Informationen im Wege eines Gesetzgebungsverfahrens erreicht werden (vgl. Urteile vom 19. September 2000, Linster, C-287/98, Slg. 2000, I-6917, Randnr. 51, und Boxus u.a., Randnr. 36).

31. Diese Bestimmung macht den Ausschluss eines Projekts vom Geltungsbereich der Richtlinie 85/337 von zwei Voraussetzungen abhängig. Zum einen muss das Projekt im Einzelnen durch einen besonderen Gesetzgebungsakt genehmigt werden; zum anderen müssen die Ziele der Richtlinie einschließlich des Ziels der Bereitstellung von Informationen im Wege des Gesetzgebungsverfahrens erreicht werden (vgl. Urteile vom 16. September 1999, WWF u.a., C-435/97, Slg. 1999, I-5613, Randnr. 57, und Boxus u.a., Randnr. 37).

32. Die erste Voraussetzung beinhaltet zunächst, dass das Projekt durch einen besonderen Gesetzgebungsakt genehmigt wird. Dazu ist festzustellen, dass die Begriffe 'Projekt' und 'Genehmigung' in Art. 1 Abs. 2 der Richtlinie 85/337 definiert sind. Daher kann ein Gesetzgebungsakt, durch den ein Projekt genehmigt wird, nur dann in den Geltungsbereich von Art. 1 Abs. 5 dieser Richtlinie fallen, wenn es sich um einen besonderen Akt handelt, der die gleichen Merkmale wie eine solche Genehmigung aufweist. Insbesondere muss er dem Projektträger das Recht zur Durchführung des Projekts verleihen (vgl. Urteile WWF u.a., Randnr. 58, und Boxus u.a., Randnr. 38).

33. Das Projekt muss außerdem im Einzelnen, also hinreichend genau und abschließend, genehmigt werden, so dass der Gesetzgebungsakt, durch den es genehmigt wird, wie eine Genehmigung alle für die Umweltverträglichkeitsprüfung erheblichen, vom Gesetzgeber berücksichtigten Punkte des Projekts umfassen muss (vgl. Urteile WWF u.a., Randnr. 59, und Boxus u.a., Randnr. 39). Der Gesetzgebungsakt muss daher erkennen lassen, dass die Zwecke der Richtlinie 85/337 bei dem betreffenden Projekt erreicht wurden (vgl. Urteile Linster, Randnr. 56, und Boxus u.a., Randnr. 39).

34. Demnach wird ein Projekt nicht im Sinne von Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 im Einzelnen durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt, wenn dieser nicht die zur Prüfung der Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt erforderlichen Angaben enthält oder den Erlass anderer Akte erfordert, damit der Projektträger das Recht zur Durchführung des Projekts erhält (vgl. Urteile WWF u.a., Randnr. 62, Linster, Randnr. 57, und Boxus u.a., Randnr. 40).

35. Was die zweite Voraussetzung betrifft, ist es nach ihrem Art. 2 Abs. 1 wesentliches Ziel der Richtlinie 85/337, dass Projekte, bei denen u.a. aufgrund ihrer Art, ihrer Größe oder ihres Standorts mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt zu rechnen ist, vor Erteilung der Genehmigung einer Prüfung in Bezug auf ihre Umweltauswirkungen unterzogen werden (vgl. Urteile Linster, Randnr. 52, und Boxus u.a., Randnr. 41).

36. Nach dem sechsten Erwägungsgrund der Richtlinie 85/337 hat die Prüfung zudem anhand sachgerechter Angaben des Projektträgers zu erfolgen, die gegebenenfalls von den Behörden und der Öffentlichkeit ergänzt werden können, die möglicherweise von dem Projekt betroffen sind (vgl. Urteile WWF u.a., Randnr. 61, Linster, Randnr. 53, und Boxus u.a., Randnr. 42).

37. Folglich muss der Gesetzgeber zum Zeitpunkt der Genehmigung des Projekts über ausreichende Angaben verfügen. Nach Art. 5 Abs. 3 und Anhang IV der Richtlinie 85/337 umfassen die Angaben, die der Projektträger vorzulegen hat, mindestens eine Beschreibung des Projekts nach Standort, Art und Umfang, eine Beschreibung der Maßnahmen, mit denen erhebliche nachteilige Auswirkungen vermieden, verringert und soweit möglich ausgeglichen werden sollen, sowie die notwendigen Angaben zur Feststellung und Beurteilung der Hauptauswirkungen, die das Projekt voraussichtlich auf die Umwelt haben wird (vgl. Urteile Linster, Randnr. 55, und Boxus u.a., Randnr. 43).

38. In Anbetracht der Besonderheiten der Verfahren zur Genehmigung eines Plans in mehreren Stufen steht die Richtlinie 85/337 der Genehmigung eines Projekts durch zwei Maßnahmen des nationalen Rechts nicht entgegen; diese werden zusammen als eine Genehmigung im Sinne ihres Art. 1 Abs. 2 angesehen (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 4. Mai 2006, Kommission/Vereinigtes Königreich, C-508/03, Slg. 2006, I-3969, Randnr. 102). Daher kann der Gesetzgeber beim Erlass der abschließenden Maßnahme zur Genehmigung eines Projekts Angaben verwenden, die im Rahmen eines vorherigen Verwaltungsverfahrens gesammelt worden sind (vgl. Urteil Boxus u.a., Randnr. 44).

39. Das Vorhandensein eines solchen Verwaltungsverfahrens kann jedoch nicht dazu führen, dass ein Projekt als gemäß Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 im Einzelnen durch einen besonderen Gesetzgebungsakt genehmigt betrachtet werden kann, wenn dieser Gesetzgebungsakt nicht die beiden in Randnr. 31 des vorliegenden Urteils erwähnten Voraussetzungen erfüllt. Wie der Gerichtshof in Randnr. 45 des Urteils Boxus u.a. entschieden hat, kann ein Gesetzgebungsakt, mit dem lediglich ein bereits erlassener Verwaltungsakt 'ratifiziert' wird und der sich darauf beschränkt, zwingende Gründe des Allgemeininteresses anzuführen, ohne dass zuvor ein die Sachfragen betreffendes Gesetzgebungsverfahren durchgeführt wird, das es erlaubt, diese Voraussetzungen zu erfüllen, nicht als besonderer Gesetzgebungsakt im Sinne dieser Bestimmung betrachtet werden und genügt somit nicht, um ein Projekt vom Geltungsbereich der Richtlinie 85/337 auszuschließen.

40. Insbesondere kann ein Gesetzgebungsakt, der erlassen wird, ohne dass den Mitgliedern des gesetzgebenden Organs die in Randnr. 37 des vorliegenden Urteils erwähnten Angaben zur Verfügung gestanden hätten, nicht vom Geltungsbereich des Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 erfasst werden (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 46).

41. Es ist Sache des nationalen Gerichts, festzustellen, ob diese Voraussetzungen erfüllt sind. Hierzu muss es sowohl den Inhalt des erlassenen Gesetzgebungsakts als auch das gesamte Gesetzgebungsverfahren, das zu seinem Erlass geführt hat, und insbesondere die vorbereitenden Arbeiten und die parlamentarischen Debatten berücksichtigen (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 47).

[...]

43. Auf die zweite Frage ist daher zu antworten, dass Art. 2 Nr. 2 des Übereinkommens von Aarhus und Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 dahin auszulegen sind, dass von ihrem jeweiligen Geltungsbereich nur Projekte ausgeschlossen sind, die im Einzelnen durch einen besonderen Gesetzgebungsakt genehmigt worden sind, so dass die Ziele dieser Bestimmungen durch das Gesetzgebungsverfahren erreicht worden sind. Es ist Sache des nationalen Gerichts, unter Berücksichtigung sowohl des Inhalts des erlassenen Gesetzgebungsakts als auch des gesamten Gesetzgebungsverfahrens, das zu seinem Erlass geführt hat, und insbesondere der vorbereitenden Arbeiten und der parlamentarischen Debatten zu prüfen, ob diese beiden Voraussetzungen erfüllt worden sind. In diesem Zusammenhang kann ein Gesetzgebungsakt, mit dem lediglich ein bereits erlassener Verwaltungsakt 'ratifiziert' wird und der sich darauf beschränkt, zwingende Gründe des Allgemeininteresses anzuführen, ohne dass zuvor ein die Sachfragen betreffendes Gesetzgebungsverfahren durchgeführt wird, das es erlaubt, diese Voraussetzungen zu erfüllen, nicht als besonderer Gesetzgebungsakt im Sinne dieser Bestimmung betrachtet werden und genügt daher nicht, um ein Projekt vom Geltungsbereich dieses Übereinkommens und dieser Richtlinie auszuschließen» (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, vorerwähnt).

B.12.2. Aus diesem Urteil geht hervor, dass der nationale Richter, um zu bestimmen, ob ein Projekt, das Gegenstand eines Gesetzgebungsaktes war, in den Anwendungsbereich der in Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG vorgesehenen und in B.9.1 und B.9.2 in Erinnerung gerufenen Erfordernisse der materiellrechtlichen und verfahrensrechtlichen gerichtlichen Kontrolle fällt oder nicht, prüfen muss, ob das Projekt den Anwendungsbedingungen von Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus und von Artikel 1 Absatz 5 der vorerwähnten Richtlinie entspricht, so wie sie durch den Gerichtshof der Europäischen Union festgelegt worden sind.

Die Erfordernisse der gerichtlichen Kontrolle gelten nämlich nur in Bezug auf Projekte, die entweder durch eine Maßnahme ohne Gesetzescharakter oder durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt werden, der die Voraussetzungen von Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus und von Artikel 1 Absatz 5 der vorerwähnten Richtlinie nicht erfüllt (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnr. 46); die spezifischen Gesetzgebungsakte, die den Bedingungen des vorerwähnten Urteils *Solvay*, Randnr. 31, entsprechen, entgehen ihrerseits den vorerwähnten Erfordernissen der gerichtlichen Kontrolle.

B.12.3. Aus dem vorerwähnten Urteil *Solvay u.a.* geht hervor, dass zur Erfüllung der Bedingungen von Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus und von Artikel 1 Absatz 5 der vorerwähnten Richtlinie das Projekt an erster Stelle im Einzelnen, hinreichend genau und spezifisch durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt werden muss, der die gleichen Merkmale wie eine Genehmigung aufweist und dem Projektleiter das Recht zur Durchführung des Projekts verleiht, wobei der Gesetzgeber alle für die Umweltverträglichkeitsprüfung erheblichen Punkte des Projekts berücksichtigt hat (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnrn. 32-33).

Im Übrigen müssen die Ziele der Richtlinie hinsichtlich der Umweltverträglichkeitsprüfung, insbesondere in Bezug auf die Bereitstellung von Informationen durch den Projektträger, die gegebenenfalls von den Behörden und der Öffentlichkeit ergänzt werden können, erreicht werden; hierzu muss der Gesetzgeber zum Zeitpunkt der Genehmigung des Projekts über ausreichende Angaben verfügt haben, darunter mindestens (1) eine Beschreibung des Projekts nach Standort, Art und Umfang, (2) eine Beschreibung der Maßnahmen, mit denen erhebliche nachteilige Auswirkungen vermieden, verringert und soweit wie möglich ausgeglichen werden sollen, (3) die notwendigen Angaben zur Feststellung und Beurteilung der Hauptauswirkungen, die das Projekt voraussichtlich auf die Umwelt haben wird (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnrn. 35-37).

Hierzu kann der Gesetzgeber Angaben verwenden, die im Rahmen eines vorherigen Verwaltungsverfahrens gesammelt worden sind (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnr. 38), doch er darf nicht lediglich einen bereits erlassenen Verwaltungsakt «ratifizieren» und sich darauf beschränken, zwingende Gründe des Allgemeininteresses anzuführen, ohne dass zuvor ein die Sachfragen betreffendes Gesetzgebungsverfahren durchgeführt wird, das es erlaubt, diese Voraussetzungen zu erfüllen (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnr. 39).

B.13. Auch wenn der Gerichtshof grundsätzlich nicht befugt ist, und sei es nur durch seine Kontrolle der Vereinbarkeit mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, das parlamentarische Verfahren zu prüfen, nach dessen Abschluss ein Gesetzgebungsakt ergangen ist, muss festgestellt werden, dass im vorliegenden Fall die Befugnis, «sowohl den Inhalt des erlassenen Gesetzgebungsakts als auch das gesamte Gesetzgebungsverfahren, das zu seinem Erlass geführt hat, und insbesondere die vorbereitenden Arbeiten und die parlamentarischen Debatten [zu] berücksichtigen» (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnr. 41), sich aus der Notwendigkeit ergibt, den Anwendungsbereich der in B.9.1 und B.9.2 erwähnten Erfordernisse des Rechtes der Europäischen Union zu bestimmen.

Diese Kontrolle kann also weder einer materiellrechtlichen Kontrolle, noch einer verfahrensrechtlichen Kontrolle der Verfassungsmäßigkeit von Gesetzesbestimmungen gleichgestellt werden, sondern stellt eine durch das Recht der Europäischen Union vorgeschriebene vorherige Prüfung der Einstufung des angefochtenen Gesetzgebungsaktes dar.

*In Bezug auf die Artikel 5 bis 17 des angefochtenen Dekrets*

B.14.1. Wie der Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 30/2010 bemerkt hat, hat die Annahme der Artikel 5 bis 17 des angefochtenen Dekrets den Parlamentariern nur eine begrenzte Rolle verliehen. Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret geht hervor, dass ihre Abstimmung nicht das Bestehen der strittigen Genehmigungen unabhängig von der vorgenommenen Bestätigung in Frage stellen konnte. Im Übrigen war es den Parlamentariern untersagt, eine neue Untersuchung des Antrags auf Genehmigung vorzunehmen oder diese abzuändern (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2007-2008, Nr. 805/5, S. 36). Sie wurden lediglich gebeten, sich zum Bestehen eines «regionalen Interesses» oder eines «höheren Interesses» für die Wallonische Region zu äußern (ebenda, SS. 6 und 31).



Aus den Vorarbeiten geht hervor, dass die Parlamentarier sich offensichtlich darauf beschränkt haben, die der Versammlung vorgelegten Projekte ohne weiteres zu «ratifizieren», so dass diese Bestimmungen, die weder den in B.9.1 und B.9.2 erwähnten Erfordernissen der gerichtlichen Kontrolle, noch den in B.12 in Erinnerung gerufenen Bedingungen eines spezifischen Gesetzgebungsaktes entsprechen, somit einen Verstoß gegen die Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 1 Absatz 5 und 10a der Richtlinie 85/337/EWG beinhalten.

B.14.2. Diese Feststellung beeinträchtigt nicht das Bestehen eines Rechtes auf wirksame Beschwerde im Sinne von Artikel 10a der vorerwähnten Richtlinie 85/337/EWG oder von Artikel 11 der vorerwähnten Richtlinie 2001/92/EU, gegen die Genehmigungen, die Gegenstand einer Bestätigung durch Dekret waren oder gegebenenfalls sein konnten, denn, da die angefochtenen Artikel für nichtig zu erklären sind, obliegt es dem Staatsrat, die formelle und materielle Rechtmäßigkeit dieser Genehmigungen zu kontrollieren.

B.14.3. Der erste Klagegrund ist begründet, insofern er gegen die Artikel 5, 6 und 15 bis 17 des angefochtenen Dekrets gerichtet ist.

*In Bezug auf die Artikel 1 bis 4 des angefochtenen Dekrets*

B.15.1. Im Gegensatz zu den in den Artikeln 5 bis 17 enthaltenen Bestätigungen, die spezifische Projekte betreffen, beschränken sich die Artikel 1 bis 4 des angefochtenen Dekrets darauf, wie in B.7.2 und B.7.3 in Erinnerung gerufen wurde, ein Verfahren *sui generis* einzuführen, das auf die in dem angefochtenen Artikel 1 erwähnten Kategorien von Projekten anwendbar ist.

B.15.2. So wie es organisiert ist, sieht dieses Verfahren lediglich vor, dass das Parlament die ihm unterbreitete Genehmigung «ratifiziert» und dass andernfalls davon ausgegangen wird, dass die Genehmigung nicht erteilt wurde (Artikel 3).

Es ist im Übrigen kein anderes Erfordernis hinsichtlich der Modalitäten der Beratung des Dekretgebers vorgesehen, insbesondere hinsichtlich des Inhalts des zur Beratung unterbreiteten Vorhabens, oder hinsichtlich der Dokumente, die den Parlamentariern zur Verfügung zu stellen sind.

Auf diese Weise ermöglicht das durch die Artikel 1 bis 4 des angefochtenen Dekrets eingeführte Verfahren es nicht, zu garantieren, dass die in B.12 in Erinnerung gerufenen Erfordernisse des Rechts der Europäischen Union in Bezug auf «spezifische Gesetzgebungsakte» eingehalten werden.

B.15.3. Der erste Klagegrund ist begründet, insofern er gegen die Artikel 1 bis 4 des angefochtenen Dekrets gerichtet ist.

B.15.4. Da die anderen Klagegründe nicht zu einer weiter gehenden Nichtigerklärung führen könnten, brauchen sie nicht geprüft zu werden.

*In Bezug auf Artikel 18 des angefochtenen Dekrets*

B.16. Da in Artikel 18 des angefochtenen Dekrets das Datum des Inkrafttretens sämtlicher Bestimmungen des Dekrets vom 17. Juli 2008 festgelegt ist, sind die Klagegründe insofern, als sie gegen diese Bestimmung gerichtet sind, in dem Maße unbegründet, als darin das Datum des Inkrafttretens von nicht für nichtig erklärten Bestimmungen des angefochtenen Dekrets festgelegt ist.

*In Bezug auf die Vorabentscheidungsfragen*

B.17. Aus der Nichtigerklärung der Artikel 6, 15, 16 und 17, die rückwirkende Kraft hat, ergibt sich, dass die Vorabentscheidungsfragen im Rahmen der Rechtssachen Nrn. 4673 und 4674, die in B.3.3.2 erwähnt sind, der Rechtssache Nr. 4706, die in B.3.4.2 erwähnt ist, und der Rechtssachen Nrn. 4707 und 4708, die in B.3.5.2 erwähnt sind, nunmehr gegenstandslos sind.

B.18. Der Gerichtshof muss sich hingegen noch zu den Vorabentscheidungsfragen äußern, die ihm im Rahmen der Rechtssachen Nrn. 4589, 4682 und 4683, die in B.3.6 erwähnt sind, und im Rahmen der Rechtssachen Nrn. 4675 und 4678, die in B.3.7.2 erwähnt sind, gestellt wurden. Diese Rechtssachen beziehen auf die Vereinbarkeit der Artikel 7 bis 9 und 14 des angefochtenen Dekrets insbesondere mit den Artikeln 10, 11 und 23 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 8 und 9 des vorerwähnten Übereinkommens von Aarhus und mit Artikel 10a der vorerwähnten Richtlinie 85/337/EWG.

Insofern sie sich auf die Einhaltung des Rechts auf wirksame Beschwerde der Anrainer, die ein Interesse an der Nichtigerklärung der Genehmigungen im Sinne dieser Bestimmungen haben, beziehen, und unter Berücksichtigung des in B.8 bis B.14 Erwähnten, sind diese Vorabentscheidungsfragen aus den gleichen Gründen bejahend zu beantworten.

Aus diesen Gründen :

Der Gerichtshof

- erklärt die Artikel 1 bis 6 und 15 bis 17 des Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 «über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen» für nichtig;
- weist die Klagen im Übrigen zurück;
- stellt fest, dass die Vorabentscheidungsfragen in den Rechtssachen Nrn. 4673, 4674, 4706, 4707 und 4708 gegenstandslos sind;
- erkennt für Recht:

Die Artikel 7 bis 9 und 14 des Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 «über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen» verstoßen gegen die Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 2 Absatz 2 und Artikel 9 Absatz 2 des am 25. Juni 1998 unterzeichneten Übereinkommens von Aarhus «über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten» und mit Artikel 1 Absatz 5 und Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG des Rates vom 27. Juni 1985 «über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten» (nunmehr Artikel 2 Absatz 4 und Artikel 11 der Richtlinie 2011/92/EU des Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 «über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten».

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 22. November 2012.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,  
R. Henneuse